

**MESSAGE N° 31** *24 septembre 2002*  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de loi sur l'assurance**  
**des animaux de rente (LAAR)**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi sur l'assurance des animaux de rente. Ledit projet vous est présenté dans ce message qui est établi selon le plan suivant:

**1. INTRODUCTION**

- 1.1. Le problème
- 1.2. Le droit fédéral
  - 1.2.1. En général
  - 1.2.2. La répartition des tâches
  - 1.2.3. Le montant de l'indemnité
  - 1.2.4. Le financement des indemnités

**2. LA SITUATION ACTUELLE DANS LE CANTON DE FRIBOURG**

- 2.1. Le système retenu et les bases légales
- 2.2. Les organismes et les risques assurés
  - 2.2.1. L'Etablissement cantonal d'assurance contre la mortalité du bétail
  - 2.2.2. Les caisses locales d'assurance du bétail
  - 2.2.3. Les assureurs privés
- 2.3. Les ressources de l'ECAMB et des caisses locales
  - 2.3.1. Celles de l'ECAMB
  - 2.3.2. Celles des caisses locales
- 2.4. Quelques chiffres
  - 2.4.1. Concernant l'ECAMB
  - 2.4.2. Concernant les caisses locales

**3. LA NÉCESSITÉ D'UNE RÉVISION**

- 3.1. Le postulat Claude Carrard/Pierre-André Liniger
- 3.2. La modification du droit fédéral
- 3.3. Expériences tirées de l'application de la LAB
- 3.4. Révision partielle ou révision totale
- 3.5. Travaux préparatoires

**4. LA RÉFORME PROPOSÉE**

- 4.1. Généralités
- 4.2. Les principales nouveautés
  - 4.2.1. Un champ d'application élargi
  - 4.2.2. Ajustement de l'indemnisation allouée par l'Etablissement
  - 4.2.3. Suppression de l'assurance obligatoire au niveau local
  - 4.2.4. La réassurance des caisses locales auprès de l'Etablissement
- 4.3. Les incidences du projet
  - 4.3.1. Incidences financières
  - 4.3.2. Incidences en personnel
  - 4.3.3. Répartition des tâches entre l'Etat et les communes
  - 4.3.4. Conformité au droit européen

**5. COMMENTAIRE DES ARTICLES**

**1. INTRODUCTION**

**1.1 Le problème**

La détention d'animaux comporte des risques multiples. Les animaux de rente sont susceptibles de périr, entre autres causes, en raison d'une maladie, qu'elle soit contagieuse ou qu'elle ne le soit pas, de la foudre ou encore d'un incendie. Et ces pertes d'animaux sont généralement le synonyme de conséquences financières importantes pour leurs détenteurs. Un des moyens permettant de réparer ou, à tout le moins, d'atténuer ces dommages pécuniaires consiste à répartir les risques sur les épaules du plus grand nombre, en recourant à une assurance basée sur le principe de la mutualité.

Très tôt a été appréhendé le danger que comporte pour la population et le cheptel la propagation des maladies infectieuses des animaux transmissibles à l'être humain (zoonoses), ainsi que des épidémies frappant les animaux (épizooties). C'est ainsi que le règlement du 4 juin 1804 sur la police de santé disposait déjà que, «dans les cas où le vétérinaire soupçonnerait ou déciderait que la maladie est contagieuse, la bête sera de suite assommée». Mais s'il a été admis que cette mesure, portant atteinte au droit de propriété, procédait d'un intérêt public bien compris, il a aussi été reconnu qu'elle devait être accompagnée d'une indemnisation. On peut en effet lire, dans les considérants du décret du 5 février 1827 concernant l'établissement d'une caisse d'assurance pour le bétail, «que l'occision du bétail par ordre de l'Autorité ayant lieu dans l'intérêt de tous et à l'effet de repousser une calamité publique, il est juste que les propriétaires du bétail occis reçoivent une indemnité.» A cet effet, il a été créé, par la loi du 23 novembre 1808 déjà, une caisse d'assurance «au moyen d'une taille sur tous les chevaux, juments, poulains, mulets, bœufs, vaches, génisses et veaux existants dans le canton».

A l'origine, la caisse n'était destinée qu'à allouer «des dédommagements aux particuliers pour toute pièce de bétail assommée par ordre de l'autorité compétente [...]» ainsi que «pour toute bête méchûte d'épizootie [...]» (art. 6 de la loi du 23 novembre 1808). Puis, le cadre des risques assurés a été étendu. Selon la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1899 sur l'assurance obligatoire contre la mortalité de l'espèce bovine, l'assurance cantonale couvrait, outre les pertes imputables à une maladie contagieuse ou infectieuse, les pertes subies par suite d'incendie ou de la foudre. L'assurance locale, également obligatoire, comprenait tous les autres cas de mortalité.

**1.2 Le droit fédéral**

**1.2.1 En général**

Comme on l'a vu, les indemnités servies par la caisse d'assurance, dès leur origine, ont été intimement liées avec les mesures de lutte contre les maladies épizootiques. Or, depuis l'avènement de l'Etat fédéral, la police des épizooties est régie par le droit fédéral. C'est la loi fédérale du 1<sup>er</sup> juillet 1966 sur les épizooties (LFE; RS 916.40) et ses ordonnances d'application qui prescrivent les mesures qu'il y a lieu de prendre pour prévenir la propagation des différentes épizooties et, s'agissant de certaines d'entre elles, pour les éradiquer.

Mais ladite loi fédérale ne se limite pas à définir les mesures de lutte; elle dispose aussi, dans un chapitre V consacré aux frais de lutte contre les épizooties, que des indemnités pour pertes d'animaux doivent être allouées et

que les frais de la lutte doivent être couverts, pour tout ou partie, par les pouvoirs publics.

Depuis l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1995 de l'importante révision de 1993 – qui faisait partie des 27 projets de loi repris du programme Eurolex ensuite du rejet de l'Accord sur l'EEE – le système d'indemnisation se présente comme il suit.

### 1.2.2 La répartition des tâches

L'article 31 LFE répartit les tâches respectives en cette matière de la Confédération et des cantons. Il appartient à la Confédération de verser les indemnités pour pertes d'animaux dues aux épizooties hautement contagieuses (art. 31 al. 3 LFE). Au surplus, il incombe aux cantons dans lesquels se trouvent les animaux atteints d'épizooties d'intervenir. La tâche des cantons est ainsi double (art. 31 al. 1 LFE):

- a) en premier lieu, ils doivent allouer les indemnités pour pertes d'animaux dues aux épizooties autres que les épizooties hautement contagieuses;
- b) en second lieu, ils sont tenus de couvrir tout ou partie des frais de lutte, que l'on soit en présence d'une épizootie hautement contagieuse ou que l'on soit en présence d'une autre épizootie.

Cette répartition des tâches appelle cinq remarques:

a) Le législateur a prescrit au Conseil fédéral d'établir la liste des épizooties hautement contagieuses et des autres épizooties (art. 1 al. 2 LFE). Fort de cette délégation de compétence, le gouvernement fédéral a rangé les différentes épizooties dans une liste, périodiquement actualisée, qui comporte quatre catégories: les épizooties hautement contagieuses, les épizooties à éradiquer, les épizooties à combattre et les épizooties à surveiller (art. 2 ss de l'ordonnance du 27 juin 1995 sur les épizooties [OFE; RS 916.401]). Parmi les épizooties hautement contagieuses figurent par exemple la fièvre aphteuse, la peste bovine, les pestes porcines et la peste aviaire.

b) Fort heureusement, les cas d'épizooties hautement contagieuses sont de nos jours rares. Il n'en demeure pas moins que l'écrasante majorité des indemnités à servir en raison d'une épizootie sont, par voie de conséquence, à la charge des cantons.

c) Les hypothèses dans lesquelles des indemnités pour pertes d'animaux doivent être allouées sont déterminées par le droit fédéral. Selon l'article 32 al. 1 LFE, il en est ainsi lorsque:

- a. des animaux périssent ou doivent être tués en raison d'une épizootie;
- b. des animaux atteints d'épizooties périssent ou doivent être tués par suite du traitement auquel ils ont été soumis par ordre de l'autorité;
- c. des animaux doivent être abattus ou tués et éliminés sur ordre de l'autorité pour prévenir la propagation d'une épizootie;
- d. des animaux sains périssent ou doivent être abattus ou tués et éliminés par suite d'une intervention ordonnée par l'organe compétent de la police des épizooties.

d) Il convient de mentionner que les épizooties autres que les épizooties hautement contagieuses ne donnent pas toutes droit, de par la législation fédérale, à une indemnité cantonale. Usant d'une faculté que lui avait réservée

le législateur (art. 32 al. 1bis LFE), le Conseil fédéral a ainsi arrêté, en autres exemples, qu'il n'est pas alloué d'indemnités pour les pertes d'animaux dues aux pneumonies porcines (art. 249 OFE) et aux épizooties à surveiller (art. 291 OFE *a contrario*).

e) A noter enfin que le droit fédéral prévoit une garantie minimale en faveur des détenteurs. Rien n'empêche les cantons d'étendre leurs prestations en allouant des indemnités non prescrites par la Confédération. C'est ce qui ressort de la réserve (impropre) en faveur du droit cantonal contenue à l'article 33 al. 1 LFE.

### 1.2.3 Le montant de l'indemnité

Le législateur fédéral ne s'est pas contenté de prescrire l'allocation d'une indemnité; il en a encore précisé la quotité.

A teneur de l'article 36 al. 2 LFE, les cantons doivent ainsi calculer l'indemnité de façon que, compte tenu du produit des parties utilisables, les lésés soient indemnisés à raison de 60 % au moins et de 90 % au plus de la valeur estimative. L'article 75 al. 3 OFE donne en outre les valeurs estimatives maximales pour chaque espèce d'animaux. Par exemple, celle des bovins se monte à 6000 francs.

### 1.2.4 Le financement des indemnités

Respectant la souveraineté des cantons, la législation fédérale n'indique pas aux cantons comment ils doivent financer les prestations auxquelles ils sont tenus en vertu du droit fédéral.

Deux systèmes principaux sont envisageables. Le premier consiste à prélever les indemnités à allouer dans la caisse générale de l'Etat. Dans le second, il est institué une caisse d'assurance qui est financée, en tout ou partie, par les primes versées par les détenteurs, lesquels sont affiliés obligatoirement à ladite caisse. Les prestations requises sont servies au moyen de cette caisse.

Il est à noter, s'agissant du second système, que le Conseil fédéral a édicté, sur la base de l'article 44 LFE, que les caisses d'assurance du bétail ou d'autres institutions d'assurance publiques ou privées peuvent verser des prestations supplémentaires notamment pour les pertes d'animaux dont la valeur marchande dépasse les montants maximums et pour les pertes d'animaux dues à des épizooties pour lesquelles l'ordonnance fédérale ne prévoit pas le droit à une indemnité (art. 76 OFE).

## 2. LA SITUATION ACTUELLE DANS LE CANTON DE FRIBOURG

### 2.1 Le système retenu et les bases légales

Ainsi qu'il l'a déjà été évoqué (cf. supra 1.1.), le canton de Fribourg a choisi, depuis près de deux siècles, d'assurer son cheptel au moyen d'une institution obligatoire: l'assurance contre la mortalité du bétail.

Cette assurance est régie actuellement par la loi du 22 novembre 1985 sur l'assurance du bétail (LAB; RSF 914.20.1), son arrêté d'exécution du 1<sup>er</sup> décembre 1987 (RSF 914.20.11) et un arrêté annuel fixant les primes dues à l'Etablissement cantonal d'assurance contre la mortalité du bétail et l'estimation maximale des espèces assurées (RSF 914.20.15).

## 2.2 Les organismes et les risques assurés

### 2.2.1 L'Etablissement cantonal d'assurance contre la mortalité du bétail

Les détenteurs de bétail des espèces bovine, chevaline, ovine, caprine et porcine, ainsi que les détenteurs d'abeilles, ont tout d'abord l'obligation de les assurer auprès de l'Etablissement cantonal contre la mortalité du bétail (ci-après: l'ECAMB) (art. 1 et 3 al. 1 LAB).

L'ECAMB, établissement public doté de la personnalité juridique (art. 23 al. 1 LAB), assure le risque de mortalité consécutive aux épizooties et aux mesures de prévention et de lutte contre les épizooties (art. 3 al. 1 i.f. LAB). Pour les animaux de l'espèce bovine, il couvre également le risque de mortalité consécutive à l'incendie, à la foudre, à l'avalanche, à l'éboulement et à l'inondation (art. 3 al. 2 LAB). Il prend enfin en charge divers frais, à savoir notamment les frais de constat, de vérification ou d'expertise prescrits par ordre de l'Office vétérinaire cantonal, d'abattage lorsque la viande est officiellement déclarée impropre à la consommation, de fourniture de produits de désinfection, de transport des cadavres d'animaux pérus ou abattus ensuite d'une épizootie, d'enlèvement et de transport des animaux de l'espèce bovine pérus ou abattus à la suite de l'incendie, de l'avalanche, de l'éboulement et de l'inondation (cf. art. 6 LAB).

### 2.2.2 Les caisses locales d'assurance du bétail

Les détenteurs d'animaux de l'espèce bovine uniquement sont ensuite tenus de les assurer auprès de la caisse locale compétente contre les autres risques de mortalité (art. 3 al. 3 LAB) que sont en particulier les risques de pertes dues à des maladies non épizootiques ou à des accidents. Les caisses locales ont la possibilité de décider d'assurer les animaux des espèces autres que l'espèce bovine contre les risques de mortalité non couverts par l'ECAMB (art. 11 LAB). Cette faculté n'a toutefois jamais été utilisée.

Les 245 caisses locales d'assurance du bétail que comptait le canton en 2000 sont des corporations de droit public, dotées de leurs propres organes (art. 51 et 59 LAB).

A noter que le Tribunal fédéral a eu l'occasion de préciser, dans un arrêt du 12 juin 1991, que l'obligation de s'assurer au niveau local est une mesure sociale et non pas une mesure de politique économique et que, justifiée par un intérêt public évident, puisqu'elle consiste à décharger les petits propriétaires de risques financiers importants, une telle mesure est compatible avec le principe de la liberté du commerce et de l'industrie (ATF non publié du 12 juin 1991 en la cause J. P. et csrt c/ Direction de l'intérieur et de l'agriculture, consid. 3c).

### 2.2.3 Les assureurs privés

La LAB réserve les assurances que peuvent conclure les détenteurs d'animaux auprès des assureurs privés contre les risques non couverts par l'ECAMB et les caisses locales. Les animaux entrant dans le champ d'application de la LAB peuvent ainsi faire l'objet d'une assurance couvrant les risques de mortalité dans des circonstances spéciales (exposition, marché-concours, etc.) ou durant une période déterminée (estivage, hivernage, etc.) (art. 12 LAB). Ces mêmes animaux, lorsqu'ils ont une valeur d'élevage supérieure à la valeur maximale assurée par l'ECAMB ou les caisses locales, peuvent faire l'objet d'une assurance complémentaire (art. 13 LAB). Les détenteurs d'animaux des espèces chevaline, ovine et

caprine peuvent en outre constituer des sociétés libres d'assurance couvrant les risques de mortalité autres que ceux pris en charge par l'ECAMB (art. 14 LAB).

## 2.3 Les ressources de l'ECAMB et des caisses locales

### 2.3.1 Celles de l'ECAMB

La ressource principale de l'ECAMB consiste en les primes encaissées auprès des détenteurs d'animaux et de colonies d'abeilles. Le total des primes d'assurance pour toutes les espèces confondues s'est élevé en 2001 à 1 190 865 francs.

L'ECAMB tire sa deuxième source de revenu de la contribution étatique. Conformément à l'article 33 al. 2 LAB, l'Etat participe en effet à raison de 50 % aux frais de lutte contre les épizooties, ainsi qu'à raison de 25 % aux frais administratifs de l'ECAMB. Cette participation a ascendi en 2001 à 518 167 francs, soit 411 114 francs pour les frais de lutte et 107 053 francs pour les frais administratifs.

Les autres ressources de l'ECAMB sont: les intérêts et les produits de ses fonds propres, par 737 085 francs, les taxes des patentes de marchands de bétail, par 56 525 francs (chiffres de 2001).

### 2.3.2 Celles des caisses locales

Les caisses locales sont financées en premier lieu par les cotisations que versent les affiliés. Le montant de ces cotisations est fixé par l'assemblée générale, conformément aux critères définis par les statuts (art. 68 al. 1 LAB). Les 245 caisses locales ont encaissé en 2000 des cotisations ascendant au total à environ 850 000 francs, ce qui représentait une cotisation moyenne d'environ 7 fr. 17 par bovin.

Les caisses locales peuvent en outre compter sur les ristournes de l'ECAMB. D'une part, l'ECAMB verse aux caisses locales un montant par animal assuré localement qui est fonction du résultat financier de l'exercice précédent de l'ECAMB (art. 49 al. 1 LAB). Cette participation s'est montée en 2001 à 120 785 francs. D'autre part, l'Etablissement alloue aux caisses locales une indemnité forfaitaire pour les cas où la viande est déclarée impropre à la consommation (art. 49 al. 2 LAB). En 2001, il s'est agi d'un montant de 581 352 francs.

## 2.4 Quelques chiffres

### 2.4.1 Concernant l'ECAMB

En 2001, le nombre de preneurs d'assurance et d'animaux, respectivement de colonies d'abeilles, assurés auprès de l'ECAMB, ainsi que les primes encaissées se présentaient comme suit:

Espèces	Nombre de détenteurs d'animaux, resp. de colonies d'abeilles	Nombre d'animaux, resp. de colonies d'abeilles	Primes d'assurance	Prime moyenne
Bovine	3 215	139 493	1 066 675.30	7.65
Chevaline	990	3 733	7 486.00	2.00
Porcine	753	89 316	67 152.40	0.75
Ovine	896	17 492	} 30 519.00	} 1.50
Caprine	418	2 857		
Abeilles	818	9 526	19 032.00	2.00
Total			1 190 864.70	

Les dépenses de l'ECAMB liées aux frais de lutte contre les épizooties et aux frais administratifs se présentaient, pour l'année 2001, comme suit:

– frais de lutte contre les épizooties			
– frais d'analyses laboratoires	367 100 francs		
– frais d'interventions vétérinaires	230 200 francs		
– indemnités aux propriétaires	124 400 francs		
– autres frais en relation avec la lutte contre les épizooties	86 849 francs		
Total intermédiaire		808 549 francs	
– frais administratifs			
– traitement du personnel et charges sociales	308 300 francs		
– location, nettoyage, etc.	44 900 francs		
– frais de bureau, taxes postales et informatiques	40 500 francs		
– frais de banque et divers	33 731 francs		
Total intermédiaire		427 431 francs	
Total		1 235 980 francs	

Les frais de lutte contre les épizooties dépendent directement de la situation épidémiologique et peuvent varier fortement d'une année à l'autre. En revanche, les frais administratifs sont principalement liés à la gestion des contextes d'assurance et à l'administration.

Le tableau des sinistres et des indemnités nettes allouées se dressait pour 2000 et 2001 comme suit:

Causes	Nombre de bêtes ou colonies d'abeilles		Indemnités nettes (indemnités ./ produits des dépouilles) en fr.	
	2000	2001	2000	2001
Epizooties				
– Charbon symptomatique	-	1	0.00	2 754.00
– Encéphalopathie spongiforme bovine (ESB)				
– cas positifs	-	3	4 530.00	113 312.30
– cas négatifs (cas suspects)	2	40		
– Salmonellose	1	-	1 065.00	0.00
– IBR/IPV	37	-	57 548.50	0.00
– Arthrite encéphalite caprine (AEC)	39	9	3 608.00	1 096.00
– PE/APP	3 <sup>1)</sup>	-	22 093.90	0.00
– Loque américaine des abeilles	35	14	3 868.70	1 899.55
– Loque européenne des abeilles	76	54	5 947.00	5 371.60
<sup>1)</sup> exploitations				
Divers (espèce bovine)				
– Incendie	71	-	96 892.00	0.00
– Foudre	75	49	205 013.50	116 418.00
Total			400 566.60	240 851.45

Enfin, la situation financière de l'ECAMB était au 31 décembre 2001 la suivante:

Caisse	Bénéfice/Déficit 2001	Fonds de réserve	Réserve moyenne par animal (colonie) assuré
Caisse bovine	- 75 161.65	10 384 498.01	74.00
Caisse chevaline	60 187.80	3 264 200.50	874.00
Caisse porcine	97 841.05	6 047 559.25	68.00
Caisse caprine et ovine	- 17 997.75	367 372.50	18.00
Caisse des abeilles	- 11 714.30	239 503.65	25.00
Total	53 155.15	20 303 133.91	

Si le total des réserves peut paraître de prime abord important, il convient de ne pas perdre de vue que ces réserves doivent permettre à l'ECAMB d'assumer ses engagements et que, pour le cas où on devait à nouveau connaître une vague d'épizooties pareille à celle qui avait frappé le cheptel bovin dans les années huitante, ce capital pourrait être assez rapidement épuisé. La probable suppression de la quarantaine lors de l'importation de bétail que devrait induire l'entrée en vigueur des accords

sectoriels conclus entre la Suisse et l'Union européenne ne sera au surplus pas sans augmenter le risque de sinistres dus à des épizooties.

### 2.4.2 Concernant les caisses locales

En 2000, les 245 caisses locales du canton ont assuré 118 585 animaux de l'espèce bovine contre les risques de mortalité non couverts par l'ECAMB.

Elles ont encaissé en 2000, ainsi que déjà mentionné, environ 850 000 francs de cotisations et alloué environ 1 800 000 francs d'indemnités.

La fortune totale des 245 caisses locales s'élevait à environ 3 750 000 francs à la fin de l'année 2000.

## 3. LA NÉCESSITÉ D'UNE RÉVISION

Les raisons qui président à une révision de la loi sur l'assurance du bétail sont de trois ordres. Il s'agit tout d'abord de faire suite à une intervention parlementaire. Il y a ensuite lieu de tenir compte des modifications apportées au droit fédéral. Il sied enfin de tirer profit des expériences accumulées lors de l'application de cette loi.

### 3.1 Le postulat Claude Carrard/Pierre-André Liniger

Le 19 février 1997, le Grand Conseil a accepté de transformer en postulat la motion des députés Claude Carrard et Pierre-André Liniger, lesquels demandaient la suppression de l'obligation pour les détenteurs d'animaux de l'espèce bovine de les assurer auprès d'une caisse locale. Dans son rapport du 7 avril 1998 (BGC 1998, p. 481), le Conseil d'Etat relevait qu'au mois de novembre 1997 l'assurance du bétail au niveau local n'était plus obligatoire dans 15 cantons, dont tous les cantons de Suisse romande et le canton de Berne. Dans 12 de ces 15 cantons, des caisses locales assuraient encore librement du bétail bovin au niveau local. A l'opposé, l'assurance du bétail bovin au niveau local était encore obligatoire dans 11 cantons. Mais dans 8 de ces 11 cantons, on étudiait l'opportunité d'abolir cette obligation. Face à ce constat, le Conseil d'Etat était d'avis qu'il y avait lieu, également dans le canton de Fribourg, de libéraliser l'assurance du bétail bovin au niveau local, après l'écoulement d'un délai transitoire adéquat. Il souhaitait toutefois qu'un système de réassurance auprès de l'ECAMB fût maintenu en faveur des caisses locales pour certains cas de sinistres. En conclusion, le Conseil d'Etat déclarait qu'il proposerait une révision de la LAB, révision dont les lignes directrices seraient les suivantes:

- les caisses locales deviennent des institutions de droit public fondées sur le principe de l'assurance volontaire ou facultative;
- les caisses locales existantes ont la possibilité de poursuivre leur activité en conservant leur personnalité juridique actuelle, à savoir celle de la corporation de droit public, qui, à ce titre, les exempte d'impôts;
- les caisses locales qui optent pour la poursuite de leur activité continuent à recevoir de la part de l'ECAMB une ristourne en cas de viande impropre à la consommation, mais ne bénéficient plus de la ristourne allouée à forfait en fonction du nombre d'animaux assurés;
- l'encouragement aux petites caisses locales de fusionner;
- en cas de dissolution d'une caisse locale, il appartient aux affiliés de la caisse dissoute de décider de l'affectation ou de l'utilisation de la fortune restante.

Le Grand Conseil a pris acte de ce rapport lors de sa séance du 6 mai 1998 (BGC 1998, p. 536).

### 3.2 La modification du droit fédéral

Ainsi qu'il l'a déjà été relevé (cf. supra 1.2.1.), la LFE a subi une importante révision en 1993, révision qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1995 (FF 1993 I 796 ss et 845 ss; RO 3711 3715). A la même date est en outre entrée en vigueur une nouvelle ordonnance fédérale sur les épizooties, qui a depuis lors été révisée à plusieurs reprises.

La LFE, dans son ancienne teneur, distinguait les épizooties des autres maladies contagieuses. Elle donnait la liste des maladies qui devaient être qualifiées d'épizooties et prescrivait qu'une indemnité devait être allouée par les cantons lorsque des animaux succombaient à l'une de ces maladies (art. 1 et 32 aLFE). Dans ses dispositions d'exécution, le législateur fribourgeois a logiquement décrété que l'ECAMB assure le risque de mortalité consécutive aux épizooties et aux mesures de prévention et de lutte contre les épizooties (art. 3 al. 1 LAB).

Selon le nouveau droit, il appartient au Conseil fédéral de dresser la liste des maladies contagieuses (art. 1 al. 2 LFE). Cette liste figure aux articles 2 et suivants OFE, ainsi que déjà mentionné. La liste actuelle est plus longue que l'ancienne et est périodiquement adaptée, au gré de l'évolution des connaissances scientifiques acquises en la matière. Mais, contrairement à ce qui avait cours sous l'ancien droit, le fait qu'une maladie soit incluse dans la liste des épizooties ne signifie pas encore qu'une indemnité est due en cas de perte consécutive à cette maladie. En effet, toutes les maladies considérées comme épizootie ne donnent plus nécessairement droit à une indemnité. En édictant l'OFE, le Conseil fédéral a déterminé, pour chaque épizootie, si une indemnité doit être allouée par les cantons, en tenant compte de la diffusion de l'épizootie et de ses conséquences sociales et économiques, ainsi que des possibilités de la lutte. Il convient dès lors d'adapter notre droit cantonal aux prescriptions fédérales.

En l'état, le champ d'application de la LAB est limité aux animaux des espèces bovine, chevaline, ovine, caprine et porcine, ainsi qu'aux abeilles. Or, selon l'OFE, les cantons peuvent être amenés à servir des indemnités lors de cas d'épizooties affectant d'autres animaux, en particulier la volaille et les poissons élevés en pisciculture. Il sied ainsi de définir les règles apportant une réponse à cette tâche confiée aux cantons. Ces règles se doivent au demeurant d'être suffisamment souples afin de permettre également l'exécution des modifications à venir de l'OFE.

### 3.3 Expériences tirées de l'application de la LAB

Les expériences réalisées à l'occasion de l'application de la LAB durant plus de 15 ans commanderaient qu'on procède à quelques adaptations mineures. A titre d'exemple, il y aurait lieu de compléter la liste des organes de l'ECAMB (art. 25 LAB) en y ajoutant les experts et les expertes de taxation. Il paraît en outre opportun d'ancrer dans la loi la voie de la réclamation dont peuvent faire usage les assurés pour contester les décomptes de prime et les décisions relatives aux indemnités, comme étape préalable à la procédure judiciaire, voie de droit qui figure aujourd'hui dans l'arrêté d'exécution.

Comme la révision de la LAB s'impose déjà pour les raisons évoquées ci-avant, il convient de profiter de l'occa-

sion pour procéder à ces adaptations qui ne sont, il est vrai, pas fondamentales.

### 3.4 Révision partielle ou révision totale

Dès lors que la réalisation des objectifs assignés à la présente révision implique la modification de la majorité des articles de la LAB et, dans une certaine mesure, de la systématique de celle-ci, le parti a été pris de procéder à une révision totale. Une révision partielle aurait porté une atteinte certaine à la lisibilité de la loi.

### 3.5 Travaux préparatoires

Un avant-projet de loi a été élaboré au sein de la commission administrative de l'ECAMB. Il a ensuite fait l'objet d'une large procédure de consultation, à laquelle les organisations professionnelles concernées et l'ensemble des caisses locales ont notamment été appelées à participer. De façon générale, un accueil positif a été réservé à l'avant-projet et nombre de remarques et de suggestions formulées à cette occasion ont été prises en compte lors de la rédaction du présent projet.

L'Office vétérinaire fédéral, également consulté sur l'avant-projet, a indiqué qu'il n'avait pas de remarques à formuler, par quoi il faut entendre que celui-ci est conforme au droit fédéral.

## 4. LA RÉFORME PROPOSÉE

### 4.1 Généralités

Avant même d'exposer les principales nouveautés proposées dans le cadre de la présente réforme, il convient de mentionner les éléments qui sont repris de la loi actuellement en vigueur.

Il est tout d'abord proposé de proroger l'institution centrale de la LAB qu'est l'assurance obligatoire contre les risques liés aux épizooties et, pour le bétail bovin, à l'incendie, la foudre, l'avalanche, l'éboulement et l'inondation (art. 7 ss du projet de loi [PL]). Cette solution a donné et continue à donner entière satisfaction. Dès lors qu'il est prévu que des primes soient perçues auprès de tous les détenteurs et que l'Etat ne doive participer qu'à hauteur de 50 % des indemnités servies en relation avec les épizooties et des frais engagés dans la lutte contre les épizooties, l'assurance obligatoire est une réponse favorable pour l'Etat à la mission qui lui a été confiée par le droit fédéral.

L'assurance obligatoire du bétail bovin contre les risques que constituent l'incendie, la foudre, l'avalanche, l'éboulement et l'inondation doit continuer à revêtir un caractère social. Fondée sur le principe de la mutualité, elle permet de venir en aide à l'agriculteur sinistré, et singulièrement à l'agriculteur connaissant une situation financière défavorable pour qui la perte de plusieurs unités de bétail peut être fatale à son exploitation.

Il est en outre prévu de reconduire l'ECAMB, établissement public doté de la personnalité juridique et exempt d'impôt, dans ses fonctions d'assureur (art. 11 et 12 PL). Le projet donne toutefois un nouveau nom à cet Etablissement. En renonçant à la notion de «mortalité» contenue dans l'appellation actuelle, la désignation nouvelle se veut non seulement plus positive, mais surtout plus représentative des activités déployées par l'Etablissement, celui-ci dépensant plus d'argent pour des mesures préventives que pour la compensation des pertes d'animaux. Comme dans la loi actuelle, ses organes seront la commission administrative, composées de neuf membres,

l'administrateur ou l'administratrice, la commission de contrôle, auxquels on ajoute les experts ou expertes de taxation qui, bien qu'ils ne soient pas institués actuellement en tant qu'organe, jouent un rôle non négligeable dans le fonctionnement de l'Etablissement.

## **4.2 Les principales nouveautés**

### **4.2.1 Un champ d'application élargi**

A l'heure actuelle, seuls les animaux des espèces bovine, chevaline, ovine, caprine et porcine, ainsi que les abeilles doivent obligatoirement être assurés. Il n'en demeure pas moins que la législation fédérale sur les épizooties prévoit désormais des indemnités pour d'autres animaux de rente que sont la volaille et les poissons élevés en pisciculture. Notre canton peut ainsi être amené à verser des indemnités, sans que leurs bénéficiaires y aient contribué au préalable.

Comme la volaille et les poissons élevés en pisciculture le sont en nombre significatif et compte tenu que les risques de sinistres consécutifs à une épizootie sont bien réels, il paraît justifié que les aviculteurs et les détenteurs de poissons assurent leurs animaux et paient des primes. Il convient ainsi d'étendre en conséquence le champ d'application de la loi (art. 2 al. 1 PL). Les organisations professionnelles d'aviculteurs et les trois exploitants de pisciculture du canton se sont d'ailleurs déclarés favorables à cet élargissement lors de la procédure de consultation.

Pour les cas où le législateur fédéral prévoirait à l'avenir des indemnités pour d'autres animaux encore, il est proposé de déléguer au Conseil d'Etat la compétence d'étendre le cercle des animaux assurés, en tenant compte du nombre d'animaux de l'espèce en question et du risque encouru (art. 2 al. 2 PL).

Lors de la consultation, plusieurs organisations professionnelles ont exprimé le souhait que l'obligation d'assurer le bétail bovin contre le risque de l'incendie, de la foudre, de l'avalanche, de l'éboulement et de l'inondation soit étendue à d'autres espèces. Ce volet de l'assurance obligatoire, on l'a vu, est centenaire. En soi, il sort de la tâche principale dévolue à l'ECAMB qui consiste à assurer les risques liés aux épizooties. Pour les motifs qui sont exposés ci-avant sous chiffre 4.1, mais aussi pour des raisons historiques, il se justifie de conserver cette assurance. Il ne paraît en revanche pas indiqué d'élargir la couverture de ces risques à d'autres espèces, dès lors que l'ECAMB ne dispose, contrairement à ce qui est une réalité pour l'espèce bovine, ni de l'expérience ni des ressources nécessaires à cette fin.

### **4.2.2 Ajustement de l'indemnisation allouée par l'Etablissement**

La LAB prévoit une indemnisation différenciée en fonction de l'espèce animale. L'indemnité est ainsi de 90 % de la valeur estimative pour les animaux des espèces bovine et chevaline et de 80 % de cette même valeur pour les animaux des espèces porcine, ovine et caprine et pour les abeilles (art. 45 al. 1 LAB).

Cette différenciation ne se justifie plus. Pour des raisons d'égalité de traitement, il est proposé de prévoir une indemnité équivalant à 90 % de la valeur estimative, ce pour tous les animaux assurés (art. 32 PL).

### **4.2.3 Suppression de l'assurance obligatoire au niveau local**

Conformément à ce qui avait été annoncé dans le rapport du Conseil d'Etat sur le postulat Claude Carrard/Pierre-

André Liniger (cf. 3.1.), il est proposé de supprimer l'obligation d'assurer le bétail bovin auprès des caisses locales pour les risques de mortalité qui ne sont pas couverts par l'Etablissement.

Outre que la libéralisation de l'assurance du bétail au niveau local a été décidée dans la majorité des cantons, cette réforme est souhaitable parce qu'elle ne répond plus pleinement aux besoins de certains détenteurs, ceux-ci préférant s'auto-assurer ou s'assurer différemment. Il est en outre apparu que quelques caisses locales, de par la diminution des détenteurs et du bétail, n'atteignaient plus la taille utile au bon fonctionnement de l'institution.

Mais d'autres caisses locales peuvent continuer à rendre un service dont d'aucuns souhaitent pouvoir toujours bénéficier à l'avenir. Aussi convient-il de ne pas supprimer purement et simplement les caisses locales existantes, mais de permettre la poursuite de leurs activités sur une base volontaire (cf. art. 4 al. 2 PL). A noter que les caisses qui poursuivent leurs activités conserveront leur statut de corporations de droit public exemptes d'impôts (art. 39 PL).

Si les fusions de caisses locales sont non seulement possibles (art. 56 PL), mais aussi souhaitables, la constitution de nouvelles caisses est en revanche exclue (art. 39 PL a contrario).

Le passage du régime obligatoire au régime facultatif nécessite une procédure ad hoc que devront suivre toutes les caisses locales (art. 64 ss PL). Il s'agira pour les assemblées générales de chacune des dites caisses de se prononcer, dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, sur la dissolution de la caisse ou alors la poursuite de son activité sous la forme d'une assurance facultative (art. 64 al. 1 PL).

Si la dissolution est décidée, l'assemblée générale doit encore se prononcer sur le mode de répartition de l'avoir social (art. 64 al. 2 PL).

Sitôt la décision de principe prise, la caisse locale concernée entre en phase de liquidation dont les opérations devront être exécutées jusqu'à ce que la dissolution décidée devienne effective. La dissolution devient effective au 30 juin ou au 31 décembre qui suit la décision de principe de l'assemblée générale (art. 64 al. 2 PL). A cette date, les derniers comptes et la répartition de l'avoir social seront soumis à l'assemblée générale qui, en cas d'approbation, clora la phase dite de liquidation.

S'il est opté pour la poursuite des activités de la caisse, celle-ci disposera d'un délai de deux ans dès l'entrée en vigueur de la nouvelle loi pour adapter ses statuts aux nouvelles exigences légales et les faire approuver par la Direction en charge de l'assurance des animaux de rente (art. 65 PL).

Comme corollaire du passage à l'assurance facultative, les affiliés seront à l'avenir en droit de démissionner. Mais si les affiliés avaient la faculté de démissionner déjà avec effet à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, des démissions enregistrées à ce stade seraient de nature à compromettre les opérations de liquidation. En cas de démissions massives, il se peut que l'on ne dispose même plus des organes à qui il appartient d'accomplir ces opérations. C'est pourquoi des démissions ne pourront intervenir qu'auprès des caisses qui auront décidé de poursuivre leurs activités et ce avec effet le lendemain au plus tôt de la décision par laquelle l'assemblée générale a décidé de continuer les activités de la caisse (art. 66 PL). A noter que contrairement à ce qui prévaut en cas de cessation des activités d'une caisse, le démissionnaire d'une caisse ayant décidé de poursuivre ses activités perd tout droit à l'avoir social (art. 46 al. 3 PL).

Avec la libéralisation de l'assurance au niveau local disparaîtront en outre les cercles d'activités des différentes caisses locales. Sous l'empire de l'obligation de s'assurer au niveau local, il est nécessaire de définir quelle caisse est compétente pour assurer quel détenteur. Chaque caisse est ainsi pourvue d'un cercle d'activité qui couvre aujourd'hui le territoire du cercle d'inspection du bétail concerné (cf. art. 54 et 55 LAB). De par le système de l'assurance facultative qui est proposé, il est prévisible qu'un bon nombre de caisses cesseront leurs activités. Il y aurait ainsi des secteurs dépourvus de caisses locales. Il n'est toutefois pas souhaitable que l'on attribue d'autorité les secteurs laissés ainsi vacants à d'autres caisses locales. Il est préférable que les détenteurs situés dans un cercle où il n'existe plus de caisse locale puissent s'assurer auprès de la caisse de leur choix, pour autant que celle-ci les accepte. Il en va naturellement de même pour les détenteurs au lieu desquels une caisse locale demeure active. Aussi convient-il de supprimer ces cercles d'activités, ce qui aura pour conséquence que les caisses locales pourront exercer leurs activités sur tout le territoire cantonal. Cette ouverture permettra d'ailleurs de stimuler quelque peu une saine concurrence entre les caisses, lesquelles verront leur travail récompensé par la venue de nouveaux affiliés.

Au titre des conséquences de la libéralisation de l'assurance au niveau local, il y a lieu de signaler encore que les caisses auront la faculté de refuser des détenteurs demandant leur admission ou d'exclure des affiliés. Il appartiendra aux caisses de définir dans leurs statuts les critères d'admission et d'exclusion (art. 41 al. 2 let. c PL). Ces critères devront être objectifs.

A relever enfin que la fonction de secrétaire-caissier des caisses locales ne devra plus obligatoirement être assurée par un inspecteur du bétail ou, selon la nouvelle terminologie, par un préposé local de l'agriculture. Cela contribuera à accroître l'autonomie des caisses locales.

#### **4.2.4 La réassurance des caisses locales auprès de l'Etablissement**

Dans la pratique actuelle et conformément à la LAB, l'ECAMB verse aux caisses locales un montant par animal assuré, montant qui est fixé annuellement en fonction du résultat financier de l'exercice précédent de l'ECAMB (art. 49 al. 1 LAB). En cas de sinistre et lorsque la viande est déclarée officiellement impropre à la consommation, l'ECAMB verse en outre aux caisses locales un montant forfaitaire par pièce de bétail (art. 49 al. 2 LAB). C'est le régime dit des ristournes. Les ristournes qui sont dues en cas de viande impropre sont financées par la caisse bovine, soit indirectement par les primes versées par les détenteurs de bovins à l'ECAMB.

Il serait toutefois compliqué et peu souhaitable d'appliquer ce régime des ristournes dans le cadre d'une assurance facultative au niveau local, dès lors qu'un tel régime impliquerait pour l'Etablissement d'instaurer un double tarif de primes, selon que le détenteur est ou n'est pas assuré au niveau local. Ce régime a en outre le défaut de pêcher par son manque de transparence.

Etant entendu qu'il est nécessaire que les caisses locales puissent disposer d'un système qui leur permette de limiter le risque de pertes trop lourdes en cas de sinistres, il est proposé que les caisses locales qui le souhaitent aient la possibilité de réassurer auprès de l'Etablissement tous les animaux de l'espèce bovine qu'elles assurent contre le risque de viande impropre à la consommation (art. 5 PL). Selon ce système, les caisses locales, et non plus les détenteurs, paient une prime à l'Etablissement, prime qui

fera partie des charges des caisses locales. En cas de sinistre, la caisse locale indemnise son affilié selon ses statuts et perçoit de l'Etablissement l'indemnité qui est due en vertu de la convention de réassurance.

Sur la base des données statistiques des trois dernières années et en retenant comme hypothèse que 150 caisses locales réassureraient 70 000 bovins, on peut estimer, à titre indicatif, que la prime y relative ascendera à 4 fr. 30 par animal pour une indemnisation couvrant le tiers de l'indemnité servie par les caisses locales.

Du point de vue de l'Etablissement, cette réassurance devrait pouvoir donner lieu à court terme à une situation financière équilibrée.

### **4.3 Les incidences du projet**

#### **4.3.1 Incidences financières**

S'agissant des incidences financières qu'entraîne pour l'Etat la réforme proposée, il convient de distinguer les différents «produits» d'assurance prévus par le projet. Comme par le passé, l'assurance assumée par l'Etablissement contre le risque de mortalité consécutive à l'incendie, la foudre, l'avalanche, l'éboulement ou l'inondation sera entièrement financée par les primes versées par les détenteurs et les ressources propres de l'Etablissement (art. 21 al. 2 PL a contrario). L'Etat ne contribuera donc pas à cette assurance.

Il en ira de même pour ce qui est de la réassurance qu'offrira l'Etablissement aux caisses locales. Les charges de cette réassurance devront être couvertes par les seules primes payées par les caisses locales et les ressources propres de l'Etablissement.

La collectivité publique ne participera pas non plus financièrement à l'assurance qu'exploiteront les caisses locales d'assurance du bétail bovin, à l'instar de ce qui a cours aujourd'hui.

Il est en revanche prévu que l'Etat participe à raison de 50 % aux pertes dues à une épizootie et aux frais de lutte contre les épizooties, ainsi qu'à raison de 25 % aux frais administratifs de l'Etablissement (art. 21 al. 2 PL). Comme cette règle est reprise de la LAB, il n'y aura en principe pas de modification de la contribution étatique par rapport à la situation actuelle. Tout au plus peut-on prévoir une légère augmentation de la dépense étatique en raison de la généralisation à 90 % du taux d'indemnisation (cf. *supra* 4.2.2). Sur la base des statistiques des dernières années, cette augmentation s'élèvera selon toute vraisemblance à environ 3000 francs par an. La moitié de ce montant sera à la charge de l'Etat, soit 1500 francs. Il en résultera un accroissement pour le moins modique de la contribution étatique, si l'on considère que celle-ci s'est élevée à 518 167 francs en 2001. On rappellera ici, pour mémoire, que la participation étatique aux frais administratifs de l'Etablissement a été réduite de 50 % à 25 % en 2001 dans le cadre des mesures structurelles adoptées par le Grand Conseil en vue d'améliorer les perspectives financières de l'Etat (loi du 4 avril 2001; BGC 2001, p. 506 ss). Cette mesure entraîne, pour l'Etat, une diminution de dépense de l'ordre de 100 000 francs par an.

A noter encore que l'élargissement du champ d'application de l'assurance obligatoire à la volaille et aux poissons élevés en pisciculture aura un effet bénéfique sur les deniers de l'Etat, dès lors qu'en cas de sinistre l'indemnisation ne devra plus être prise en charge en totalité par l'Etat, mais en parts égales par l'Etablissement et l'Etat. Le canton de Berne, qui n'assurait à l'époque ni la

volaille ni les poissons élevés en pisciculture, a d'ailleurs dû dépenser en 1998 un montant de l'ordre de 100 000 francs pour un sinistre qui avait affecté une pisciculture. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000, ledit canton assure désormais ces deux espèces d'animaux.

#### 4.3.2 Incidences en personnel

L'Etablissement devrait pouvoir assumer les tâches que lui confie le projet avec le personnel qui est le sien à ce jour. L'Etablissement devra toutefois s'adjoindre les services d'un juriste durant quatre ou cinq mois pour pourvoir à l'information des caisses locales sur la réforme législative, les accompagner dans la phase transitoire du passage à l'assurance facultative et rédiger de nouveaux statuts-type.

#### 4.3.3 Répartition des tâches entre l'Etat et les communes

Le présent projet ne modifie pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Comme par le passé, l'application de la législation sur l'assurance des animaux de rente incombera principalement à l'Etat, par l'Etablissement et, dans une moindre mesure, aux caisses locales, à l'exclusion des communes.

#### 4.3.4 Conformité au droit européen

L'obligation qui est faite aux détenteurs d'animaux de l'espèce bovine de les assurer auprès de l'Etablissement contre le risque de mortalité consécutive à l'incendie, la foudre, l'avalanche, l'éboulement ou l'inondation (art. 8 al. 3 PL) ne pourrait pas être maintenue en cas d'adhésion de la Suisse à l'Union européenne, étant contraire à l'article 3 de la Directive 92/49/CEE du Conseil du 18 juin 1992, portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie (JO L 228 du 11.8.1992, p. 1). En fonction de l'issue des négociations que mène actuellement la Suisse avec l'Union européenne en vue de la signature d'un accord sur la libre prestation de services (accords bilatéraux II), il y aura en outre lieu, le cas échéant, de revoir cette part de monopole dont jouit l'Etablissement.

Au surplus, le présent projet est conforme au droit de l'Union européenne.

## 5. COMMENTAIRE DES ARTICLES

### Titre

Le terme «bétail» contenu dans le titre de la loi actuellement en vigueur est hérité de la loi de 1899. Aujourd'hui déjà, ce terme est par trop restrictif, puisque la LAB s'applique non seulement au bétail, mais aussi aux abeilles. Comme le projet concernera non seulement les animaux figurant dans le droit actuel, mais encore d'autres animaux, il convient de retenir un terme qui puisse tous les qualifier. Le terme «animaux de rente» satisfait à cette fin.

### CHAPITRE PREMIER: Dispositions générales

#### Art. 1 Objet

Ainsi qu'on a l'habitude de le rencontrer dans les lois récentes, le projet débute par un article, dépourvu de contenu normatif, qui précise l'objet de la loi. Cet objet est triple. Premièrement, la loi régit l'assurance obligatoire contre les pertes d'animaux de rente. Deuxièmement, elle réglemente l'assurance facultative au niveau local. Enfin, troisièmement, elle donne les règles organiques de l'Etablissement d'assurance des animaux de

rente ainsi que les règles minimales d'organisation des caisses locales.

#### Art. 2 Champ d'application

La loi actuelle s'applique déjà au bétail des espèces bovine, chevaline, porcine, ovine et caprine, ainsi qu'aux abeilles. Pour les motifs qui sont exposés ci-avant sous chiffre 4.2.1, le projet étend le champ d'application de la loi à la volaille et aux poissons élevés en pisciculture. Le droit fédéral définit, pour chaque épizootie, et par voie de conséquence, pour chaque espèce d'animaux, les hypothèses pour lesquelles les cantons doivent servir des indemnités (cf. *supra* 3.2). Et la liste de ces hypothèses est susceptible d'être adaptée en fonction de la situation épidémiologique et des espèces d'animaux, parfois exotiques, qui sont nouvellement détenues par les éleveurs au gré de l'évolution du marché. Afin d'éviter de devoir modifier la loi cantonale à chaque fois que l'OFE est révisée, l'alinéa 2 instaure une délégation de compétence en faveur du Conseil d'Etat pour étendre le champ d'application de la loi à d'autres espèces d'animaux de rente. Outre que la mesure doit viser des animaux de rente, ce qui exclut les animaux vivant à l'état sauvage mais non les animaux sauvages captifs, le Conseil d'Etat ne peut user de cette délégation de compétence que pour autant que deux conditions cumulatives soient réunies.

Il est tout d'abord nécessaire que le nombre d'animaux de l'espèce en question soit suffisant (let. a). En se référant à une notion juridique indéterminée, la disposition permettra à la pratique d'évaluer, pour chaque cas, s'il existe une masse critique permettant la mise en place d'un système complet d'assurance ou, au contraire, si la faible quantité d'animaux à assurer n'entraînerait pas des frais administratifs disproportionnés par rapport aux indemnités à verser, à tel point qu'il faille renoncer à les assurer. Il faut ensuite qu'il existe un risque élevé que l'Etat doive, en application de la législation fédérale, prendre en charge des frais de lutte ou servir des indemnités consécutivement à une épizootie dont serait affectée l'espèce en question (let. b). Cette condition a trait à la gestion du risque. Le risque d'un sinistre et ses conséquences financières devront être mis en balance avec le coût de l'administration d'un système d'assurance.

A remarquer que lorsque ces deux conditions sont remplies, le Conseil d'Etat peut mais ne doit pas nécessairement rendre obligatoire l'assurance des animaux de l'espèce considérée.

A noter en outre que, dans les cas où la législation fédérale prescrirait aux cantons de prendre en charge des frais de lutte ou d'allouer une indemnité pour les sinistres dont serait victime une espèce d'animaux donnée mais à laquelle le Conseil d'Etat n'aurait pas étendu le champ d'application de la loi, cette prise en charge ou cette indemnité n'en serait pas moins due par l'Etat. Seul le mode de financement de cette indemnité, qui incomberait en totalité à l'Etat, varierait.

#### Art. 3 Définitions

L'article 3 al. 1 donne une définition légale des épizooties. Celles-ci sont définies par renvoi à la législation fédérale topique. Présentement, il s'agit de l'article 1 LFE et des articles 2 à 5 OFE.

Le second alinéa de ce même article prescrit ce qu'il faut entendre par détenteur ou détentrice d'un animal. En général, il s'agira de la personne qui en est propriétaire. Mais lorsque la qualité de propriétaire et celle d'éleveur ou d'engraisseur seront dissociées, la personne chargée de l'élevage ou de l'engraissement sera considérée comme étant le détenteur ou la détentrice. En revanche,



lorsque l'animal sera confié à une tierce personne pour son estivage ou, par analogie, son hivernage uniquement, la qualité de détenteur ou de détentrice restera acquise à son propriétaire.

La qualité de détenteur ou de détentrice d'un animal aura pour corollaire principal de définir l'interlocuteur de l'Etablissement et des caisses locales. Il ressort de cet alinéa 2 que celui-ci ne sera pas forcément le propriétaire de l'animal. De cette qualité découle ainsi notamment l'obligation d'assurer ses animaux, de payer les primes y relatives, de respecter les mesures de lutte contre les épizooties ainsi que le droit de percevoir les indemnités dues.

#### **Art. 4 Assureurs et assurances**

Cet article détermine les assureurs qui interviennent dans l'assurance des animaux de rente, ainsi que les types d'assurance.

Comme par le passé, l'assurance obligatoire est confiée à l'Etablissement (al. 1). Les raisons de ce choix figurent ci-avant sous chiffre 4.1. Quant au contenu de cette assurance obligatoire, il est défini aux articles 8 à 10.

Contrairement au droit actuel (art. 12 et 13 LAB), le projet ne donne plus à l'Etablissement la faculté d'offrir d'autres assurances que l'assurance obligatoire, en particulier l'assurance couvrant des risques de mortalité exclus de l'assurance obligatoire ou encore l'assurance complémentaire pour les animaux qui ont une valeur d'élevage supérieure à la valeur maximale de l'assurance obligatoire. Il est en effet préférable que l'Etablissement, qui n'a d'ailleurs jamais usé de la faculté des articles 12 et 13 LAB, concentre ses forces sur l'assurance obligatoire.

Les caisses locales qui fournissent sous l'empire du droit actuel l'assurance obligatoire contre les risques de mortalité qui ne sont pas assurés par l'Etablissement pourront offrir à l'avenir une assurance facultative contre ces mêmes risques (al. 2). Comme exemple de ces risques, on peut citer le risque de perte consécutif à un accident (glissade à la sortie de l'étable, chute d'un animal à l'alpage, ...) ou à une affection autre qu'une épizootie (crise cardiaque, ...). Il appartiendra aux caisses locales de les préciser dans leurs statuts (art. 41 al. 2 let. b PL). A l'instar de ce qui a cours aujourd'hui, les caisses locales ne pourront assurer que du bétail de l'espèce bovine.

Cette disposition réserve en outre les assurances offertes dans le domaine par les assureurs privés (al. 3). Les assureurs privés peuvent donc, du moins en théorie, offrir des assurances pour les risques couverts par l'Etablissement, dès lors que la loi prévoit certes une obligation de s'assurer auprès de l'Etablissement mais n'exclut pas toute assurance privée pour les risques assurés par celui-ci (monopole de fait). Ceci dit, cette réserve en faveur des assureurs privés garde tout son sens pour les risques couverts par les caisses locales d'assurance du bétail bovin. Cette assurance étant facultative, les détenteurs pourront à leur guise s'assurer auprès des caisses locales ou des assureurs privés, voire s'auto-assurer. Assurément, cette réserve vaut aussi pour les risques qui sont exclus de l'assurance obligatoire. Elle couvre enfin les assurances qu'offrent, en leur qualité d'assureurs privés, les sociétés libres d'assurance mentionnées à l'article 14 LAB.

#### **Art. 5 Réassurance auprès de l'Etablissement**

Pour les motifs qui sont exposés ci-avant sous chiffre 4.2.4, le projet abandonne le régime actuel des ristournes au profit du système de la réassurance auprès de l'Etablissement.

Selon cette disposition, les caisses locales peuvent – mais ne doivent pas nécessairement – recourir à la réas-

surance. Si elles décident de faire usage de ce service, elles doivent en revanche réassurer l'entier des animaux de l'espèce bovine qu'elles assurent elles-mêmes contre le risque de viande impropre à la consommation. Il ne leur est ainsi pas loisible de réassurer qu'une partie des animaux assurés, après avoir procédé par exemple à une évaluation des risques encourus. Retenir une telle solution contraindrait en effet l'Etablissement à disposer en permanence d'un inventaire des animaux réassurés pris individuellement, au prix d'un effort administratif assurément disproportionné, pour qu'il puisse facturer les primes dues aux caisses locales et déterminer les cas donnant droit à une indemnité. A l'inverse, la solution proposée permettra à l'Etablissement d'encaisser aisément les primes de la réassurance sur la base d'un effectif moyen, par exemple celui au jour de référence. Comme tous les animaux assurés par les caisses locales souhaitant se réassurer sont de plein droit réassurés auprès de l'Etablissement, celui-ci pourra se dispenser d'examiner, à l'occasion de chaque sinistre, si l'animal en question est effectivement réassuré. En outre, les caisses locales n'auront pas à annoncer chaque modification du cheptel réassuré.

S'agissant du risque couvert par la réassurance, il se limite au risque de viande impropre à la consommation. A signaler enfin que les parties au contrat (de droit administratif) de réassurance sont l'Etablissement, d'une part, et les caisses locales, d'autre part, à l'exclusion des détenteurs, lesquels n'entretiennent, pour les risques assurés par les caisses locales, des rapports juridiques qu'avec celles-ci.

#### **Art. 6 Assurance complémentaire**

L'assurance obligatoire dont est chargé l'Etablissement comporte une somme maximale d'assurance (cf. art. 31 al. 2 PL) qui ne coïncide pas nécessairement avec la valeur vénale de l'animal assuré, spécialement lorsqu'il s'agit d'un animal doté d'une valeur d'élevage conséquente. Le détenteur de cet animal a la faculté, selon cette disposition, de conclure une assurance complémentaire auprès d'un assureur privé, afin que la part qui excède la valeur maximale d'assurance soit aussi couverte.

Dès lors que les caisses locales peuvent aussi fixer des sommes maximales d'assurance (art. 41 al. 2 PL), le recours à une assurance complémentaire à celle offerte par les caisses locales doit également être prévu.

## **CHAPITRE 2: Assurance obligatoire**

#### **Art. 7 Obligation de s'assurer**

Cette disposition définit à quelles conditions l'obligation de s'assurer auprès de l'Etablissement est donnée.

Pour qu'il existe une obligation de s'assurer, il faut tout d'abord que les animaux considérés soient détenus de manière permanente sur le territoire cantonal. Il importe peu à cet égard que leur détenteur ou détentrice soit domicilié dans un autre canton. Ce rattachement au lieu de détention des animaux est le corollaire de la compétence territoriale qui est assignée aux organes de la police des épizooties pour ordonner les mesures de lutte. La référence au caractère permanent de la détention signifie que les animaux qui séjournent temporairement dans le canton, par exemple durant la période d'estivage ou d'hivernage, n'ont pas à être assurés auprès de l'Etablissement. Il n'empêche que l'Etablissement sera tenu, selon la législation fédérale (art. 31 al. 1 LFE), d'allouer des indemnités, à supposer que les conditions y relatives soient réunies, aussi pour ces animaux qui ne doivent pas être assurés auprès de lui. Il aura toutefois le droit de se

faire rembourser la moitié de ces indemnités par le canton de provenance des animaux (art. 32 al. 2 LFE). Dès lors que les frais administratifs qu'entraînerait l'assurance de ces animaux en séjour temporaire dans le canton sont notablement supérieurs à la moitié des indemnités qui restent en définitive à la charge de l'Etablissement, il est préférable de renoncer à les assurer. L'Etablissement ne parviendrait au demeurant guère à mettre en pratique une telle assurance, ne parvenant pas à connaître tous les animaux détenus temporairement dans le canton. Pour que l'on soit tenu de s'assurer auprès de l'Etablissement, il faut encore que l'on soit détenteur d'animaux de l'une des espèces énumérées à l'article 2. Seuls ces animaux peuvent et doivent être assurés. Enfin, le destinataire de l'obligation de s'assurer est le détenteur ou la détentrice, au sens défini par l'article 3 al. 2.

## **Art. 8 Couverture de l'assurance obligatoire**

### **a) Risques assurés**

Selon cette disposition, les risques assurés sont de deux natures. Il y a tout d'abord les risques liés aux épizooties (alinéas 1 et 2). Il y a ensuite le risque de mortalité consécutive à l'incendie, la foudre, l'avalanche, l'éboulement ou l'inondation (alinéa 3).

L'alinéa 1 énonce, de façon limitative, les risques qui sont assurés par l'Etablissement dans le domaine des épizooties. L'assurance obligatoire couvre ainsi les pertes d'animaux consécutives aux épizooties et aux mesures de prévention et de lutte contre les épizooties (let. a). Elle couvre en outre les frais résultant des mesures de lutte contre les épizooties, à condition que ces mesures aient été prescrites par l'organe compétent de la police des épizooties.

Cette couverture souffre une double restriction. En premier lieu et en toute bonne logique, la couverture de l'assurance obligatoire ne concerne que les animaux énumérés à l'article 2. Lorsque la législation fédérale prescrit une indemnisation pour des animaux n'entrant pas dans l'énumération de l'article 2 ou n'appartenant pas aux espèces désignées par le Conseil d'Etat (cf. *supra* 5, art. 2), le droit à l'indemnisation n'est pas fondé sur le rapport d'assurance, mais directement sur ladite législation.

En second lieu, l'indemnisation et la prise en charge des frais se limitent aux hypothèses qui donnent droit, en vertu de la législation fédérale, à des prestations. Comme on l'a vu (cf. *supra* 5, art. 2), la législation fédérale dresse un catalogue des hypothèses pour lesquelles les cantons doivent servir des indemnités, catalogue destiné à être adapté régulièrement. La présente référence à la législation fédérale dispensera le législateur cantonal de modifier sa loi à chaque fois que la Confédération amende son catalogue.

L'organe compétent de la police des épizooties auquel il est fait référence à la lettre b de cet alinéa sera tour à tour le vétérinaire cantonal, le vétérinaire officiel ou l'inspecteur des ruchers, en fonction de la mesure à prendre et de l'espèce à laquelle appartient l'animal touché.

L'alinéa 2 contient une délégation de compétence en faveur du Conseil d'Etat. Il est des épizooties contre lesquelles des mesures de lutte peuvent être ordonnées par les cantons, mais pour lesquelles des indemnités ne sont pas prévues par la législation fédérale. Il en va ainsi, par exemple, pour les pneumonies porcines (cf. art. 247 et 249 OFE). Et, l'intérêt général commande parfois que des mesures de lutte soient entreprises dans le but de combattre l'un ou l'autre de ces épizooties, que ce soit au niveau régional ou au niveau cantonal. Dans de telles cir-

constances, le Conseil d'Etat peut étendre la couverture de l'assurance obligatoire. Selon les cas, l'extension sera complète, en ce sens qu'elle portera sur l'indemnisation des pertes d'animaux et sur la prise en charge des frais de lutte, ou sera partielle, en se limitant par exemple à la prise en charge de frais d'analyse.

A teneur de l'alinéa 3, l'assurance obligatoire couvre également le risque de mortalité consécutive à l'incendie, la foudre, l'avalanche, l'éboulement ou l'inondation, mais ce exclusivement pour les animaux de l'espèce bovine.

### **Art. 9 b) Frais pris en charge**

Cette disposition a trait aux frais pris en charge par l'assurance obligatoire.

S'agissant des mesures de lutte contre les épizooties (al. 1), la liste des frais couverts ne peut être qu'exemplative, étant donné que les frais pris en charge sont ceux prescrits par la législation fédérale et issus des mesures ordonnées par l'organe compétent de la police des épizooties. Cette liste doit fixer le cadre des mesures indemnisées, cadre dont l'organe compétent précité ne devrait pas s'écarter. Au besoin, il appartiendra aux dispositions d'exécution de préciser ce cadre.

Les alinéas 2 et 3 régissent les frais qui sont couverts par l'assurance obligatoire en cas de réalisation du risque de mortalité d'un animal de l'espèce bovine consécutive à l'incendie, la foudre, l'avalanche, l'éboulement ou l'inondation. Les frais qui résultent du constat, de la vérification, de l'abattage (al. 2 let. a), de l'enlèvement, du transport et de l'élimination d'un animal (al. 2 let. b) sont indemnisés au prix coûtant. Cette règle souffre toutefois une exception: lorsque l'animal est péri ou abattu à la suite de la foudre, les frais d'enlèvement et de transport sont indemnisés forfaitairement par une indemnité dont le montant est fixé par le Conseil d'Etat. La pratique a en effet démontré que les preneurs d'assurance, certains d'être indemnisés au prix coûtant, ne recherchent pas toujours la solution la moins onéreuse. Cette solution facilite en outre de manière significative la gestion administrative de ce type de sinistres.

### **Art. 10 c) Dommages non assurés**

A priori, les dommages non assurés pourraient être déduits d'une interprétation a contrario des articles 8 et 9 PL: tout ce qui n'est pas appréhendé par ces deux articles n'est pas assuré. Par souci de clarté, il paraît néanmoins utile de donner une liste, non limitative, des dommages qui ne sont pas assurés par l'assurance obligatoire, étant précisé que les dispositions d'exécution pourront, le cas échéant, préciser voire compléter cette norme d'exclusion.

Est tout d'abord concerné le dommage résultant de la diminution de la valeur d'un animal. Cette hypothèse vise par exemple le cas d'un traitement telle une vaccination préventive qui a une répercussion sur la santé de l'animal, sans toutefois qu'il soit indiqué de l'abattre. Dans ce cas, la diminution de la valeur de l'animal qui en résulte n'est pas indemnisée.

Est ensuite visé le dommage économique résultant d'une mise sous séquestre ou d'une autre mesure ordonnée par l'organe compétent de la police des épizooties. Le dommage économique doit être compris dans son acception classique du droit des assurances; il s'agit du dommage qui ne découle pas d'une atteinte à la vie ou à l'intégrité corporelle de la victime et qui ne résulte pas d'une atteinte portée à des objets mobiliers ou immobiliers. Les trois exemples qui suivent permettent d'illustrer cette notion. Le prononcé d'un séquestre a notamment pour conséquence que le détenteur du troupeau mis sous

séquestre ne peut plus transférer l'un de ses animaux vers un autre troupeau ni intégrer à son troupeau un animal venant d'ailleurs. Pendant le séquestre, le détenteur aurait eu peut-être l'occasion de réaliser une vente ou un achat intéressant d'animaux. Le gain ainsi manqué n'est pas indemnisé par l'assurance obligatoire. Dans certaines hypothèses, un détenteur de vaches pourra se voir signifier une interdiction de couler le lait. Là aussi, la perte éprouvée ne sera pas compensée par l'assurance obligatoire. Lorsqu'un assainissement de surface est ordonné au titre de mesure de lutte contre les pneumonies porcines, l'éleveur ne doit pas détenir des porcs dans ses bâtiments d'exploitation durant une période déterminée (vide sanitaire). Le manque à gagner qu'aura subi le détenteur durant cette période ne sera pas non plus indemnisé.

Sont ensuite concernés par cette disposition les frais de traitement vétérinaires et de guérison engagés avant l'intervention de l'organe compétent de la police des épizooties. Cette exclusion est le corollaire de la règle de l'article 8 al. 1 let. b, selon laquelle les frais résultant des mesures de lutte contre les épizooties sont couverts, à la condition qu'ils aient été prescrits par ledit organe. Cette disposition a pour fin d'éviter que l'Etablissement soit placé devant le fait accompli et que des mesures inopportunes prises par le détenteur ou son mandataire de leur propre chef doivent être indemnisées.

Sont enfin appréhendés les frais résultant de travaux de désinfection. Les produits de désinfection sont couverts par l'assurance obligatoire. En revanche, le travail qu'il y a lieu de fournir pour désinfecter des locaux et des objets ne l'est pas.

### **CHAPITRE 3: SANIMA, Etablissement d'assurance des animaux de rente**

#### **1. Statut et mission**

##### **Art. 11 Statut**

A l'instar du droit actuellement en vigueur, l'article 11 confère à l'Etablissement le statut d'établissement public, doté de la personnalité juridique, et l'exempte de l'impôt.

Cette disposition précise en outre le nouveau nom de l'Etablissement, qui est «SANIMA, Etablissement d'assurance des animaux de rente». Les motifs qui président à cette modification nominale ressortent du chiffre 4.1 ci-avant.

Le vocable «SANIMA» sera le terme utilisé au quotidien. Terme pouvant se prononcer aussi bien en allemand qu'en français, il permettra à l'Etablissement de s'identifier à l'égard de ses «clients» et facilitera les nombreux contacts que ceux-ci nouent avec l'administration de l'Etablissement.

##### **Art. 12 Mission**

L'article 12 donne la mission qui est dévolue à l'Etablissement. Celui-ci est chargé:

- a) d'assurer les animaux des espèces mentionnées à l'article 2 selon le principe de la mutualité et conformément aux dispositions de la loi;
- b) de favoriser les mesures de prévention et de contribuer à la lutte contre les épizooties;
- c) d'offrir aux caisses locales une réassurance contre le risque de viande impropre à la consommation;
- d) d'exécuter les tâches qui lui sont confiées par la loi d'application de la législation fédérale sur l'élimination des déchets animaux.

## **2. Organisation**

### **Art. 13 Organes**

L'article 13 détermine quels sont les organes de l'Etablissement. Ceux-ci sont au nombre de quatre: la commission administrative, l'administrateur ou l'administratrice, les experts et expertes de taxation et l'organe de contrôle. Par rapport au droit actuel, l'énumération contenue à cette disposition est augmentée des experts et expertes de taxation. La réglementation en vigueur leur confère déjà des tâches (art. 12 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1987 d'exécution de la loi sur l'assurance du bétail), sans toutefois les instituer en qualité d'organe. Il s'agit donc plus de combler une lacune de la loi que d'introduire une réelle nouveauté.

### **Art. 14 Commission administrative**

#### **a) Composition**

L'article 14 fixe la composition de la commission administrative et définit les modalités relatives à la nomination de ses membres.

Tout comme le prévoit la loi actuelle, ladite commission comportera neuf membres, desquels seront d'office le conseiller d'Etat Directeur ou la conseillère d'Etat Directrice concerné/e, ainsi que le ou la vétérinaire cantonal/e. Les autres membres seront nommés par le Conseil d'Etat. Les critères de sélection des sept autres membres sont en revanche modifiés. Alors que le texte en vigueur dispose que ceux-ci sont choisis à raison d'un membre par district, le projet propose de les choisir de façon à permettre une représentation équitable des régions et des détenteurs et détentrices des espèces assurées. Il est en effet nécessaire de pouvoir disposer au sein de la commission des connaissances spécifiques aux différentes espèces assurées.

Au surplus, cet article dispose que le conseiller d'Etat Directeur ou la conseillère d'Etat Directrice concerné/e préside la commission, que celle-ci désigne en son sein le vice-président ou la vice-présidente et que le secrétariat est assuré par l'Etablissement.

#### **Art. 15 b) Attributions**

En sa qualité d'organe supérieur de l'Etablissement, la commission évolue au niveau stratégique. Il lui revient ainsi principalement de prendre les décisions stratégiques ou, lorsque celles-ci ressortissent à la compétence d'autres autorités, d'émettre des préavis.

Pour l'essentiel, la liste des attributions de la commission est reprise de l'article 27 LAB.

Par rapport au droit actuel, on y ajoute, à la lettre c, que la commission adopte les directives relatives à l'estimation des animaux des espèces assurées. Le Conseil d'Etat fixe l'estimation maximale de ces animaux (art. 31 al. 2 PL). Au-delà de ces valeurs supérieures, il convient d'émettre divers critères afin de garantir, autant que faire se peut, une estimation uniforme dans tout le canton. Dès lors que la pratique a rendu nécessaire l'élaboration de telles directives, il s'agit d'une codification d'un outil qui existe déjà, plutôt que d'une réelle innovation.

Sous lettre f est en revanche nouvelle la faculté qui est donnée à la commission de déléguer à l'administrateur ou à l'administratrice une partie de ses compétences en matière de placement des fonds. Le rythme des séances de la commission ne lui permet en effet pas de se prononcer opportunément sur chaque placement ou renouvellement de placements.

#### **Art. 16 Administrateur ou administratrice**

De manière toute générale, l'administrateur ou l'administratrice est responsable du fonctionnement opérationnel de l'Etablissement.

Conformément à la législation sur le personnel de l'Etat (art. 8 let. c LPers), il est engagé par le Conseil d'Etat. Au titre de règle spéciale, il est prévu que cette décision soit prise sur le vu d'un préavis à délivrer par la commission administrative (al. 1).

La liste des attributions de l'administrateur ou de l'administratrice (al. 2) est essentiellement la reprise de l'article 29 LAB. Ce catalogue inclut nouvellement la compétence de statuer sur les demandes d'indemnisation. Comme cette tâche consiste à rendre des décisions, en grand nombre, en appliquant des règles générales et abstraites à des cas individuels et concrets et compte tenu encore qu'une réponse doit être donnée sans retard aux demandes d'indemnisation, il se justifie de donner cette compétence à l'organe opérationnel de l'Etablissement. Aujourd'hui, l'administrateur signe déjà ces décisions, par délégation de compétence, tant il est vrai qu'il est impensable de convoquer en séance la commission administrative à l'occasion de chaque demande d'indemnisation. A noter que les décisions prononcées par l'administrateur ou l'administratrice pourront être entreprises auprès de la commission administrative par la voie de la procédure gratuite de la réclamation (art. 15 let. d et 60 al. 2 PL; art. 134 CPJA).

#### **Art. 17 Experts et expertes de taxation**

Quoique les experts de taxation accomplissent dans la pratique une activité non négligeable lors du règlement des sinistres, la loi actuelle ne dit mot sur cette institution. Selon l'alinéa 1 du présent article, il appartient au Conseil d'Etat de définir, en fonction des besoins, le nombre des experts ou expertes de taxation, puis de les nommer. La législation réglant la durée des fonctions publiques accessoires leur est applicable.

L'alinéa 2 définit leur mission: à la demande de l'administrateur ou de l'administratrice, il leur incombe de fixer les valeurs estimatives des animaux péris ou à abattre. Sur la base de ces valeurs, l'administrateur ou l'administratrice déterminera ensuite, dans une décision au sens de l'article 4 CPJA, le montant de l'indemnité due au détenteur, en s'étant assuré au préalable que celui-ci en remplit les conditions et en tenant compte d'éventuels facteurs de réduction (art. 29, 30, 33 et 34 PL).

L'alinéa 3 doit être compris comme une règle spéciale pour ce qui a trait aux colonies d'abeilles. En présence de colonies d'abeilles, les valeurs estimatives ne sont pas fixées par les experts ou expertes ordinaires de taxation, mais par les inspecteurs ou inspectrices des ruchers. Ceux-ci sont institués par l'article 5 LFE et l'article 308 OFE. Leur mode de nomination ressort de l'article 11 de l'arrêté du 9 février 1971 concernant l'exécution de la législation fédérale sur les épizooties (RSF 914.10.11). De par leurs connaissances de l'apiculture, ils disposent des compétences spécifiques pour exercer cette tâche d'estimation.

#### **Art. 18 Organe de contrôle**

La loi actuelle dispose que le Conseil d'Etat nomme une commission de contrôle qui se compose de quatre réviseurs et de trois suppléants. Elle prévoit en outre un système rigide de reconstitution de la commission, selon lequel, chaque année, l'un des réviseurs quitte sa charge et un suppléant lui succède.

Il est proposé de substituer à cette commission un organe de contrôle qu'il appartiendra au Conseil d'Etat de désigner. De la sorte, il sera possible de faire appel, au besoin, à des mandataires professionnels.

L'organe de contrôle a pour mission de vérifier les comptes de l'Etablissement, savoir s'assurer que la

comptabilité est bien le reflet fidèle de la situation financière de l'Etablissement. A remarquer que l'Etablissement est en outre soumis de plein droit au contrôle de l'Inspection des finances, contrôle qui s'étend à l'application correcte du droit et à l'emploi judicieux et économique des fonds (cf. art. 50 al. 1 let. a et 49 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat [RSF 610.1]).

#### **Art. 19 Signature sociale**

L'article 19 a trait à la représentation externe de l'Etablissement. Il s'agit de définir qui est fondé à accomplir, au nom et pour le compte de l'Etablissement, des actes juridiques avec des tiers.

Cette disposition reprend et précise l'article 31 LAB. L'Etablissement est ainsi valablement engagé par la signature collective d'un membre de l'organe supérieur de l'Etablissement et d'un membre de l'organe exécutif. Du côté de la commission administrative, il s'agit de son président ou de sa présidente ou, en cas d'empêchement, de son vice-président ou de sa vice-présidente. Du côté de l'organe exécutif, la personne compétente est l'administrateur ou l'administratrice ou, en cas d'empêchement, son adjoint ou adjointe.

### **3. Finances**

#### **Art. 20 Comptes**

A l'instar de ce qui a cours présentement, cet article prévoit que des comptes sont tenus séparément pour chaque espèce ou groupe d'animaux assurés, eu égard au nouveau champ d'application de l'assurance obligatoire. Il s'agit d'une comptabilité financière qui doit satisfaire à la législation sur les finances de l'Etat.

Par rapport au texte actuel, cette disposition précise en outre la période comptable et l'autorité d'approbation des comptes.

#### **Art. 21 Ressources**

Cet article énumère les différentes sources de revenus de l'Etablissement, en adéquation du droit actuel.

S'agissant de la participation de l'Etat aux frais administratifs de l'Etablissement, le texte intègre la novelle du 4 avril 2001, laquelle a réduit de moitié cette participation.

#### **Art. 22 Fonds de réserve**

Comme toute assurance, l'assurance des animaux de rente doit pouvoir disposer d'un fonds de réserve. L'objectif visé par de telles réserves légales est de garantir à l'Etablissement une assise financière qui lui permette d'honorer ses obligations légales même en présence de sinistres extraordinaires.

La loi en vigueur prévoit que l'Etablissement doit constituer, pour chaque espèce d'animaux assurés, un fonds de réserve atteignant 2 % de la valeur estimative des animaux assurés. Or, ce taux est manifestement insuffisant pour que l'Etablissement soit en mesure de faire face à des cas importants d'épizootie. Si l'on se souvient que la concentration des animaux détenus dans les exploitations du canton est toujours plus importante, phénomène qui aggrave le dommage en cas d'apparition d'une épizootie, un taux minimum de 5 % est justifié. La volonté de l'Etablissement est d'ailleurs de dépasser ce taux minimum.

#### **Art. 23 Placements**

Cet article, copie conforme de l'article 35 LAB, énonce les critères auxquels doit se tenir l'Etablissement lorsqu'il place ses avoirs. Ce faisant, il doit observer les principes de la sécurité et de la rentabilité. Parmi ces deux principes, le premier doit l'emporter.

Cette disposition prescrit en outre à l'Etablissement d'effectuer ses placements auprès de débiteurs présentant

toute garantie et lui interdit de favoriser des personnes ou des institutions dans le choix de ses placements.

#### **4. Recensement et période d'assurance**

##### **Art. 24 Recensement**

Afin que l'on puisse prélever les primes dues par les détenteurs, il importe que l'on connaisse le nombre d'animaux à assurer. L'alinéa 1 de cet article pose donc la règle selon laquelle les animaux des espèces assujetties à l'assurance obligatoire sont recensés annuellement. Le mode de recensement diffère selon les espèces d'animaux. Pour la majorité des espèces, l'Etablissement peut déjà bénéficier de recensements qui sont déjà organisés dans d'autres domaines. L'Etablissement peut ainsi avantageusement tirer profit des recensements qui sont effectués à l'occasion de l'exécution des mesures fédérales et cantonales de la politique agricole (notamment l'allocation des paiements directs), sans qu'il lui soit nécessaire de mettre sur pieds sa propre procédure de recensement. Pour d'autres espèces en revanche, l'Etablissement devra procéder à un recensement ad hoc, ces espèces, comme les colonies d'abeilles et les poissons élevés en pisciculture, n'étant pas recensées par une autre instance. Une clause de délégation de compétence donne mission au Conseil d'Etat d'arrêter les dispositions (de détail) nécessaires à ce recensement.

Ainsi que déjà mentionné, le Département de l'agriculture recueille auprès des agriculteurs les données dont il a besoin pour traiter les demandes de paiements directs et autres contributions agricoles, en application de la législation fédérale, puis les consigne dans une banque de données informatique. Il est constant que si l'Etablissement disposait d'un accès gratuit en ligne à ces données, il pourrait se passer de procéder lui-même à un recensement, épargnant aux administrés et à lui-même un travail administratif en soi superflu. Selon la loi du 25 novembre 1994 sur la protection des données (RSF 17.1), un tel accès à des données personnelles au moyen d'une procédure d'appel, notamment un accès en ligne, est admissible à la condition qu'une disposition légale le prévoie. C'est l'objet de l'alinéa 2 de cet article qui fixe les conditions de cet accès en ligne: l'Etablissement ne peut avoir accès qu'aux données personnelles qui lui sont nécessaires à l'exécution des tâches que lui attribue la loi, tels que les noms et adresses des détenteurs et détentrices et l'effectif du bétail. Au surplus, il appartient au Conseil d'Etat d'arrêter par voie réglementaire les modalités de cet accès en ligne. L'alinéa 3 donne la conséquence qui est attachée au refus d'un détenteur ou d'une détentrice de participer au recensement: il y est procédé d'office et à ses frais.

L'alinéa 4 traite de l'hypothèse où l'assujettissement du détenteur ou de la détentrice à l'assurance n'intervient qu'après la date du relevé annuel. Dans ce cas, il est logique de l'astreindre à s'annoncer immédiatement auprès de l'Etablissement.

##### **Art. 25 Période d'assurance**

Selon cette disposition, la période d'assurance s'étend sur une année. Compétence est déléguée au surplus au Conseil d'Etat pour en déterminer le début et la fin. Par exemple, le Conseil d'Etat pourra faire coïncider le début de la période d'assurance avec la date de référence des relevés agricoles.

#### **5. Primes**

##### **Art. 26 En général**

Cet article pose comme premier principe que les détenteurs et détentrices d'animaux assujettis à l'assurance sont tenus de verser à l'Etablissement une prime qui se

base en principe sur l'effectif résultant du recensement (al. 1). Le recours aux vocables «en principe» permet d'apporter une solution adaptée aux particularités de certaines espèces d'animaux. S'agissant par exemple des poissons élevés en pisciculture, qu'il n'est pas aisé de recenser à l'unité, le règlement d'exécution pourra ainsi prévoir, entre autres solutions, que les primes dues sont fonction de la quantité de poisson produite l'année précédente ou de la capacité d'accueil des bassins.

L'article 26 fixe comme deuxième règle que, lorsque l'assujettissement à l'assurance ne commence qu'après le début de la période d'assurance, la prime due par les détenteurs et détentrices est calculée au prorata de la période restante à couvrir (al. 2).

Troisièmement, cette disposition prévoit que les détenteurs et détentrices qui ont violé l'obligation de s'assurer auprès de l'Etablissement sont redevable envers celui-ci des primes qu'ils ou elles auraient dû verser durant les cinq ans précédant la découverte de l'infraction.

Quatrièmement, les caisses locales qui choisissent de se réassurer auprès de l'Etablissement contre le risque de viande impropre versent une prime qui est fonction du nombre d'animaux qu'elles-mêmes assurent (al. 4). Ce nombre sera celui issu du recensement prévu à l'article 24 PL.

Les alinéas 5 et 6 indiquent les deux principes qui doivent guider le Conseil d'Etat dans la fixation du montant des diverses primes. Tout d'abord, le montant de la prime doit tenir compte équitablement des risques encourus. Il y a ainsi lieu d'apprécier les risques à l'aune des dangers spécifiques, singulièrement des types d'épizooties qui guettent les différentes espèces assurées, et de l'âge des animaux considérés. Sur la base de cette évaluation, il est possible de définir quelques catégories d'animaux et d'attribuer une prime à chacune de ces catégories. Ensuite, le montant de ces diverses primes doit tenir compte de la situation financière de l'Etablissement. Dans ce second critère, les sinistres survenus lors des exercices précédents et l'état des réserves de l'Etablissement pèseront naturellement de tout leur poids. S'agissant de la réassurance offerte aux caisses locales, ce principe signifie que le montant de la prime doit permettre, à terme, une prestation autofinancée. Dès lors que les éléments qui viennent d'être mentionnés sont voués à évoluer, pour certains rapidement, le Conseil d'Etat réexaminera le montant des primes chaque année.

##### **Art. 27 Pour les marchands et marchandes de bétail**

Reprise de la loi actuelle, cette disposition introduit une règle spéciale qui tient à la particularité des activités des marchands et marchandes de bétail et des risques liés à ces activités. Ceux-ci versent tout d'abord une prime basée sur l'effectif du bétail qu'ils possèdent habituellement. Ils s'acquittent ensuite d'une prime basée sur les transactions qu'ils effectuent en moyenne annuellement.

##### **Art. 28 Pour les détenteurs et détentrices d'abeilles**

Seconde règle spéciale relative aux primes, l'article 28, également repris du texte en vigueur, précise que la prime est due pour chaque colonie d'abeilles.

#### **6. Prestations d'assurance**

##### **Art. 29 Droit à l'indemnité**

L'article 29 pose les conditions qui doivent être réunies pour fonder le droit à l'indemnité.

Selon l'alinéa 1, le détenteur ou la détentrice a droit à l'indemnité en cas de sinistre pour tout animal ou toute colonie d'abeilles assurés. Négativement, cela signifie que celui ou celle qui a omis d'assurer ses animaux

auprès de l'Etablissement, en violation de l'article 7, n'a aucun droit à l'indemnité. N'est en revanche pas déterminant le lieu où le sinistre s'est produit. Dès l'instant où le détenteur ou la détentrice est tenu/e d'assurer ses animaux parce qu'il entre dans les prévisions de l'article 7 et s'est exécuté, il a droit à l'indemnité même si le sinistre s'est produit à l'extérieur du canton voire à l'étranger. C'est le cas notamment lorsque la foudre atteint un bovin estivé à l'extérieur du canton.

L'alinéa 2 indique deux incombances qui doivent toutes deux être accomplies par le détenteur ou la détentrice postérieurement à la survenance du sinistre, à peine de perdre le droit à l'indemnité: le sinistre doit être annoncé immédiatement à l'Etablissement ou, s'il s'agit d'abeilles, à l'inspecteur ou l'inspectrice des ruchers (let. a) et la cause du sinistre doit avoir été constatée par un ou une vétérinaire ou, s'il s'agit d'abeilles, par l'inspecteur ou l'inspectrice des ruchers (let. b).

#### **Art. 30 Perte ou réduction du droit aux prestations**

Aux termes de l'article 34 LFE, l'indemnité n'est pas versée ou est réduite si la faute est légère, lorsqu'une personne lésée porte une part de responsabilité dans l'apparition de l'épizootie, ne l'a pas annoncée ou l'a annoncée trop tard, ou n'a pas appliqué de façon complète les prescriptions et ordres émanant de la police des épizooties. L'article 30 complète cette disposition fédérale en énonçant d'autres hypothèses qui entraînent la déchéance de tout droit à l'indemnité (al. 1) ou, en cas de faute légère, la réduction de celle-ci (al. 2).

La première hypothèse envisage le cas où le détenteur ou la détentrice s'est rendu/e coupable de manœuvres frauduleuses (let. a). Sont ici visés tous les comportements qui ont pour fin de procurer à son auteur un enrichissement illégitime en tentant de tromper l'assureur et, de la sorte, de déterminer celui-ci à servir une prestation qui n'est en réalité pas due. Il en est ainsi, par exemple, lorsque le détenteur ou la détentrice provoque sciemment la mort de l'animal ou lorsqu'il trompe le vétérinaire sur les causes réelles du sinistre.

La deuxième hypothèse est celle où le détenteur ou la détentrice fait traiter ces animaux par une personne non autorisée à exercer l'art vétérinaire et où le traitement est la cause de la perte de l'animal (let. b). Les deux conditions figurant dans cette disposition sont cumulatives. Il n'est en revanche pas nécessaire que l'on soit en présence d'une tierce personne. Peut donc tomber sous le coup de cette règle le cas où le détenteur lui-même applique un traitement qu'il n'est pas autorisé à administrer.

La troisième hypothèse consiste en ce que le détenteur ou la détentrice importe une maladie en violant les règles imposées par la police des épizooties (let. c).

La quatrième et dernière hypothèse traite de la situation où le détenteur ou la détentrice n'a pas payé sa prime dans le délai fixé (let. d). Au besoin, les dispositions d'exécution pourront préciser à partir de quel moment le détenteur ou la détentrice est réputé/e n'avoir pas respecté ce délai et, en particulier, s'il lui est adressé un ou plusieurs rappels. Quant à la faute légère, notion juridique imprécise utilisée à l'alinéa 2, l'autorité dispose d'une large pouvoir d'appréciation pour déterminer, eu égard aux circonstances concrètes de cas d'espèce, si l'on est en présence d'une faute légère ou, au contraire, d'une faute grave. L'autorité pourra s'inspirer des principes développés à ce sujet en droit des assurances ou en droit de la responsabilité civile.

#### **Art. 31 Valeur estimative**

La fixation de la valeur estimative est l'opération préalable à la détermination de la hauteur de l'indemnité qui

revient en définitive au détenteur ou à la détentrice. Cette mission d'évaluation incombe aux experts ou expertes de taxation ou, en présence d'abeilles, aux inspecteurs ou inspectrices des ruchers (cf. art. 17 PL).

La valeur estimative est une valeur objective, en ce sens qu'elle ne tient pas compte des faits imputables au détenteur ou à la détentrice et constitutifs, le cas échéant, d'un facteur de réduction voire de suppression du droit à l'indemnité, au sens de l'art. 30 PL. La valeur estimative résulte du seul examen des animaux pour lesquels une indemnité est requise. Selon l'alinéa 1, cette valeur estimative est fixée selon les critères définis par la Confédération et par l'Etablissement. A noter à ce sujet que la Confédération émet, en application du droit fédéral, des directives pour l'estimation des animaux. Il appartiendra ainsi à l'Etablissement de définir dans le détail les critères objectifs et la méthode d'estimation, à l'instar de ce qu'il édicte déjà actuellement sous la forme de tables d'estimation.

En vertu de l'alinéa 2, le Conseil d'Etat fixe annuellement les montants maximums que peut atteindre la valeur estimative. Comme leur nom l'indique, il s'agit de valeurs plafond qui doivent être arrêtées sur le vu des montants maximums que le Conseil fédéral lui aussi fixe (cf. art. 36 al. 1 LFE).

#### **Art. 32 Indemnité**

##### **a) Principe**

Lorsque l'administrateur est en possession de la valeur estimative fixée par les experts ou expertes de taxation, il lui revient de déterminer, par voie de décision administrative, le montant de l'indemnité (art. 16 al. 2 let. d PL). L'article 32 dispose, comme principe, que l'indemnité équivaut à 90 % de la valeur estimative. Contrairement au droit en vigueur et pour les motifs évoqués ci-avant sous chiffre 4.2.2, il n'y a plus de taux différencié en fonction des diverses espèces d'animaux assurés.

Il va sans dire que le taux de 90 % ne peut être appliqué que pour autant que le droit à l'indemnité est reconnu (art. 29 PL), que l'on ne soit pas en présence d'un facteur de réduction au sens de l'art. 30 PL et que les dispositions spéciales des art. 33 et suivants PL ne trouvent pas application.

##### **Art. 33 b) En cas de sous-assurance**

L'article 33 est inspiré de l'article 69 de la loi fédérale du 2 avril 1908 sur le contrat d'assurance (LCA; RS 221.229.1).

L'alinéa 1 dispose que l'Etablissement ne répond du dommage que jusqu'à concurrence du nombre d'animaux ou de colonies d'abeilles assurés. Cette disposition limite donc la responsabilité de l'Etablissement à la somme assurée, laquelle correspond aux 90 % de la valeur estimative maximale de l'ensemble des animaux et des colonies d'abeilles assurés, eu égard aux articles 31 et 32 PL. A noter que le nombre d'animaux peut être exprimé, selon les espèces, par référence aux têtes du cheptel ou au poids total des animaux.

L'alinéa 2 définit le cas de la sous-assurance: il y a sous-assurance lorsque le nombre d'animaux ou de colonies est inférieur au nombre d'animaux ou de colonies détenus lors du sinistre. Il en donne en outre la conséquence: l'indemnité est proportionnellement réduite.

##### **Art. 34 c) En cas de cumul d'assurances**

L'article 34 est la reprise de l'article 15 LAB. Il traite du cumul d'assurances, qui se vérifie lorsque le même animal est assuré contre le même risque et pour le même temps par plus d'un assureur. En pareille circonstance, le projet prévoit une clause de subsidiarité en faveur de

l'Etablissement. Celui-ci ne sert une indemnité que pour autant que le dommage ne soit pas déjà couvert autrement et à concurrence de la valeur du dommage assuré.

#### **Art. 35 d) Mise en valeur**

Cette disposition est une retranscription de l'actuel article 46 LAB. Dès l'instant où l'Etablissement indemnise une perte, il est raisonnable que celui-ci puisse pourvoir à la mise en valeur et disposer d'un éventuel produit qui résulterait de la mise en valeur de l'animal abattu. Assurément, si le produit de la mise en valeur est supérieur au montant de l'indemnité allouée par l'Etablissement, la différence doit revenir au détenteur ou à la détentrice. S'agissant de la façon d'exécuter cette mise en valeur, il est notamment loisible à l'Etablissement de remettre les parties utilisables de l'animal abattu à son détenteur ou à sa détentrice et de défalquer leur valeur de l'indemnité.

#### **Art. 36 e) Subrogation**

Lorsque l'Etablissement indemnise le détenteur ou la détentrice, alors que celui-ci ou celle-ci peut avoir des prétentions contre des tiers en raison d'un fait illicite, cette disposition ancre la subrogation de l'Etablissement au détenteur ou à la détentrice jusqu'à concurrence de l'indemnité payée.

Le renvoi à la LCA concerne le recours de l'assureur dans l'assurance contre les dommages (art. 72 LCA), qui s'applique le cas échéant à titre de droit public supplétif.

#### **Art. 37 f) Restitution d'indemnités versées à tort**

La restitution d'indemnités versées à tort est une application des dispositions du code des obligations concernant l'enrichissement illégitime (art. 62 ss CO) et obéit aux mêmes règles, lesquelles pourront aussi être retenues à titre supplétif.

Tout comme l'article 47 LAB, le présent article diffère toutefois du code des obligations en ce sens qu'il introduit un délai de péremption au lieu d'un délai de prescription, attendu qu'il s'agit de prétentions de droit public. Le délai de cinq ans à compter de la date du versement correspond à celui que l'on rencontre dans d'autres assurances publiques ou contributions étatiques.

#### **Art. 38 Indemnité forfaitaire en cas de réassurance**

Cet article, nouveau par rapport au droit en vigueur, régit l'indemnité qui est versée comme prestation d'assurance par l'Etablissement aux caisses locales qui auront choisi de se réassurer, en lieu et place des ristournes que l'on connaît actuellement.

L'alinéa 1 précise que cette indemnité ne concerne que les animaux de l'espèce bovine, tout comme la réassurance d'ailleurs. En outre, l'indemnité n'est versée qu'à la condition que la viande soit déclarée officiellement impropre à la consommation. Enfin, l'indemnité est versée sous la forme d'un montant forfaitaire par pièce de bétail.

L'alinéa 2 contient une délégation de compétence en faveur de l'Etablissement. Il incombe à ce dernier de déterminer le montant de l'indemnité forfaitaire par catégories d'animaux. Comme cadre à la délégation de compétence, cette norme précise que l'indemnité de réassurance ne peut pas excéder le tiers de l'indemnité allouée par la caisse locale au détenteur. Dès lors que l'activité de réassurance devra être autofinancée et présenter des comptes équilibrés, l'Etablissement devra fixer cette indemnité en la mettant en relation avec la prime à percevoir auprès des caisses locales.

L'alinéa 3 comporte un renvoi à l'article 37 PL pour ce qui est du délai de péremption applicable à la restitution des indemnités forfaitaires versées à tort.

## **CHAPITRE 4: Caisses locales d'assurance du bétail bovin**

### **Art. 39 Statut**

Le statut des caisses locales d'assurance du bétail bovin est régi par référence à l'ancien droit. Lesdites caisses sont les corporations de droit public qui ont acquis la personnalité juridique sous l'emprise de l'ancien droit. Cela signifie que les caisses qui continueront leur activité sous le régime de l'assurance facultative au niveau local conserveront leur statut de droit public. Si les caisses existantes pourront fusionner entre elles ou être dissoutes et si leur rayon d'action ne sera plus limité à un cercle d'activité, il ne sera en revanche plus possible de créer de nouvelles caisses jouissant du statut de droit public. L'objectif est de disposer à terme de caisses locales d'une taille suffisante, de façon à garantir qu'elles puissent être pourvues de leurs organes légaux et qu'elles soient en mesure d'honorer leurs obligations.

En outre, les caisses locales continueront d'être exemptes d'impôts, à l'instar de l'Etablissement.

### **Art. 40 Principe de la mutualité**

Cette disposition, ancrant l'assurance offerte par les caisses locales sur le principe de la mutualité, est la reprise de l'article 52 al. 3 LAB.

### **Art. 41 Statuts**

L'alinéa 1 enjoint chaque caisse à se donner des statuts. Il s'agit d'un document juridique classique pour les corporations. Les statuts contiennent d'abord les règles organiques de la caisse. Ils régissent ensuite les relations qu'entretiennent la caisse et ses affiliés, d'une part, et les rapports que noue la caisse avec les tiers, d'autre part. Les caisses qui décideront de poursuivre leur activité devront adapter leurs statuts au système de l'assurance facultative. Comme à l'accoutumée, les services de l'Etat mettront à la disposition des caisses locales de nouveaux statuts-type.

Avec l'avènement de l'assurance facultative, les caisses locales jouiront d'une autonomie accrue. Dès lors que l'Etat leur reconnaît un statut de droit public, il paraît justifié qu'il leur impose quelques règles minimales. Dans cette optique, l'alinéa 2 énumère les thèmes que doivent traiter à tout le moins les statuts des caisses locales. Libre à elles d'étendre leurs statuts à d'autres questions.

Entre autres règles, les statuts doivent ainsi contenir les critères d'admission et d'exclusion. Cette disposition consacre le principe selon lequel les caisses sont libres d'accepter ou de refuser de nouveaux membres. Leurs décisions devront toutefois être fondées sur des critères objectifs énoncés par les statuts. L'affiliation d'un nouveau membre ne pourra donc pas dépendre du seul bon vouloir des organes de la caisse.

Comme critère d'affiliation, les statuts pourront par exemple prévoir que les nouveaux membres sont tenus de verser une finance d'entrée, de soumettre leur troupeau à un examen devant constater son bon état de santé général ou d'avoir respecté jusqu'alors la législation applicable à la détention des animaux. Au titre des critères d'exclusion, les statuts pourront retenir notamment le fait de ne pas s'acquitter de ses cotisations, de ne pas respecter de toute autre manière les statuts ou de mal soigner ses animaux.

Selon l'alinéa 3, les statuts des caisses locales et leurs modifications n'ont force obligatoire qu'après avoir été approuvés par la Direction. Cette approbation a donc un effet constitutif. L'examen opéré par la Direction porte sur la conformité des statuts à l'ordre juridique.

#### **Art. 42 Organisation**

Cet article a trait à l'organisation des caisses locales et énumère ses organes. Il laisse aux caisses locales une grande liberté d'organisation et de gestion. Il est la redite de l'article 59 LAB, à une exception: afin de conférer une autonomie accrue aux caisses locales, il ne prévoit plus que l'inspecteur du bétail, agent nommé par l'Etat, est d'office le secrétaire-caissier de la caisse.

#### **Art. 43 Transmission des comptes**

Comme corollaire du statut de droit public et de la franchise d'impôt, cette règle confère à l'Etat, par l'intermédiaire de l'Etablissement, un droit de regard sur l'activité des caisses locales. Elle lui permettra notamment d'analyser l'évolution de l'assurance au niveau local et la santé financière des caisses en particulier.

#### **Art. 44 Garantie**

A teneur de cette disposition, les engagements des caisses locales sont garantis par l'avoir social. La responsabilité aux dettes des affilié-e-s est exclue, à moins que les statuts ne prévoient expressément le contraire.

#### **Art. 45 Affiliation**

##### **a) Début**

L'alinéa 1 est la conséquence de l'abandon des cercles d'activités auxquels les caisses locales sont aujourd'hui confinées. Les critères d'admission sont donnés par les statuts, ainsi que déjà mentionné. Il appartient à la caisse saisie de se prononcer sur les demandes d'affiliation à la lumière de ses critères. Les statuts devront définir qui, de l'assemblée générale ou du comité, est compétent pour connaître de ces demandes.

L'alinéa 2 donne une réponse aux hypothèses où un preneur d'assurance détient des animaux à deux voire plusieurs endroits et où des animaux sont détenus en communauté d'exploitation. Cette disposition consacre le principe de l'unité d'affiliation, afin d'alléger la gestion administrative des dossiers et faciliter les vérifications qu'il y a lieu de faire en cas de sinistre.

#### **Art. 46 b) Fin**

Cet article est l'expression de la fin de l'assurance obligatoire au niveau local.

Le terme et le délai de résiliation sont là pour permettre aux caisses locales de faire face aux démissions enregistrées, de fixer les cotisations de l'année suivante en connaissance de cause, ainsi que dans des cas de démissions massives, de décider la dissolution de la caisse et d'opérer sa liquidation.

L'alinéa 3 prévoit en toute logique qu'en perdant la qualité d'affilié, le détenteur ou la détentrice perd tout droit à l'avoir social. Le contraire risquerait de mettre en péril la stabilité financière des caisses. Cette règle est identique à celle figurant à l'article 63 al. 3 LAB.

#### **Art. 47 Début et période de l'assurance**

Selon cette disposition, les statuts déterminent à partir de quand prend effet l'assurance. Il en va de même de la période d'assurance. Les statuts peuvent ainsi prévoir une période courant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre ou du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars, par exemple.

#### **Art. 48 Vente d'un animal**

A teneur de l'article 202 al. 1 CO, lorsque, dans le commerce du bétail, le délai de garantie n'est pas fixé par écrit et que la garantie ne concerne pas le fait que l'animal vendu serait portant, le vendeur n'est responsable envers l'acheteur que si les défauts ont été découverts et signalés dans les neuf jours. L'article 48 PL a pour fin de couvrir l'animal pendant ce délai durant lequel le détenteur ou la

détentrice est tenu/e à garantie, en vertu de la disposition précitée.

Dans la pratique, il n'est pas toujours chose aisée de déterminer quelle caisse locale doit prendre en charge le sinistre lorsque celui-ci survient pendant le délai légal de garantie. Si le sinistre résulte d'un défaut caché, il doit être indemnisé par la caisse du vendeur. En revanche, si le sinistre est dû à un accident, il incombe à la caisse de l'acheteur de l'indemniser.

#### **Art. 49 Cotisations des affiliés**

Cette disposition porte sur les cotisations dont sont débiteurs les affilié-e-s. Leurs montants sont fixés par l'assemblée générale, conformément aux critères définis par les statuts. Ceux-ci peuvent ainsi prévoir plusieurs catégories de cotisations, par exemple par référence à l'âge des animaux.

#### **Art. 50 Prestations d'assurance**

##### **a) Droit à l'indemnité**

Cet article est le reflet fidèle de l'article 69 LAB. Il définit les conditions nécessaires à la naissance du droit à l'indemnité et l'incombance à laquelle doit satisfaire le détenteur ou la détentrice.

A noter que le lieu où se produit le sinistre n'a pas d'incidence sur le droit à l'indemnité.

#### **Art. 51 b) Perte ou réduction du droit aux prestations**

Cette disposition est la reprise de l'article 70 LAB.

Le détenteur ou la détentrice est déchu/e de tout droit à l'indemnité s'il assure le même animal contre le même risque pour une valeur supérieure à la valeur réelle de l'animal dans l'intention frauduleuse de toucher plus que ce qui lui est dû. En outre, le détenteur ou la détentrice peut provoquer lui-même la mort d'un animal ou violer la loi, par exemple la législation sur le commerce du bétail. Dans ce cas également, il ou elle est déchu/e de tout droit à l'indemnité.

En cas de faute légère, l'indemnité peut être réduite (al. 2). Cette règle laisse une grande liberté d'appréciation aux caisses locales. Au surplus, ce qui a été mentionné au regard de l'article 30 PL à propos de la faute légère est aussi valable ici.

#### **Art. 52 c) Indemnité**

##### **aa) Principe**

Cet article est rédigé de façon identique à l'actuel article 71 LAB.

Il appartient aux caisses locales de fixer dans leurs statuts les critères utiles au calcul de l'indemnité. Au-delà de la règle impérative qui leur prescrit de prévoir une indemnité ascendant au moins à 60 % de la valeur estimative en cas de viande impropre à la consommation, les caisses locales disposent d'une large autonomie à cette fin.

#### **Art. 53 bb) En cas de sous-assurance et de cumul d'assurance**

Cet article contient un renvoi aux articles 33 et 34 PL, lesquels s'appliquent par analogie aux caisses locales. Mutatis mutandis, les commentaires émis à leur propos sont aussi valables pour le présent article.

#### **Art. 54 cc) Subrogation**

Cette disposition est le pendant de l'article 36 PL, applicable à l'Etablissement. Renvoi soit aux commentaires relatifs à cet article.

#### **Art. 55 d) Restitution d'indemnités versées à tort**

Cette disposition est conçue de la même manière que l'article 37 PL. Les commentaires de celui-ci lui sont également applicables.



#### **Art. 56 Fusion de caisses locales**

A cet article est défini l'organe qui est compétent pour décider d'une fusion de caisses locales. Compte tenu de la portée d'une telle décision, elle doit être prise à la majorité absolue de tous les affilié-e-s de la caisse et non seulement des affilié-e-s présents à l'assemblée générale. Cette disposition précise en outre ce qu'il advient de la fortune des caisses locales ayant fusionné.

Au surplus, les caisses locales sont libres de convenir des modalités de la fusion.

A noter que cet article est identique à l'article 75 LAB, à l'exception qu'une autorisation de l'Etat ne sera désormais plus requise.

#### **Art. 57 Dissolution d'une caisse locale**

##### **a) Causes**

Les causes qui entraînent la dissolution d'une caisse locale sont ceux données par l'actuel article 76 LAB.

La suppression de l'obligation de s'assurer au niveau local a pour conséquence que le projet ne contient pas le devoir pour les affilié-e-s d'une caisse dissoute de s'annoncer auprès d'une autre caisse.

##### **Art. 58 b) Sort de l'avoir social**

Lors de la liquidation de la caisse locale dissoute, l'avoir social servira d'abord à désintéresser les créanciers de la caisse (al. 1). Ensuite, le solde disponible sera attribué aux affilié-e-s selon une répartition fixée par les statuts. Les statuts pourront prévoir une clé de répartition basée sur l'ancienneté des affilié-e-s ou sur le nombre d'animaux assurés ou encore retenir une solution mixte. Le montant ainsi retiré pourra, cas échéant, servir à financer la contribution d'entrée que pourraient exiger les caisses auxquelles s'adresseront les affilié-e-s sortants de la caisse dissoute.

Tout comme le retient déjà l'article 78 LAB, le projet dispose que les anciens et anciennes affilié-e-s n'ont aucun droit à la fortune de la caisse locale dissoute.

### **CHAPITRE 5: Voies de droit**

#### **Art. 59 Principe**

Cet article est la reprise de l'article 82 LAB.

Il régit les voies de droit par référence au code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (CPJA; RSF 150.1) Par principe, toutes les décisions prises en application de la loi objet du présent message sont sujettes à recours. Par décisions, il faut comprendre les décisions qui répondent à la définition donnée par l'article 4 CPJA.

L'autorité de recours est en principe le Tribunal administratif, que le recours soit dirigé contre une décision de l'Etablissement (art. 114 al. 1 let. b CPJA) ou qu'il le soit contre une décision émanant d'une caisse locale (art. 114 al. 1 let. d CPJA). L'alinéa 1 réserve toutefois les voies de droit préalables prévues aux articles 60 et 61 PL.

L'alinéa 2 se rapporte à la particularité qu'est la restitution d'indemnités versées à tort.

#### **Art. 60 Décisions de l'Etablissement**

Cet article introduit une réclamation préalable pour deux types de décisions rendues par l'Etablissement qui sont en pratique les plus importantes: il s'agit des décomptes de primes (al. 1) et des décisions fixant les indemnités (al. 2).

Les décomptes de primes sont établis sous la responsabilité de l'administrateur de l'Etablissement et peuvent donc être contestés dans les dix jours auprès de ce même organe. Il sera possible de la sorte de rectifier par une procédure simple, rapide et gratuite (cf. art. 103 et 134

CPJA) des erreurs dues par exemple à un effectif d'animaux inexact.

Les décisions d'indemnisation sont rendues quant à elles par l'administrateur (art. 16 al. 2 let. d PL) et peuvent être déferées à la commission administrative (art. 15 let. d PL) dans les dix jours également. Là aussi, la voie de la réclamation permettra de rectifier simplement des décisions erronées consécutives par exemple à une connaissance incomplète des faits.

Ensuite, les décisions rendues sur réclamations pourront être soumises au Tribunal administratif par la voie du recours ordinaire.

#### **Art. 61 Décisions des caisses locales**

Comme instance préalable au Tribunal administratif, l'alinéa 1 prévoit que les décisions rendues par les caisses locales peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la Direction, ce afin de limiter autant que possible les recours directs en cette matière auprès dudit Tribunal. Il s'agit d'une procédure de recours administratif ordinaire. A l'instar de ce qui est prévu pour l'Etablissement et pour les mêmes motifs, les décomptes de cotisations et les décisions relatives aux indemnités des caisses locales pourront faire l'objet d'une réclamation auprès du comité.

### **CHAPITRE 6: Sanctions pénales**

#### **Art. 62 Contraventions**

La disposition pénale contenue dans cet article est destinée à enjoindre les détenteurs et détentrices d'animaux à respecter la présente loi. Elle institue une contravention de droit cantonal administratif. Le montant maximal de l'amende est identique à celui figurant à l'article 90 LAB. Cette disposition réserve l'application du code pénal et les lois spéciales, dont notamment la loi du 9 mai 1974 d'application du code pénal (RSF 31.1).

#### **Art. 63 Procédure**

Cet article renvoie au code de procédure pénale pour ce qui est de la poursuite et du jugement des infractions à la présente loi.

### **CHAPITRE 7: Dispositions transitoires et finales**

#### **1. Droit transitoire**

##### **Art. 64 Caisses locales**

###### **a) Poursuite de leurs activités**

L'objet de cet article est la procédure que devront suivre toutes les caisses locales au titre de passage du régime obligatoire au régime facultatif (cf. chiffre 4.2.3 ci-avant).

Le délai de six mois prévu à l'alinéa 1 est un délai d'ordre. Rien n'empêche naturellement les caisses locales de se prononcer dans un délai plus bref.

L'échéance figurant à l'alinéa 2 doit permettre d'exécuter les opérations de liquidation. Elle permettra aussi aux détenteurs et aux détentrices qui souhaitent continuer à s'assurer localement de nouer les contacts nécessaires avec une autre caisse locale. S'agissant du sort de l'avoir social, il appartient à l'assemblée générale de fixer son mode de répartition. Dans cet exercice, l'assemblée générale n'est pas nécessairement tenue d'appliquer la règle de l'article 58 al. 3 PL.

Les alinéas 3 et 4 précisent le droit qui est applicable jusqu'au moment où la décision de dissolution devient effective.

A noter que les caisses locales qui décident de poursuivre leur activité peuvent simultanément opter pour une fusion avec une autre caisse, selon l'article 56 PL.

#### **Art. 65 b) Révision des statuts**

Cette disposition concerne les caisses locales qui auront décidé de poursuivre leurs activités.

#### **Art. 66 Affilié-e-s**

Cet article contient, pour la phase transitoire, une règle dérogatoire par rapport à l'article 46 PL. Les raisons en sont exposées au chiffre 4.2.3 ci-avant.

#### **2. Dispositions finales**

#### **Art. 67 Abrogation**

Il s'agit ici d'abroger la loi que le présent projet est destiné à remplacer.

#### **Art. 68 Modifications**

Il s'agit en premier lieu d'adapter le terme désormais désuet «assurance du bétail» contenu dans la loi du 22 mai 1997 d'application de la législation fédérale sur l'élimination des déchets animaux.

Il y a ensuite lieu de corriger une imprécision que renferme cette même loi. La contribution financière des détenteurs et détentrices en faveur de la caisse d'élimination des déchets animaux est qualifiée improprement de participation financière alors qu'il serait plus juste de parler de prime d'élimination. Cette contribution est en effet prélevée chaque année en fonction du nombre d'animaux détenus, mais indépendamment de la quantité de déchets animaux livrés effectivement par le détenteur ou la détentrice.

Nous vous invitons à adopter ce projet de loi sur l'assurance des animaux de rente.

---

### **BOTSCHAFT Nr. 31** 24 September 2002 **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Entwurf des Gesetzes über** **die Nutztierversicherung (NTVG)**

Hiermit unterbreiten wir Ihnen den Entwurf des Gesetzes über die Viehversicherung.

Die Botschaft zum Entwurf ist wie folgt gegliedert:

#### **1. EINLEITUNG**

- 1.1. Problematik
- 1.2. Bundesrecht
  - 1.2.1. Allgemeines
  - 1.2.2. Aufgabenverteilung
  - 1.2.3. Höhe der Entschädigung
  - 1.2.4. Finanzierung der Entschädigungen

#### **2. HEUTIGE SITUATION IM KANTON FREIBURG**

- 2.1. Gegenwärtige Regelung und Gesetzesgrundlagen
- 2.2. Organe und versicherte Risiken
  - 2.2.1. Kantonale Viehversicherungsanstalt
  - 2.2.2. Lokale Viehversicherungskassen
  - 2.2.3. Private Versicherer
- 2.3. Mittel der KVVA und der lokalen Kassen
  - 2.3.1. Mittel der KVVA
  - 2.3.2. Mittel der lokalen Kassen
- 2.4. Einige Zahlen
  - 2.4.1. KVVA
  - 2.4.2. Lokale Kassen

#### **3. NOTWENDIGKEIT EINER GESETZESREVISION**

- 3.1. Postulat Claude Carrard/Pierre-André Liniger

3.2. Änderung des Bundesrechts

3.3. Erfahrungen mit der Anwendung des ViVG

3.4. Teilrevision oder Totalrevision

3.5. Vorarbeiten

#### **4. VORGESCHLAGENE REVISION**

4.1. Allgemeines

4.2. Wichtigste Neuerungen

4.2.1. Erweiterter Geltungsbereich

4.2.2. Anpassung der Entschädigungsleistungen der Anstalt

4.2.3. Aufhebung der obligatorischen Versicherung bei einer lokalen Kasse

4.2.4. Rückversicherung der lokalen Kassen bei der Anstalt

4.3. Auswirkungen des Gesetzesentwurfs

4.3.1. Finanzielle Auswirkungen

4.3.2. Personelle Auswirkungen

4.3.3. Aufgabenverteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden

4.3.4. Übereinstimmung mit dem Europarecht

#### **5. KOMMENTAR ZU DEN EINZELNEN ARTIKELN**

---

### **1. EINLEITUNG**

#### **1.1 Problematik**

Die Haltung von Tieren ist mit zahlreichen Risiken verbunden. Nutztiere können unter anderem wegen einer ansteckenden oder auch nicht ansteckenden Krankheit oder infolge eines Blitzschlags oder einer Feuersbrunst umstehen. Diese Verluste sind für die Halter in der Regel mit beträchtlichen finanziellen Einbussen verbunden. Eine Möglichkeit, die Einbussen zu kompensieren oder zumindest zu beschränken, besteht darin, die Risiken durch eine Versicherung, die auf dem Grundsatz der Gegenseitigkeit beruht, möglichst breit zu streuen.

Die Gefahr, welche die Ausbreitung der auf den Menschen übertragbaren Infektionskrankheiten der Tiere (Zoonosen) und der Tierseuchen für die Bevölkerung und den Viehbestand darstellt, wurde schon früh erkannt. Bereits die Verordnung vom 4. Juni 1804 über die Sanitäts-Polizey umfasste die folgende Regelung: «Wenn der Thier-Arzt vermuthen oder entscheiden würde, dass die Krankheit ansteckend ist, so soll das Stück Vieh also gleich niedergeschlagen werden». Obwohl diese Massnahme, die gegen das Eigentumsrecht versties, anerkanntermassen auf einem wohlverstandenen öffentlichen Interesse beruhte, so wurde doch auch die Notwendigkeit einer Entschädigung bejaht. So ist in den Erwägungen des Dekrets vom 5. Februar 1827 in Betreff der Errichtung einer Vieh-Assecuranzkassa Folgendes zu lesen: «Da die von der Behörde befohlene Niederschlagung des Viehs in dem allgemeinen Interesse und zur Abwendung einer öffentlichen Plage geschieht, allerdings gerecht ist, dass die Eigenthümer des abgethanen Viehs entschädigt werden». Zu diesem Zweck wurde bereits mit Gesetz vom 23. November 1808 eine Versicherungskasse «vermittelt einer Tell auf alle im Kantone sich befindenden Pferde, Stuten, Füllen, Maulesel, Ochsen, Kühe, Meischlinge und Kälber» geschaffen.

Die Kasse leistete ursprünglich nur die «den Partikularen zuerkannten Entschädigungen für jedes Stück Vieh, das

aus Befehl der kompetenten Behörde niedergemacht wird [...], und für jedes durch die Viehseuche gefallene Stück» (Art. 6 des Gesetzes vom 23. November 1808). In der Folge wurden weitere Risiken versichert. Gemäss dem Gesetz vom 1. Dezember 1899 über die obligatorische Rindviehversicherung deckte die kantonale Versicherung neben den infolge einer ansteckenden Krankheit oder einer Infektionskrankheit eingetretenen Verlusten auch die Verluste infolge von Blitzschlägen und Feuersbrünsten. Die ebenfalls obligatorische lokale Versicherung umfasste alle übrigen Verluste.

## 1.2 Bundesrecht

### 1.2.1 Allgemeines

Die von der Versicherungskasse ausbezahlten Entschädigungen waren wie bereits erwähnt von Anfang an eng mit den Massnahmen zur Bekämpfung der Tierseuchen verknüpft. Seit der Gründung des Bundesstaats wird die Seuchenpolizei aber durch das Bundesrecht geregelt. Das Tierseuchengesetz vom 1. Juli 1966 (TSG; SR 916.40) und seine Vollzugsverordnungen schreiben die Massnahmen vor, die zu treffen sind, um die Ausbreitung verschiedener Tierseuchen zu verhindern und einige Seuchen auch auszurotten.

Das Bundesgesetz beschränkt sich jedoch nicht auf die Definition der Bekämpfungsmassnahmen, sondern schreibt in Kapitel V über die Kosten der Tierseuchenbekämpfung vor, dass für Tierverluste Entschädigungen geleistet werden müssen und dass die Bekämpfungskosten ganz oder teilweise von der öffentlichen Hand zu tragen sind.

Seit dem Inkrafttreten der umfangreichen Gesetzesrevision von 1993 am 1. September 1995 – die zu den nach der Ablehnung des EWR-Abkommens übernommenen 27 Gesetzesentwürfen des Eurolex-Programms gehörte – ist das Entschädigungssystem wie folgt geregelt.

### 1.2.2 Aufgabenverteilung

Artikel 31 TSG verteilt die Aufgaben im Bereich der Tierseuchenbekämpfung zwischen dem Bund und den Kantonen. Der Bund leistet die Entschädigungen für Tierverluste im Zusammenhang mit hochansteckenden Tierseuchen (Art. 31 Abs. 3 TSG). Die Kantone, in denen sich die erkrankten Tiere befinden, leisten die übrigen Entschädigungen. Die Kantone haben somit eine zweifache Aufgabe (Art. 31 Abs. 1 TSG):

- a) Erstens müssen sie die Entschädigungen für Tierverluste infolge von Tierseuchen mit Ausnahme der hochansteckenden Seuchen ausrichten.
- b) Zweitens müssen sie die Bekämpfungskosten sowohl bei hochansteckenden als auch bei anderen Tierseuchen ganz oder teilweise übernehmen.

Zu dieser Aufgabenteilung ist Folgendes zu bemerken:

- a) Der Gesetzgeber beauftragte den Bundesrat, die hochansteckenden Tierseuchen und die übrigen Seuchen zu bezeichnen (Art. 1 Abs. 2 TSG). Gestützt auf diese Kompetenzdelegation teilte der Bundesrat die verschiedenen Seuchen in eine periodisch aktualisierte Liste mit vier Kategorien ein: hochansteckende Seuchen, auszurottende Seuchen, zu bekämpfende Seuchen und zu überwachende Seuchen (Art. 2 ff. der Tierseuchenverordnung vom 27. Juni 1995 [TSV; SR 916.401]). Unter die hochansteckenden Seuchen fallen beispielsweise die Maul- und Klauenseuche, die Rinderpest, die Afrikanische und

Klassische Schweinepest und die Klassische Geflügelpest.

b) Hochansteckende Seuchen treten heutzutage glücklicherweise selten auf. Dies bedeutet aber auch, dass die überwiegende Mehrheit der infolge einer Tierseuche ausgerichteten Entschädigungen zu Lasten der Kantone gehen.

c) Die Fälle, in denen Entschädigungen für Tierverluste geleistet werden müssen, werden im Bundesrecht geregelt. Gemäss Artikel 32 Abs. 1 TSG werden Entschädigungen geleistet für:

- a. Tiere, die wegen einer Seuche umstehen oder abgetan werden müssen;
- b. erkrankte Tiere, die wegen einer behördlich angeordneten Behandlung umstehen oder abgetan werden müssen;
- c. Tiere, die auf behördliche Anordnung hin geschlachtet oder abgetan und entsorgt werden müssen, um der Ausdehnung einer Seuche vorzubeugen;
- d. gesunde Tiere, die wegen eines vom zuständigen Organ der Tierseuchenpolizei angeordneten Eingriffs umstehen, geschlachtet oder abgetan und entsorgt werden müssen.

d) Laut der Bundesgesetzgebung geben aber nicht alle der nicht hochansteckenden Tierseuchen Anspruch auf eine Entschädigung des Kantons. Wie vom Gesetzgeber ermächtigt (Art. 32 Abs. 1<sup>bis</sup> TSG), hat der Bundesrat beispielsweise beschlossen, dass Tierverluste, die durch die Enzootische Pneumonie (Art. 249 TSV) oder eine zu überwachende Seuche entstehen (Art. 291 TSV a contrario), nicht entschädigt werden.

e) Schliesslich ist zu beachten, dass das Bundesrecht eine Mindestgarantie zugunsten der Tierhalter vorsieht. Es steht den Kantonen frei, weitere Entschädigungen zu leisten, zu denen sie der Bund nicht verpflichtet. Dies geht aus dem in Artikel 33 Abs. 1 TSG enthaltenen (unechten) Vorbehalt zugunsten des kantonalen Rechts hervor.

### 1.2.3 Höhe der Entschädigung

Der Bundesgesetzgeber hat nicht nur die Ausrichtung einer Entschädigung vorgeschrieben, sondern auch deren Anteil festgelegt.

Nach Massgabe von Artikel 36 Abs. 2 TSG müssen die Kantone die Entschädigungen so bemessen, dass die Geschädigten unter Anrechnung des Verwertungserlöses mindestens 60 % und höchstens 90 % des Schätzwerts erhalten. Artikel 75 Abs. 3 TSV enthält die Höchstansätze für die einzelnen Tiergattungen. Bei Rindern beträgt der Höchstansatz beispielsweise 6000 Franken.

### 1.2.4 Finanzierung der Entschädigungen

Die Bundesgesetzgebung schreibt den Kantonen unter Wahrung ihrer Souveränität nicht vor, wie sie die aufgrund des Bundesrechts auszurichtenden Entschädigungen finanzieren müssen.

Grundsätzlich kommen zwei Regelungen in Frage. Die erste Möglichkeit besteht darin, die Entschädigungen der Staatskasse zu belasten. Die zweite Lösung ist die Errichtung einer Versicherungskasse, die ganz oder teilweise durch die Prämien der obligatorisch angeschlossenen Tierhalter finanziert wird und die entsprechenden Leistungen ausrichtet.

In Bezug auf die zweite Lösung ist zu beachten, dass der Bundesrat gestützt auf Artikel 44 TSG bestimmt hat, dass

die Viehversicherungskassen und andere öffentliche oder private Versicherungseinrichtungen zusätzliche Leistungen erbringen können für Verluste von Tieren, deren Verkehrswert die Höchstansätze übersteigt, und für Verluste von Tieren im Zusammenhang mit Seuchen, für welche die Bundesverordnung keinen Anspruch auf Entschädigungen vorsieht (Art. 76 TSV).

## **2. HEUTIGE SITUATION IM KANTON FREIBURG**

### **2.1 Gegenwärtige Regelung und Gesetzesgrundlagen**

Wie bereits erwähnt (vgl. Ziff. 1.1.), versichert der Kanton Freiburg seinen Tierbestand seit zwei Jahrhunderten über eine obligatorische Einrichtung: die Viehversicherung.

Diese Versicherung ist zurzeit im Gesetz vom 22. November 1985 über die Viehversicherung (ViVG; SGF 914.20.1), im dazugehörigen Ausführungsbeschluss vom 1. Dezember 1987 (SGF 914.20.11) und in einem jährlichen Beschluss über die Prämien der Kantonalen Viehversicherungsanstalt und die Höchstschätzung der versicherten Tiergattungen (SGF 914.20.15) geregelt.

### **2.2 Organe und versicherte Risiken**

#### **2.2.1 Kantonale Viehversicherungsanstalt**

Die Halter von Tieren der Rinder-, Pferde-, Schaf-, Ziegen- und Schweinegattung und die Bienenhalter sind zunächst verpflichtet, ihre Tiere bei der Kantonalen Viehversicherungsanstalt (nachfolgend: KVVA) zu versichern (Art. 1 und 3 Abs. 1 ViVG).

Die KVVA, eine mit Rechtspersönlichkeit ausgestattete öffentliche Anstalt (Art. 23 Abs. 1 ViVG), versichert den Verlust von Tieren infolge von Tierseuchen und von Vorbeuge- und Bekämpfungsmassnahmen gegen Tierseuchen (Art. 3 Abs. 1 i.f. ViVG). Bei Tieren der Rindergattung deckt die KVVA auch den Verlust infolge von Feuersbrunst, Blitzschlag, Lawinenschaden, Erdbeben und Überschwemmung (Art. 3 Abs. 2 ViVG). Sie übernimmt schliesslich verschiedene weitere Kosten, d.h. insbesondere die Kosten der vom Veterinäramt angeordneten Schadensfeststellungen, Untersuchungen und Expertisen, die Schlachtkosten, wenn das Fleisch offiziell für ungeniessbar erklärt wird, die Kosten für die Lieferung von Desinfektionsmitteln, den Transport der infolge einer Seuche umgestandenen oder geschlachteten Tiere sowie das Entfernen und den Transport von Tieren der Rindergattung, die infolge von Feuersbrunst, Lawinen, Erdbeben oder Überschwemmung verenden oder geschlachtet werden (vgl. Art. 6 ViVG).

#### **2.2.2 Lokale Viehversicherungskassen**

Die Halter von Tieren der Rindergattung sind anschliessend verpflichtet, diese bei der zuständigen lokalen Kasse gegen die übrigen Verlustrisiken zu versichern (Art. 3 Abs. 3 ViVG), d.h. insbesondere gegen den Verlust infolge von anderen Krankheiten oder Unfällen. Die lokalen Kassen können zudem beschliessen, neben dem Rindvieh auch noch andere Tiergattungen gegen die von der KVVA nicht gedeckten Verlustrisiken zu versichern (Art. 11 ViVG). Bis jetzt haben sie von dieser Möglichkeit jedoch nicht Gebrauch gemacht.

Die 245 lokalen Viehversicherungskassen, die unser Kanton im Jahr 2000 zählte, sind öffentlich-rechtliche

Körperschaften, die über eigene Organe verfügen (Art. 51 und 59 ViVG).

Wie das Bundesgericht in einem Entscheid vom 12. Juni 1991 präzisierte, stellt die Versicherungspflicht auf lokaler Ebene übrigens keine wirtschaftspolitische, sondern eine soziale Massnahme dar, die mit dem Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit vereinbar ist, da sie einem offensichtlichen öffentlichen Interesse entspricht, weil sie den kleinen Eigentümern grosse finanzielle Risiken abnimmt (unveröffentlichter BGE vom 12. Juni 1991 in der Sache J. P. und Mitb. g/ Direktion des Innern und der Landwirtschaft, Erw. 3c).

#### **2.2.3 Private Versicherer**

Das ViVG behält die Versicherungen vor, welche die Tierhalter für die von der KVVA und den lokalen Kassen nicht gedeckten Risiken abschliessen können. Die Tiere, die unter den Geltungsbereich des ViVG fallen, können also gegen Verlustrisiken versichert werden, die unter besonderen Umständen (Viehausstellung, Zuchtstiermarkt usw.) oder während einer bestimmten Dauer (Sömmerung, Winterung usw.) auftreten können (Art. 12 ViVG). Für Tiere, deren Zuchtwert höher ist als der bei der KVVA oder den lokalen Kassen versicherte Maximalwert, kann eine Zusatzversicherung abgeschlossen werden (Art. 13 ViVG). Die Halter von Pferden, Schafen und Ziegen können zudem freie Versicherungsgesellschaften gründen, welche die von der KVVA nicht übernommenen Verlustrisiken decken (Art. 14 ViVG).

### **2.3 Mittel der KVVA und der lokalen Kassen**

#### **2.3.1 Mittel der KVVA**

Die wichtigste Einnahmequelle der KVVA sind die Prämien der Tier- und Bienenhalter. Im Jahr 2001 beliefen sich die Versicherungsprämien für alle Tiergattungen auf 1 190 865 Franken.

Die zweite Einnahmequelle der KVVA sind die Beiträge des Kantons, der sich gemäss Artikel 33 Abs. 2 ViVG zu 50 % an den Kosten zur Bekämpfung der Tierseuchen und an den Verwaltungskosten der KVVA beteiligt. Dieser Beitrag belief sich 2001 auf 518 167 Franken, wovon 411 114 Franken auf die Kosten der Seuchenbekämpfung und 107 053 Franken auf die Verwaltungskosten entfielen.

Die übrigen Mittel der KVVA sind: die Zinsen und der Ertrag des Eigenkapitals, d.h. 737 085 Franken, die Gebühren der Viehhandelspatente, d.h. 56 525 Franken (Zahlen von 2001).

#### **2.3.2 Mittel der lokalen Kassen**

Die lokalen Kassen finanzieren sich in erster Linie durch die Beiträge ihrer Mitglieder. Die Mitgliederbeiträge werden von der Generalversammlung gemäss den in den Statuten festgelegten Kriterien festgesetzt (Art. 68 Abs. 1 ViVG). Die 245 lokalen Kassen haben 2000 Beiträge in der Höhe von rund 850 000 Franken eingezogen, was durchschnittlich rund 7.17 Franken pro Rind entspricht. Die lokalen Kassen verfügen zudem über die Vergütungen der KVVA. Diese überweist den lokalen Kassen einerseits einen aufgrund des letzten Jahresabschlusses der KVVA festgesetzten Betrag pro versichertes Tier (Art. 49 Abs. 1 ViVG). 2001 betrug dieser Beitrag 120 785 Franken. Andererseits zahlt die KVVA den lokalen Kassen in den Fällen, in denen das Fleisch für ungeniessbar erklärt wird (Art. 49 Abs. 2 ViVG), eine pauschale Beteiligung. Diese belief sich 2001 auf 581 352 Franken.

## 2.4 Einige Zahlen

### 2.4.1 KVVA

Die folgende Tabelle zeigt die Zahl der Versicherungsnehmer und Tiere bzw. Bienenvölker, die 2001 bei der KVVA versichert waren, sowie die Versicherungsprämien:

Gattung	Anzahl Tier- bzw. Bienenhalter	Anzahl Tiere bzw. Bienenvölker	Versicherungsprämien	Durchschnittl. Prämie
Rinder	3215	139 493	1 066 675.30	7.65
Pferde	990	3 733	486.00	2.00
Schweine	753	89 316	67 152.40	0.75
Schafe	896	17 492	30 519.00	1.50
Ziegen	418	2 857		
Bienen	818	9 526	19 032.00	2.00
Total			1 190 864.70	

Die Ausgaben der KVVA für die Tierseuchenbekämpfung und die Verwaltungskosten beliefen sich 2001 auf folgende Beträge:

– Kosten der Tierseuchenbekämpfung			
– Laboranalysen	367 100 Franken		
– Tierärztliche Eingriffe	230 200 Franken		
– Entschädigungen Eigentümer	124 400 Franken		
– Andere Kosten im Zusammenhang mit der Tierseuchen bekämpfung	86 849 Franken		
Zwischentotal		808 549 Franken	
– Verwaltungskosten			
– Gehälter des Personals und Soziallasten	308 300 Franken		
– Miete, Reinigung usw.	44 900 Franken		
– Bürokosten, Postgebühren und Informatikkosten	40 500 Franken		
– Bankkosten und Verschiedenes	33 731 Franken		
Zwischentotal		427 431 Franken	
Total		1 235 980 Franken	

Die Kosten der Tierseuchenbekämpfung stehen in einem direkten Zusammenhang mit der Seuchenlage und können von Jahr zu Jahr stark schwanken. Die Verwaltungskosten sind dagegen in erster Linie vom Bearbeitungsaufwand der Versicherungsfälle und vom Verwaltungsaufwand abhängig.

Die folgende Tabelle enthält eine Übersicht über die Schadensfälle und die Nettoentschädigungen in den Jahren 2000 und 2001:

Ursachen	Anzahl Tiere bzw. Bienenvölker		Nettoentschädigungen (Entschädigungen ./. Schlachterlös) in Franken	
	2000	2001	2000	2001
Tierseuchen				
– Rauschbrand	-	1	0.00	2 754.00
– Bovine spongiforme Enzephalopathie (BSE)				
– positive Fälle	-	3	4 530.00	113 312.30
– negative Fälle (verdächtige Fälle)	3	40		
– Salmonellose	1	-	1 065.00	0.00
– IBR/IPV	37	-	57 548.50	0.00
– Caprine Arthritis Encephalitis (CAE)	39	9	3 608.00	1 096.00
– PE/APP	3 <sup>1)</sup>	-	22 093.90	0.00
– Faulbrut der Bienen	35	14	3 868.70	1 899.55
– Sauerbrut der Bienen	76	54	5 947.00	5 371.60
<sup>1)</sup> Betriebe				
Verschiedenes (Rindergattung)				
– Feuer	71	-	96 892.00	0.00
– Blitzschlag	75	49	205 013.50	116 418.00
Total			400 566.60	240 851.45

Die Finanzlage sah am 31. Dezember 2001 wie folgt aus:

Kasse	Gewinn/Verlust 2001	Reservefonds	Durchschnittl. Reserve pro versichertes Tier (bzw. Bienenvolk)
Rinderkasse	- 75 161.65	10 384 498.01	74.00
Pferdekasse	60 187.80	3 264 200.50	874.00
Schweinekasse	97 841.05	6 047 559.25	68.00
Ziegen- und Schafkasse	- 17 997.75	367 372.50	18.00
Bienenkasse	- 11 714.30	239 503.65	25.00
Total	53 155.15	20 303 133.91	

Die Reserven mögen auf den ersten Blick gross erscheinen, doch darf man nicht vergessen, dass die KVVA damit ihren Verpflichtungen nachkommen muss und dass dieses Kapital rasch schwinden kann, wenn sich wie in den 80er Jahren bei den Rindern wieder eine Tierseuche ausbreitet. Im Übrigen wird auch die voraussichtliche Aufhebung der Quarantäne beim Viehimport mit dem Inkrafttreten der sektoriellen Abkommen zwischen der Schweiz und der EU das Risiko von Tierseuchen erhöhen.

### 2.4.2 Lokale Kassen

2000 waren 118 585 Tiere der Rindergattung bei den 245 lokalen Kassen des Kantons gegen die von der KVVA nicht gedeckten Verlustrisiken versichert.

Die Kassen haben 2000 wie schon erwähnt Mitgliederbeiträge in der Höhe von 850 000 Franken eingenommen und ungefähr 1 800 000 Franken Entschädigungen ausbezahlt.

Das Gesamtvermögen der 245 lokalen Kassen belief sich Ende 2000 auf ungefähr 3 750 000 Franken.

## 3. NOTWENDIGKEIT EINER REVISION

Die Revision des Viehversicherungsgesetzes ist aus drei Gründen angezeigt. Erstens muss einem parlamentarischen Vorstoss Folge geleistet werden. Dann müssen die Änderungen des Bundesrechts berücksichtigt werden, und schliesslich sollen die mit der Anwendung des geltenden Gesetzes gemachten Erfahrungen umgesetzt werden.

### 3.1 Postulat Claude Carrard / Pierre-André Liniger

Am 19. Februar 1997 stimmte der Grosse Rat der Umwandlung der Motion Claude Carrard / Pierre-André Liniger in ein Postulat zu. Die beiden Grossräte forderten die Aufhebung der Pflicht der Rindviehhalter, ihre Tiere bei einer lokalen Kasse zu versichern.

Wie der Staatsrat in seinem Bericht vom 7. April 1998 (TGR 1998, S. 463) schrieb, war die Versicherung des Viehs bei einer lokalen Kasse im November 1997 in 15 Kantonen, darunter alle Westschweizer Kantone und Bern, nicht mehr obligatorisch. In 12 dieser 15 Kantone versicherten die lokalen Kassen noch freiwillig Rindvieh auf lokaler Ebene. In 11 Kantonen war die Versicherung des Viehs bei einer lokalen Kasse zu diesem Zeitpunkt noch obligatorisch, wobei allerdings 8 der 11 Kantone die Aufhebung der Versicherungspflicht prüften. Der Staatsrat hatte deshalb die Ansicht vertreten, dass die Rindviehversicherung bei den lokalen Kassen auch im Kanton Freiburg nach einer angemessenen Übergangsfrist liberalisiert werden sollte. Er sprach sich jedoch dafür aus, für bestimmte Schadensfälle eine Rückversicherung der lokalen Kassen bei der KVVA beizubehalten.

Abschliessend schlug der Staatsrat eine Revision des ViVG unter Berücksichtigung der folgenden Punkte vor:

- Die lokalen Kassen werden zu Institutionen des öffentlichen Rechts, die auf dem Grundsatz der freiwilligen Versicherung beruhen.
- Die bestehenden lokalen Kassen haben die Möglichkeit, ihre Tätigkeit in der bisherigen Form einer öffentlich-rechtlichen Körperschaft weiterzuführen, und sind somit weiterhin nicht steuerpflichtig.
- Die lokalen Kassen, welche die Weiterführung ihrer Tätigkeit beschliessen, erhalten weiterhin eine Vergütung der KVVA für ungeniessbares Fleisch, können aber keinen Pauschalbeitrag pro versichertes Tier mehr beziehen.
- Der Zusammenschluss der kleinen lokalen Kassen wird gefördert.
- Im Falle der Auflösung einer lokalen Kasse obliegt es den Mitgliedern der aufgelösten Kasse, über die Verwendung des verbleibenden Vermögens zu entscheiden.

Der Grosse Rat nahm an seiner Sitzung vom 6. Mai 1998 vom Bericht Kenntnis (TGR 1998, S. 536).

### 3.2 Änderung des Bundesrechts

Wie bereits erwähnt (vgl. Ziff. 1.2.1.), wurde das TSG 1993 einer umfassenden Revision unterzogen, die am 1. September 1995 in Kraft trat (BBl 1993 I 796 ff. und 845 ff.; AS 3711 3715). Am selben Tag trat auch die neue eidgenössische Tierseuchenverordnung in Kraft, die inzwischen mehrmals revidiert wurde.

Das TSG unterschied in seiner alten Fassung zwischen Tierseuchen und anderen ansteckenden Krankheiten. Es enthielt eine Liste der als Tierseuchen bezeichneten Krankheiten und schrieb den Kantonen die Ausrichtung von Entschädigungen vor, wenn Tiere an einer dieser Krankheiten erkrankten (Art. 1 und 32 aTSG). Der freiburgische Gesetzgeber legte in seinen Ausführungsbestimmungen deshalb fest, dass die KVVA die Tiere gegen das Risiko eines Verlusts infolge von Tierseuchen und von Vorbeuge- und Bekämpfungsmassnahmen gegen Tierseuchen versichert (Art. 3 Abs. 1 ViVG).

Gemäss dem neuen Recht bezeichnet der Bundesrat die einzelnen Tierseuchen (Art. 1 Abs. 2 TSG). Diese Liste ist wie bereits erwähnt in Artikel 2 ff. TSV zu finden. Sie ist länger als die alte und wird von Zeit zu Zeit den neuen wissenschaftlichen Erkenntnissen angepasst. Im Gegensatz zum alten Recht muss ein Verlust infolge einer in dieser Liste aufgeführten Krankheit aber nicht mehr in jedem Fall entschädigt werden. Es geben also nicht mehr alle Krankheiten, die als Tierseuche gelten, Anspruch auf eine Entschädigung. Als der Bundesrat die TSV erliess, legte er für jede Tierseuche fest, ob die Kantone Entschädigungen leisten müssen, wobei die Verbreitung der Seuche, ihre sozialen und wirtschaftlichen Auswirkungen und die Bekämpfungsmöglichkeiten berücksichtigt werden. Aus diesem Grund sollte das kantonale Recht den eidgenössischen Vorschriften angepasst werden.

Der Geltungsbereich des geltenden ViVG beschränkt sich auf die Tiere der Rinder-, Pferde-, Schaf-, Ziegen- und Schweinegattung sowie die Bienen. Gemäss TSV können die Kantone verpflichtet werden, bei Seuchenfällen anderer Tiere, insbesondere Geflügel und Fische von Fischzuchten, Entschädigungen zu leisten. Diese Aufgabe der Kantone muss daher geregelt werden. Die entsprechenden Bestimmungen sollten aber genügend flexibel formuliert sein, damit auch späteren Änderungen der TSV Rechnung getragen werden kann.

### 3.3 Erfahrungen mit der Anwendung des ViVG

Aufgrund der Erfahrungen mit dem ViVG in den letzten 15 Jahren wären einige geringfügige Anpassungen erforderlich. Zum Beispiel sollte die Liste der Organe der KVVA (Art. 25 ViVG) durch die Schätzungsexpertinnen und -experten ergänzt werden. Des Weiteren sollte man die Möglichkeit der Versicherten, gegen die Abrechnungen der Mitgliederbeiträge und die Entschädigungen Einsprache zu erheben, als eine dem Gerichtsverfahren vorausgehende Etappe im Gesetz verankern. Dieses Rechtsmittel ist heute im Ausführungsbeschluss verankert.

Da eine Revision des ViVG bereits aus den weiter oben erwähnten Gründen angezeigt ist, gilt es die Gelegenheit zu nutzen und auch diese zwar nicht wesentlichen Anpassungen vorzunehmen.

### 3.4 Totalrevision oder Teilrevision

Da die mit der Gesetzesrevision angestrebten Ziele nur erreicht werden können, wenn die Mehrheit der Artikel des ViVG und bis zu einem gewissen Grad auch seine Systematik geändert werden, wurde beschlossen, eine Totalrevision durchzuführen. Eine Teilrevision hätte die Lesbarkeit des Gesetzes erheblich beeinträchtigt.

### 3.5 Vorarbeiten

Die Verwaltungskommission der KVVA arbeitete einen Gesetzesvorentwurf aus, der in eine breite Vernehmlassung bei den betroffenen Berufsorganisationen und allen lokalen Kassen gegeben wurde. Der Vorentwurf wurde im Grossen und Ganzen positiv aufgenommen, und viele der in der Vernehmlassung geäusserten Bemerkungen und Vorschläge wurden bei der Ausarbeitung des vorliegenden Entwurfs berücksichtigt.

Das Bundesamt für Veterinärwesen, das ebenfalls um eine Stellungnahme zum Vorentwurf gebeten wurde, hatte keine Bemerkungen anzubringen. Daraus lässt sich schliessen, dass er mit dem Bundesrecht übereinstimmt.

## 4. VORGESCHLAGENE REVISION

### 4.1 Allgemeines

Bevor die im Rahmen dieser Revision vorgeschlagenen Neuerungen erläutert werden, sind die Punkte zu erwähnen, die aus dem geltenden Gesetz übernommen wurden. Zunächst soll die zentrale Institution des ViVG, d.h. die obligatorische Versicherung gegen die Risiken in Zusammenhang mit Tierseuchen und für das Rindvieh in Zusammenhang mit Feuer, Blitzschlag, Lawinen, Erdbeben und Überschwemmung, beibehalten werden (Art. 7 ff. des Gesetzesentwurfs [GE]), denn diese Lösung hat sich bewährt. Da gemäss dem Gesetzesentwurf alle Tierhalter Prämien bezahlen und sich der Staat nur zu 50 % an den infolge von Tierseuchen geleisteten Entschädigungen sowie an den Kosten der Tierseuchenbekämpfung beteiligt, ist die obligatorische Versicherung für den Staat eine vorteilhafte Lösung zur Erfüllung des durch das Bundesrecht erteilten Auftrags.

Der soziale Aspekt der obligatorischen Versicherung des Rindviehs gegen die Risiken Feuer, Blitzschlag, Lawinen, Erdbeben und Überschwemmung muss erhalten bleiben. Die auf dem Grundsatz der Gegenseitigkeit beruhende Versicherung kann den geschädigten Landwirten und vor allem den Landwirten mit finanziellen Schwierigkeiten, für die der Verlust von mehreren Vie-

heiten den Konkurs bedeuten kann, Hilfe und Unterstützung bringen.

Des Weiteren soll die KVVA, eine nicht steuerpflichtige öffentliche Anstalt mit Rechtspersönlichkeit, ihre Funktion als Versicherer beibehalten (Art. 11 und 12 GE). Sie erhält jedoch den neuen Namen «Nutztierversicherungsanstalt», der die versicherten Tiergattungen besser abdeckt. In der französischen Bezeichnung fällt der Begriff «mortalité» weg. Dadurch erhält der Name eine positivere Bedeutung und gibt vor allem die Tätigkeit der Anstalt besser wieder, die mehr Geld für Vorbeugungsmassnahmen als für die Entschädigung von Verlusten ausgibt. Die Organe sind wie bisher die neunköpfige Verwaltungskommission, die Verwalterin oder der Verwalter und die Kontrollkommission, wobei neu die Schätzungs-expertinnen und -experten hinzukommen, die zurzeit nicht als Organ aufgeführt werden, bei der Arbeit der Anstalt jedoch eine wichtige Rolle spielen.

## 4.2 Wichtigste Neuerungen

### 4.2.1 Erweiterter Geltungsbereich

Zurzeit müssen nur die Tiere der Rinder-, Pferde-, Schweine-, Schaf- und Ziegenart sowie die Bienen obligatorisch versichert werden. Die Tierseuchengesetzgebung des Bundes sieht jedoch Entschädigungen für andere Nutztiere wie Geflügel und Fische von Fischzuchten vor. Der Kanton kann also zu Entschädigungen verpflichtet sein, ohne dass die Empfänger Beiträge geleistet haben.

Da Geflügel und Fische in Fischzuchten in relativ grossen Gruppen gehalten werden und wegen der realen Gefahr, dass durch eine Tierseuche Schaden entsteht, ist es sinnvoll, dass die Geflügel- und Fischzüchter ihre Tiere versichern und Prämien zahlen. Aus diesem Grund muss der Geltungsbereich des Gesetzes erweitert werden (Art. 2 Abs. 1 GE). Die Berufsorganisationen der Geflügelzüchter und die drei Fischzuchtbetreiber des Kantons sprachen sich in der Vernehmlassung für die Erweiterung aus.

Für den Fall, dass auf Bundesebene Entschädigungen für weitere Tiere eingeführt werden, soll der Staatsrat die Befugnis erhalten, den Geltungsbereich auf andere Tiergattungen auszudehnen, wobei er die Anzahl Tiere der betreffenden Gattung und das Risiko berücksichtigen muss (Art. 2 Abs. 2 GE).

In der Vernehmlassung äusserten mehrere Berufsorganisationen den Wunsch, dass die obligatorische Versicherung des Rindviehs gegen Feuersbrunst, Blitzschlag, Lawinen, Erdbeben und Überschwemmung auf andere Tierarten ausgedehnt wird. Dieser Bereich der obligatorischen Versicherung ist wie bereits erwähnt 100 Jahre alt. Er weicht eigentlich von der Hauptaufgabe der KVVA, d.h. der Versicherung der Risiken im Zusammenhang mit den Tierseuchen, ab. Aus den in Ziffer 4.1 dargelegten Gründen und aus geschichtlichen Gründen ist die Weiterführung dieser Versicherung gerechtfertigt. Eine Ausdehnung auf andere Gattungen ist dagegen nicht angezeigt, da die KVVA anders als bei der Rindergattung weder über die notwendige Erfahrung noch über die erforderlichen Mittel verfügt.

### 4.2.2 Anpassung der Entschädigungsleistungen der Anstalt

Das ViVG sieht eine nach Tiergattung abgestufte Entschädigung vor. Diese beträgt bei Tieren der Rinder- und Pferdegattung 90 % des Schätzwerts, bei Tieren der

Schweine-, Schaf- und Ziegenart und bei Bienen 80 % des Schätzwerts (Art. 45 Abs. 1 ViVG).

Diese Unterscheidung ist nicht mehr gerechtfertigt. Aus Gründen der Gleichbehandlung soll die Entschädigung für alle versicherten Tiere auf 90 % des Schätzwerts festgelegt werden (Art. 32 GE).

### 4.2.3 Aufhebung der obligatorischen Versicherung bei einer lokalen Kasse

Wie der Staatsrat in seinem Bericht zum Postulat Claude Carrard / Pierre-André Liniger ankündigte (vgl. 3.1.), soll die Pflicht, das Rindvieh bei einer lokalen Kasse gegen die von der Anstalt nicht gedeckten Risiken zu versichern, aufgehoben werden.

Abgesehen davon, dass die meisten Kantone die Versicherung auf lokaler Ebene liberalisiert haben, ist diese Gesetzesrevision auch deshalb sinnvoll, weil die lokale Versicherung den Bedürfnissen vieler Halter nicht mehr ganz entspricht. Diese ziehen es vor, das Risiko selbst zu tragen oder sich auf eine andere Weise zu versichern. Es hat sich auch gezeigt, dass einige lokale Kassen infolge des Rückgangs der versicherten Halter und Tiere nicht mehr die für einen guten Betrieb erforderliche Grösse aufwiesen.

Die von vielen immer noch gewünschte Dienstleistung kann aber von anderen lokalen Kassen erbracht werden. Die bestehenden lokalen Kassen werden nämlich nicht einfach aufgehoben, sondern können ihre Tätigkeit auf freiwilliger Basis weiterführen (vgl. Art. 4 Abs. 2 GE). Die Kassen, die ihre Tätigkeit weiterführen, behalten ihre Rechtsstellung als nicht steuerpflichtige öffentlich-rechtliche Körperschaft (Art. 39 GE).

Zusammenschlüsse von lokalen Kassen sind nicht nur möglich (Art. 56 GE), sondern sollen auch gefördert werden. Die Errichtung neuer Kassen ist dagegen ausgeschlossen (Art. 39 GE a contrario).

Für den Übergang von der obligatorischen zur freiwilligen Versicherung müssen die lokalen Kassen das entsprechende Verfahren beachten (Art. 64 ff. GE). Die Generalversammlungen der Kassen entscheiden innert sechs Monaten seit dem Inkrafttreten des Gesetzes, ob die Kasse aufgelöst wird oder ihre Tätigkeit in der Form einer freiwilligen Versicherung weiterführen soll (Art. 64 Abs. 1 GE).

Wird die Auflösung beschlossen, so muss die Generalversammlung auch über die Verteilung des Geschäftsvermögens entscheiden (Art. 64 Abs. 2 GE).

Sobald der Grundsatzentscheid gefällt ist, befindet sich die Kasse in der Liquidationsphase. Die Liquidationshandlungen müssen abgeschlossen sein, bevor die Auflösung wirksam wird. Die Auflösung wird auf den 30. Juni oder 31. Dezember wirksam, der auf den Grundsatzentscheid der Generalversammlung folgt (Art. 64 Abs. 2 GE). An diesem Datum werden die letzte Rechnung und die Aufteilung des Geschäftsvermögens der Generalversammlung unterbreitet, die die Liquidationsphase mit ihrer Genehmigung beendet.

Wird die Weiterführung der Tätigkeit beschlossen, so verfügt die Kasse über eine Frist von zwei Jahren seit dem Inkrafttreten des Gesetzes, um ihre Statuten den neuen gesetzlichen Anforderungen anzupassen und sie von der für die Nutztierversicherung zuständigen Direktion genehmigen zu lassen (Art. 65 GE).

Da es sich künftig um eine freiwillige Versicherung handelt, haben die Mitglieder neu das Recht, aus der Kasse auszutreten. Wenn die Mitglieder jedoch bereits auf den Tag des Inkrafttretens des neuen Gesetzes austreten können, würde dies die Liquidationshandlungen beeinträchtigen.

tigen. Bei massiv vielen Austritten würde die Kasse unter Umständen nicht einmal mehr über die Organe verfügen, die für die Liquidationshandlungen zuständig sind. Aus diesem Grund ist ein Austritt nur bei Kassen möglich, welche die Weiterführung ihrer Tätigkeit beschlossen haben, und zwar frühestens auf den dem Entscheid folgenden Tag (Art. 66 GE).

Anders als bei der Auflösung einer Kasse verliert das austretende Mitglied einer Kasse, die ihre Tätigkeit weiterführt, aber jeden Anspruch auf das Geschäftsvermögen (Art. 46 Abs. 3 GE).

Mit der Liberalisierung der Versicherung auf lokaler Ebene fallen auch die Tätigkeitsgebiete der verschiedenen Kassen weg. Unter dem System der obligatorischen Versicherung bei einer lokalen Kasse musste festgelegt werden, welche Kasse für welchen Halter zuständig war. Heute verfügt daher jede Kasse über ein Tätigkeitsgebiet, das sich mit dem entsprechenden Viehinspektionskreis deckt (vgl. Art. 54 und 55 ViVG). Mit der vorgeschlagenen freiwilligen Versicherung wird wahrscheinlich eine Reihe von Kassen ihre Tätigkeit aufgeben, d.h., es gäbe Gebiete, in denen keine lokale Kasse tätig ist. Es ist jedoch nicht sinnvoll, diese Gebiete von Gesetzes wegen einer anderen lokalen Kasse zuzuweisen. Die Halter eines Kreises ohne lokale Kasse sollten sich vielmehr bei der Kasse ihrer Wahl versichern können, sofern diese sie aufnimmt. Dasselbe gilt natürlich auch für die Halter, in deren Gebiet eine lokale Kasse tätig bleibt. Zudem ist es angezeigt, die Tätigkeitsgebiete aufzuheben, so dass die lokalen Kassen im ganzen Kanton tätig sein können. Diese Öffnung wird im Übrigen eine gesunde Konkurrenz zwischen den Kassen fördern, die neue Mitglieder gewinnen, wenn sie gut arbeiten.

Eine weitere Folge der Liberalisierung der lokalen Versicherungspflicht ist die Tatsache, dass die Kassen Tierhalter, die um ihre Aufnahme ersuchen, ablehnen können und auch Mitglieder ausschliessen können. Die Kassen müssen die Kriterien für die Aufnahme und den Ausschluss von Mitgliedern in ihren Statuten festlegen (Art. 41 Abs. 2 Bst. c GE). Die Kriterien müssen jedoch objektiv sein.

Schliesslich ist zu beachten, dass der Sekretär-Kassier der lokalen Kasse nicht mehr zwingend ein Viehinspektor bzw. gemäss der neuen Terminologie ein örtlicher Landwirtschaftsverantwortlicher sein muss. Dies wird zu einer grösseren Autonomie der lokalen Kassen beitragen.

#### **4.2.4 Rückversicherung der lokalen Kassen bei der Anstalt**

In Übereinstimmung mit dem ViVG überweist die KVVA den lokalen Kassen heute einen jedes Jahr aufgrund des finanziellen Ergebnisses des letzten Jahresabschlusses der KVVA festgesetzten Betrag pro versichertes Tier (Art. 49 Abs. 1 ViVG). Bei einem Schadensfall oder wenn das Fleisch offiziell für ungeniessbar erklärt wird, richtet die KVVA den lokalen Kassen zudem eine pauschale Beteiligung pro Stück Vieh aus (Art. 49 Abs. 2 ViVG). Dabei handelt es sich um das System der sogenannten Vergütungen. Die Vergütungen, die im Falle von ungeniessbarem Fleisch geschuldet werden, werden von der Rinderkasse finanziert, d.h. indirekt über die Prämien, die die Halter der KVVA bezahlen.

Die Anwendung des Systems der Vergütungen im Rahmen einer freiwilligen Versicherung auf lokaler Ebene wäre jedoch kompliziert und wenig sinnvoll, da für die Anstalt zwei Prämientarife erforderlich wären, je nachdem, ob der Halter lokal versichert ist oder nicht. Dieses System wäre ausserdem nicht sehr transparent.

Da die lokalen Kassen über ein System verfügen müssen, das es ihnen ermöglicht, das Risiko eines allzu grossen Verlusts in einem Schadensfall zu begrenzen, sollen die Kassen, die dies wünschen, die Möglichkeit haben, alle Tiere der Rindergattung, die sie gegen das Risiko von ungeniessbarem Fleisch versichern, bei der Anstalt rückzuversichern (Art. 5 GE). Bei diesem System zahlen nicht mehr die Halter, sondern die lokalen Kassen der Anstalt eine Prämie, die unter dem Aufwand der lokalen Kassen verbucht wird. Bei einem Schadensfall entschädigt die lokale Kasse ihre Mitglieder gemäss ihren Statuten und erhält von der Anstalt eine Entschädigung, die aufgrund der Rückversicherungsvereinbarung geschuldet wird.

Gestützt auf die statistischen Daten der letzten drei Jahre und in der Annahme, dass 150 Kassen 70 000 Rinder versichern werden, kann man davon ausgehen, dass die entsprechende Prämie bei einer Entschädigungsleistung in der Höhe eines Drittels der von den lokalen Kassen geleisteten Entschädigung schätzungsweise 4.30 Franken pro Tier betragen wird.

Nach Ansicht der Anstalt sollte diese Rückversicherung mittelfristig zu einer ausgeglichenen Finanzlage führen.

### **4.3 Auswirkungen des Gesetzesentwurfs**

#### **4.3.1 Finanzielle Auswirkungen**

In Bezug auf die finanziellen Auswirkungen der Gesetzesrevision für den Staat muss zwischen den verschiedenen «Versicherungsprodukten» des Gesetzesentwurfs unterschieden werden.

Die von der Anstalt übernommene Versicherung gegen den Verlust infolge von Feuersbrunst, Blitzschlag, Lawinenschaden, Erdbeben und Überschwemmung wird weiterhin vollumfänglich über die Prämien der Tierhalter und die Eigenmittel der Anstalt finanziert (Art. 21 Abs. 2 GE a contrario). Der Staat wird sich also nicht an dieser Versicherung beteiligen.

Dasselbe gilt für die Rückversicherung, welche die Anstalt den lokalen Kassen anbietet. Die Kosten der Rückversicherung müssen ausschliesslich durch die von den lokalen Kassen bezahlten Prämien und die Eigenmittel der Anstalt gedeckt werden.

Die öffentliche Hand wird sich auch weiterhin nicht an der Finanzierung der Versicherung beteiligen, welche die lokalen Rinderversicherungskassen anbieten.

Dagegen soll sich der Staat zu 50 % an den durch eine Tierseuche entstandenen Verlusten und an den Kosten der Tierseuchenbekämpfung sowie zu 25 % an den Verwaltungskosten der Anstalt beteiligen (Art. 21 Abs. 2 GE). Da diese Bestimmung aus dem ViVG übernommen wird, ändert sich grundsätzlich nichts an der staatlichen Beteiligung. Es ist höchstens möglich, dass die Staatsausgaben wegen der Einführung des generellen Entschädigungstarifs von 90 % leicht steigen werden (vgl. Ziff. 4.2.2). Gestützt auf die Statistiken der letzten Jahre wird diese Erhöhung höchstwahrscheinlich etwa 3000 Franken pro Jahr ausmachen. Die Hälfte dieses Betrags, d.h. 1500 Franken, geht zu Lasten des Staats. Angesichts des Kantonsbeitrags von 518 167 Franken im Jahr 2001 ist die Erhöhung also äusserst bescheiden. In diesem Zusammenhang ist zu erwähnen, dass der Beitrag des Kantons an die Verwaltungskosten der Anstalt im Jahr 2001, als der Grosse Rat strukturelle Massnahmen zur Verbesserung der finanziellen Perspektiven des Kantons beschloss (Gesetz vom 4. April 2001; TGR 2001, S. 506 ff.), von 50 % auf 25 % gesenkt wurde. Damit gehen die Ausgaben des Staats um rund 100 000 Franken pro Jahr zurück.



Schliesslich ist darauf hinzuweisen, dass sich die Ausdehnung des Geltungsbereichs auf die obligatorische Versicherung des Geflügels und der Fische der Fischzuchten positiv auf die Staatsfinanzen auswirken wird, da die Entschädigungen bei einem Schadensfall nicht mehr vom Staat allein, sondern je hälftig von der Anstalt und vom Staat geleistet werden. Der Kanton Bern musste 1998, als er weder das Geflügel noch die Fische der Fischzuchten versicherte, rund 100 000 Franken an einen Schadensfall in einer Fischzucht ausrichten. Beide Tiergattungen sind im Kanton Bern seit dem 1. Januar 2000 versichert.

#### **4.3.2 Personelle Auswirkungen**

Die Anstalt sollte die Aufgaben, die ihr durch den Gesetzesentwurf zugewiesen werden, mit dem bisherigen Personal bewältigen können. Allerdings wird sie während vier oder fünf Monaten eine Juristin oder einen Juristen anstellen müssen, um die lokalen Kassen über die Gesetzesänderung zu informieren, sie beim Übergang zur fakultativen Versicherung zu begleiten und Musterstatuten auszuarbeiten.

#### **4.3.3 Aufgabenverteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden**

Der Gesetzesentwurf ändert nichts an der Aufgabenverteilung zwischen dem Kanton und den Gemeinden. Der Vollzug der Gesetzgebung über die Nutztierversicherung obliegt wie bisher in erster Linie dem Staat, durch die Anstalt, und in zweiter Linie den lokalen Kassen. Die Gemeinden sind davon nicht berührt.

#### **4.3.4 Europaverträglichkeit**

Die Pflicht der Halterinnen und Halter von Tieren der Rindergattung, sie bei der Anstalt gegen den Verlust infolge von Feuersbrunst, Blitzschlag, Lawinenschaden, Erdbeben und Überschwemmung zu versichern (Art. 8 Abs. 3 GE), könnte im Falle eines Beitritts der Schweiz zur Europäischen Union nicht beibehalten werden, da sie Artikel 3 der Richtlinie 92/49/EWG des Rates vom 18. Juni 1992 zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften für die Direktversicherung mit Ausnahme der Lebensversicherung (Abl. L 228 vom 11.8.1992, S. 1) widerspricht. Je nachdem, wie die laufenden Verhandlungen der Schweiz mit der Europäischen Union über den freien Dienstleistungsverkehr (Bilaterale Abkommen II) ausgehen, muss dieses Monopol der Anstalt überprüft werden.

Ansonsten ist der Gesetzesentwurf europaverträglich.

### **5. KOMMENTAR ZU DEN EINZELNEN ARTIKELN**

#### **Titel**

Der im Titel des geltenden Gesetzes verwendete Begriff «Vieh» stammt aus dem Gesetz von 1899. Er ist bereits heute zu eng gefasst, denn das ViVG gilt nicht nur für das Vieh, sondern auch für die Bienen. Da der Entwurf neben den im geltenden Gesetz aufgeführten Gattungen noch weitere Tiere betrifft, musste ein Begriff gefunden werden, der alle umfasst. Der Begriff «Nutztier» erfüllt diese Bedingung.

#### **1. KAPITEL: Allgemeine Bestimmungen**

##### **Art. 1 Zweck**

Der Gesetzesentwurf beginnt wie viele neuere Gesetze mit einem Artikel ohne normativen Inhalt, der den Zweck

des Gesetzes festhält. Der Entwurf verfolgt einen dreifachen Zweck: Er regelt erstens die obligatorische Versicherung gegen den Verlust von Nutztieren, zweitens die freiwillige Versicherung bei den lokalen Kassen und drittens die Organisation der Nutztierversicherungsanstalt und die Mindestvorschriften für die Organisation der lokalen Kassen.

##### **Art. 2 Geltungsbereich**

Das geltende Gesetz ist bereits auf die Tiere der Rinder-, Pferde-, Schweine-, Schaf- und Ziegengattung sowie auf die Bienen anwendbar. Aus den in Ziffer 4.2.1 dargelegten Gründen soll der Geltungsbereich nun auf das Geflügel und die Fische der Fischzuchten ausgedehnt werden. Das Bundesrecht definiert für jede Tierseuche und damit für jede Tiergattung die Fälle, in denen die Kantone Entschädigungen ausrichten müssen (vgl. Ziff. 3.2). Diese Liste kann an die epidemiologische Situation angepasst werden, und es können neue – auch exotische – Tierarten aufgenommen werden, die von den Züchterinnen und Züchtern aufgrund der Marktentwicklung gehalten werden. Damit das kantonale Gesetz nicht bei jeder Revision der TSV geändert werden muss, enthält Absatz 2 eine Kompetenzdelegation an den Staatsrat, so dass dieser den Geltungsbereich des Gesetzes auf andere Nutztierarten ausdehnen kann, was wild lebende Tiere aus-, in Gefangenschaft gehaltene Wildtiere jedoch einschliesst. Der Staatsrat kann von dieser Kompetenzdelegation aber nur Gebrauch machen, wenn zwei Bedingungen erfüllt sind: Erstens müssen genügend Tiere der betreffenden Gattung gehalten werden (Bst. a). Aufgrund des unbestimmten Rechtsbegriffs kann in der Praxis von Fall zu Fall entschieden werden, ob eine kritische Masse vorliegt, welche die Schaffung eines vollständigen Versicherungssystems rechtfertigt, oder ob die geringe Zahl der zu versichernden Tiere im Vergleich zu den Entschädigungsleistungen nicht unverhältnismässig hohe Verwaltungskosten verursachen würde, so dass von einer Versicherung abzusehen ist.

Des Weiteren muss die Gefahr gross sein, dass der Staat bei einer Tierseuche, die diese Gattung betrifft, in Anwendung der Bundesgesetzgebung die Bekämpfungskosten übernehmen oder Entschädigungen zahlen muss (Bst. b). Diese Bedingung hängt mit dem Risikomanagement zusammen. Das Risiko eines Schadensfalls und seine finanziellen Folgen müssen den Verwaltungskosten des Versicherungssystems gegenübergestellt werden.

Wenn diese beiden Bedingungen erfüllt sind, kann der Staatsrat die Versicherung der Tiere der entsprechenden Gattung für obligatorisch erklären.

Ausserdem ist zu beachten, dass der Staat in den Fällen, in denen die Bundesgesetzgebung die Kantone zur Übernahme der Bekämpfungskosten oder zu Entschädigungen für Schäden an einer Tiergattung verpflichtet, auf die der Staatsrat den Geltungsbereich des Gesetzes nicht ausdehnt hat, trotzdem übernahme- oder entschädigungspflichtig wäre. Anders wäre lediglich, dass die Finanzierung der Entschädigung vollumfänglich zu Lasten des Kantons gehen würde.

##### **Art. 3 Begriffe**

Absatz 1 enthält eine Legaldefinition der Tierseuchen. Diese werden durch einen Verweis auf die einschlägige Bundesgesetzgebung definiert (zurzeit Artikel 1 TSG und Artikel 2 bis 5 TSV).

Absatz 2 hält fest, wer als Tierhalterin oder Tierhalter gilt. Grundsätzlich ist dies die Eigentümerin oder der Eigentümer des Tieres. Wenn der Eigentümer aber nicht gleichzeitig auch der Züchter oder Mäster ist, gilt die mit

der Aufzucht oder Ausmast beauftragte Person als Tierhalterin oder Tierhalter. Wird ein Tier nur zur Sömmierung oder, sinngemäss, zur Winterung einer Drittperson überlassen, so gilt die Eigentümerin oder der Eigentümer als Tierhalterin oder Tierhalter.

Die Definition der Tierhalterin oder des Tierhalters dient in erster Linie dazu, den Ansprechpartner der Anstalt und der lokalen Kassen zu bestimmen. Aus Absatz 2 geht hervor, dass es sich dabei nicht unbedingt um die Eigentümerin oder den Eigentümer des Tieres handelt. Die Tierhalter sind insbesondere verpflichtet, ihre Tiere zu versichern, die entsprechenden Prämien zu zahlen und die Bekämpfungsmassnahmen gegen die Tierseuchen einzuhalten, und haben Anspruch auf die geschuldeten Entschädigungen.

#### **Art. 4 Versicherer und Versicherungen**

Dieser Artikel legt die in der Nutztierversicherung aktiven Versicherer und die Versicherungsarten fest.

Die obligatorische Versicherung fällt aus den in Ziffer 4.1 dargelegten Gründen weiterhin in die Zuständigkeit der Anstalt (Abs. 1). Der Umfang der obligatorischen Versicherung wird in Artikel 8 bis 10 geregelt.

Die Anstalt kann aber im Gegensatz zum heutigen Recht (Art. 12 und 13 ViVG) nur noch die obligatorische Versicherung anbieten, womit insbesondere die Versicherung gegen die von der obligatorischen Versicherung nicht gedeckten Verlustrisiken und die Zusatzversicherung für Tiere wegfallen, deren Zuchtwert höher ist als der Maximalwert der obligatorischen Versicherung. Es ist auch besser, wenn sich die Anstalt auf die obligatorische Versicherung konzentriert; sie hat übrigens nie Gebrauch gemacht von ihrer Befugnis nach Artikel 12 und 13.

Die lokalen Kassen, die unter dem geltenden Recht die obligatorische Versicherung gegen die von der Anstalt nicht gedeckten Verlustrisiken übernehmen, können in Zukunft eine freiwillige Versicherung für diese Risiken anbieten (Abs. 2). Darunter fällt beispielsweise das Risiko eines Verlusts infolge eines Unfalls (Ausrutschen eines Tieres beim Verlassen des Stalls, Absturz eines Tieres auf der Alp) oder einer nicht durch eine Tierseuche verursachten Krankheit (Herzinfarkt usw.). Die Einzelheiten in Bezug auf die versicherten Risiken werden in den Statuten der lokalen Kassen geregelt (Art. 41 Abs. 2 Bst. b GE). Die lokalen Kassen dürfen aber wie bisher nur Tiere der Rindergattung versichern.

Absatz 3 behält die von privaten Versicherern angebotenen Versicherungen vor. Die privaten Versicherer können also, zumindest theoretisch, Versicherungen für die von der Anstalt gedeckten Risiken anbieten, da das Gesetz zwar die Versicherungspflicht bei der Anstalt vorsieht, die private Versicherung gegen die von der Anstalt versicherten Risiken (faktisches Monopol) aber nicht ausschliesst. Dieser Vorbehalt zugunsten der privaten Versicherer gilt aber auch für die von den lokalen Rinderversicherungskassen gedeckten Risiken. Da diese Versicherung fakultativ ist, können sich die Halterinnen und Halter entweder bei einer lokalen Kasse oder einem privaten Versicherer versichern oder das Risiko selber tragen. Dieser Vorbehalt gilt natürlich auch für die von der obligatorischen Versicherung nicht gedeckten Risiken. Er deckt schliesslich auch die Versicherungen, welche die in Artikel 14 ViVG aufgeführten freien Versicherungsgesellschaften in ihrer Eigenschaft als private Versicherer anbieten.

#### **Art. 5 Rückversicherung bei der Anstalt**

Die geltende Regelung der Vergütungen wird aus den in Ziffer 4.2.4 erläuterten Gründen aufgegeben und durch das System der Rückversicherung bei der Anstalt ersetzt.

Gemäss Artikel 5 können die lokalen Kassen – müssen aber nicht – eine Rückversicherung abschliessen. Wenn sie von dieser Möglichkeit Gebrauch machen, müssen sie allerdings sämtliche Tiere der Rindergattung rückversichern, die sie gegen das Risiko von ungeniessbarem Fleisch versichern. Sie können also nicht nur einen Teil der versicherten Tiere rückversichern, nachdem sie z.B. eine Risikoabschätzung vorgenommen haben. Eine solche Lösung hätte zur Folge, dass die Anstalt ständig eine Liste aller rückversicherten Tiere führen müsste, was mit einem unverhältnismässig grossen administrativen Aufwand verbunden wäre, damit sie die von den lokalen Kassen geschuldeten Prämien in Rechnung stellen und die entschädigungsberechtigten Fälle ermitteln könnte. Mit der vorgeschlagenen Regelung kann die Anstalt die Rückversicherungsprämien auf der Grundlage eines durchschnittlichen Tierbestandes, beispielsweise am Stichtag, problemlos einkassieren. Wenn sämtliche Tiere, die bei einer lokalen Kasse versichert sind, die sich rückversichern möchte, von Rechts wegen bei der Anstalt rückversichert werden, so muss diese nicht bei jedem Schadensfall prüfen, ob das betreffende Tier tatsächlich rückversichert ist. Zudem muss die lokale Kasse nicht jede Änderung des rückversicherten Tierbestandes melden.

Die Rückversicherung deckt lediglich das Risiko von ungeniessbarem Fleisch.

Schliesslich ist darauf hinzuweisen, dass die Parteien des (verwaltungsrechtlichen) Rückversicherungsvertrags die Anstalt und die lokalen Kassen sind. Die Halterinnen und Halter stehen für die von den lokalen Kassen versicherten Risiken nur mit den lokalen Kassen in einem Rechtsverhältnis.

#### **Art. 6 Zusatzversicherung**

Die obligatorische Versicherung, für die die Anstalt zuständig ist, umfasst einen Höchstwert (vgl. Art. 31 Abs. 2 GE), der sich nicht unbedingt mit dem Verkehrswert des versicherten Tieres deckt, vor allem wenn es sich um ein Tier mit einem bedeutenden Zuchtwert handelt. Für solche Tiere kann eine Zusatzversicherung bei einem privaten Versicherer abgeschlossen werden, damit die Differenz zwischen Höchstwert und Zuchtwert ebenfalls gedeckt ist.

Da die lokalen Kassen ebenfalls Höchstwerte festlegen können (Art. 41 Abs. 2 GE), muss auch die Möglichkeit einer Zusatzversicherung zur Versicherung der lokalen Kasse vorgesehen werden.

## **2. KAPITEL: Obligatorische Versicherung**

#### **Art. 7 Versicherungspflicht**

Diese Bestimmung legt fest, unter welchen Bedingungen eine Versicherungspflicht besteht.

Damit eine Versicherungspflicht besteht, müssen die Tiere zunächst einmal ständig auf dem Kantonsgebiet gehalten werden. Dabei spielt keine Rolle, ob die Halterin oder der Halter in einem anderen Kanton wohnhaft ist. Diese Anknüpfung an den Ort, wo die Tiere gehalten werden, ergibt sich aus der örtlichen Zuständigkeit der seuchenpolizeilichen Organe für die Anordnung von Bekämpfungsmassnahmen. Tiere, die sich nur vorübergehend im Kanton befinden, z.B. während der Sömmierungs- oder Winterungsperiode, müssen nicht bei der Anstalt versichert werden. Gemäss der Bundesgesetzgebung (Art. 31 Abs. 1 TSG) muss die Anstalt aber auch Entschädigungen leisten für Tiere, die nicht bei ihr versichert werden müssen, wenn die entsprechenden Bedingungen erfüllt sind. Dabei steht ihr jedoch ein Rück-

griffsrecht auf die Wohnsitzkantone der Eigentümer für die Hälfte der geleisteten Schadenbeträge zu (Art. 32 Abs. 2 TSG). Da die Verwaltungskosten, die durch die Versicherung von Tieren entstehen, die sich nur vorübergehend im Kanton befinden, weit höher sind als die Hälfte der Entschädigungen, die definitiv zu Lasten der Anstalt gehen, ist es besser, auf die Versicherung dieser Tiere zu verzichten. Die Anstalt könnte eine solche Versicherung im Übrigen auch kaum in die Praxis umsetzen, da sie gar nicht alle vorübergehend im Kanton gehaltenen Tiere kennen kann.

Damit eine Versicherungspflicht besteht, müssen ferner Tiere einer in Artikel 2 aufgeführten Gattung gehalten werden. Nur diese Tiere können und müssen versichert werden.

Der Versicherungspflicht unterworfen ist schliesslich die Halterin oder der Halter im Sinne von Artikel 3 Abs. 2.

## **Art. 8 Deckung der obligatorischen Versicherung**

### **a) Versicherte Risiken**

Wie diese Bestimmung festhält, sind zwei Arten von Risiken versichert: die Risiken im Zusammenhang mit den Tierseuchen (Abs. 1 und 2) und das Risiko eines Verlusts infolge von Feuer, Blitzschlag, Lawine, Erdbeben oder Überschwemmung (Abs. 3).

Absatz 1 zählt die Risiken, die die Anstalt im Bereich Tierseuchen übernimmt, abschliessend auf: Die obligatorische Versicherung deckt den Verlust von Tieren infolge von Tierseuchen und von Massnahmen zur deren Vorbeugung und Bekämpfung (Bst. a) sowie die Kosten der Massnahmen zur Tierseuchenbekämpfung, sofern diese vom zuständigen seuchenpolizeilichen Organ angeordnet wurden.

Diese Deckung umfasst eine zweifache Einschränkung. Zum einen deckt die obligatorische Versicherung lediglich die Tiere der in Artikel 2 aufgeführten Gattungen. Wenn die Bundesgesetzgebung Entschädigungen für Tiere vorschreibt, die nicht in Artikel 2 genannt werden oder nicht zu den vom Staatsrat bezeichneten Gattungen gehören (vgl. Ziff. 5, Art. 2), gründet der Entschädigungsanspruch nicht auf dem Versicherungsverhältnis, sondern direkt auf der Bundesgesetzgebung.

Zum zweiten beschränken sich die Entschädigung und die Kostenübernahme auf die Fälle, die gemäss der Bundesgesetzgebung einen Leistungsanspruch begründen. Wie bereits weiter oben erwähnt (vgl. Ziff. 5, Art. 2), enthält die Bundesgesetzgebung eine Liste der Fälle, in denen die Kantone entschädigungspflichtig sind. Die Liste wird regelmässig angepasst. Dank dem Verweis auf die Bundesgesetzgebung muss der kantonale Gesetzgeber das Gesetz nicht jedes Mal anpassen, wenn der Bund seine Liste ändert.

Das in Buchstabe b dieses Absatzes aufgeführte seuchenpolizeiliche Organ ist der Kantonstierarzt, der Amtstierarzt oder der Bieneninspektor, je nachdem, welche Massnahmen zu treffen sind und um welche Tiergattung es sich handelt.

Absatz 2 enthält eine Kompetenzdelegation an den Staatsrat. Es gibt Tierseuchen, gegen die die Kantone Bekämpfungsmassnahmen anordnen können, ohne dass die Bundesgesetzgebung Entschädigungen vorsieht. Dies gilt beispielsweise für die Lungenentzündungen der Schweine (vgl. Art. 247 und 249 TSV). Manchmal müssen im öffentlichen Interesse Massnahmen zur Bekämpfung einer solchen Seuche auf regionaler oder kantonaler Ebene angeordnet werden. In solchen Fällen kann der Staatsrat die Deckung der obligatorischen Versicherung ausdehnen. Dabei handelt es sich je nach Fall um eine

vollständige Deckung, die sowohl die Entschädigung der Tierverluste als auch die Übernahme der Bekämpfungskosten umfasst, oder um eine teilweise Deckung, die sich beispielsweise auf die Übernahme der Analysekosten beschränkt.

Gemäss Absatz 3 deckt die obligatorische Versicherung auch das Risiko des Verlusts infolge von Feuer, Blitzschlag, Lawine, Erdbeben und Überschwemmung, dies aber nur für Tiere der Rindergattung.

### **Art. 9 b) Versicherte Kosten**

Diese Bestimmung regelt die von der obligatorischen Versicherung übernommenen Kosten.

Was die Massnahmen zur Tierseuchenbekämpfung betrifft (Abs. 1), ist eine abschliessende Aufzählung der gedeckten Kosten nicht möglich, da die Kosten übernommen werden, die in der Bundesgesetzgebung vorgeschrieben sind und die durch die vom zuständigen seuchenpolizeilichen Organ angeordneten Massnahmen entstehen. Diese Aufzählung enthält den Rahmen der entschädigten Massnahmen, an den sich das seuchenpolizeiliche Organ halten muss. Der Rahmen wird gegebenenfalls in den Vollzugsbestimmungen näher definiert.

Die Absätze 2 und 3 regeln die von der obligatorischen Versicherung gedeckten Kosten für den Fall des Verlusts eines Tieres der Rindergattung infolge von Feuer, Blitzschlag, Lawine, Erdbeben oder Überschwemmung. Die Kosten im Zusammenhang mit der Feststellung, der Kontrolle, der Schlachtung (Abs. 2 Bst. a), der Entfernung, des Transports und der Entsorgung eines Tieres (Abs. 2 Bst. b) werden zum Selbstkostenpreis entschädigt. Dabei gibt es jedoch eine Ausnahme: Wenn ein Tier infolge eines Blitzschlags verendet oder geschlachtet wird, werden die Kosten für die Entfernung und den Transport mit einem vom Staatsrat festgesetzten Pauschalbetrag entschädigt. Die Praxis hat nämlich gezeigt, dass die Versicherungsnehmer sich nicht um die kostengünstigste Lösung bemühen, wenn sie wissen, dass sie zum Selbstkostenpreis entschädigt werden. Ausserdem vereinfacht diese Lösung die administrative Bearbeitung solcher Schadensfälle beträchtlich.

### **Art. 10 c) Nicht versicherte Schäden**

Die nicht versicherten Schäden lassen sich eigentlich im Umkehrschluss aus Artikel 8 und 9 GE ableiten: Alle nicht in diesen beiden Artikeln aufgeführten Schäden sind nicht versichert. Aus Gründen der Klarheit erschien es aber sinnvoll, die von der obligatorischen Versicherung nicht gedeckten Schäden in einer nicht abschliessenden Aufzählung aufzuführen, wobei diese Bestimmung gegebenenfalls durch die Ausführungsbestimmungen präzisiert oder ergänzt werden kann.

Nicht gedeckt sind zunächst einmal Schäden, die durch die Wertverminderung eines Tieres entstehen. Hier ist beispielsweise der Fall einer Behandlung, z.B. einer Schutzimpfung, angesprochen, die sich auf die Gesundheit des Tieres auswirkt, ohne dass dieses geschlachtet werden muss. Eine auf diese Weise entstandene Wertverminderung wird nicht entschädigt.

Nicht versichert sind des Weiteren wirtschaftliche Schäden, die durch eine Sperre oder eine andere vom zuständigen seuchenpolizeilichen Organ angeordnete Massnahme entstehen. Der wirtschaftliche Schaden ist im klassischen versicherungsrechtlichen Sinn zu verstehen. Es handelt sich um einen Schaden, der nicht auf eine Schädigung von Leib und Leben des Opfers oder auf eine Schädigung beweglicher oder unbeweglicher Sachen zurückzuführen ist. Die folgenden drei Beispiele sollen den Begriff illustrieren: Die Verhängung einer Sperre hat

insbesondere zur Folge, dass der Halter der betroffenen Herde keines seiner Tiere in einen anderen Bestand einstellen oder ein fremdes Tier in seine Herde aufnehmen darf. Wenn der Halter während der Sperre die Gelegenheit hätte, Tiere zu einem guten Preis zu kaufen oder zu verkaufen, ist der wegen der Sperre entgangene Gewinn von der obligatorischen Versicherung nicht gedeckt. Unter gewissen Bedingungen wird ein Kuhhalter mit einem Milchablieferungsverbot belegt. Der dadurch entstandene Verlust ist ebenfalls nicht durch die obligatorische Versicherung gedeckt. Wenn im Rahmen der Bekämpfung der Lungenentzündungen der Schweine eine Flächensanierung angeordnet wird, darf der Züchter während einer bestimmten Zeit keine Schweine in seinen Ställen halten (Sanierungszeitpunkt). Der Erwerbsausfall, der dem Halter in dieser Zeit entsteht, wird ebenfalls nicht entschädigt.

Nicht versichert sind ferner die vor der Intervention des zuständigen seuchenpolizeilichen Organs entstandenen tierärztlichen Behandlungs- und Heilungskosten. Dies ergibt sich aus Artikel 8 Abs. 1 Bst. b, wonach die Kosten der Massnahmen zur Tierseuchenbekämpfung gedeckt sind, sofern sie vom zuständigen seuchenpolizeilichen Organ angeordnet wurden. Mit dieser Bestimmung soll vermieden werden, dass die Anstalt vor vollendete Tatsachen gestellt wird und ungeeignete Massnahmen entschädigen muss, die der Halter oder die von ihm beauftragte Person von sich aus getroffen hat.

Nicht gedeckt sind schliesslich auch die Arbeitskosten für Desinfektionen. Die Desinfektionsmittel werden durch die obligatorische Versicherung gedeckt, nicht aber die Arbeit im Zusammenhang mit der Desinfektion von Räumlichkeiten und Gegenständen.

### **3. KAPITEL: SANIMA, Nutztiersversicherungsanstalt**

#### **1. Stellung und Auftrag**

##### **Art. 11 Stellung**

Diese Bestimmung sieht wie bereits das geltende Recht vor, dass die Anstalt eine mit Rechtspersönlichkeit ausgestattete, nicht steuerpflichtige öffentliche Anstalt ist. Sie legt zudem den neuen Namen der Anstalt fest, der «SANIMA, Nutztiersversicherungsanstalt» lautet. Die Gründe für diese Namensänderung werden in Ziffer 4.1 erläutert.

Im täglichen Gebrauch wird der Name «SANIMA» verwendet. Dieser Ausdruck, der sich sowohl auf Deutsch als auch auf Französisch gut aussprechen lässt, erleichtert der Anstalt den Auftritt gegenüber ihren «Kunden» und die zahlreichen Kontakte zwischen den Kunden und der Verwaltung der Anstalt.

##### **Art. 12 Auftrag**

Die Anstalt hat gemäss Artikel 12 den Auftrag:

- a) die Tiere der in Artikel 2 aufgeführten Gattungen nach dem Grundsatz der Gegenseitigkeit und in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes versichern;
- b) Vorbeugemassnahmen zu fördern und die Bekämpfung der Tierseuchen zu unterstützen;
- c) den lokalen Kassen eine Rückversicherung gegen das Risiko von ungeniessbarem Fleisch anzubieten;
- d) die Aufgaben wahrzunehmen, die ihr durch das Ausführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über die Entsorgung tierischer Abfälle übertragen werden.

## **2. Organisation**

### **Art. 13 Organe**

Artikel 13 legt die vier Organe der Anstalt fest: die Verwaltungskommission, die Verwalterin oder der Verwalter, die Schätzungsexpertinnen und -experten sowie das Kontrollorgan.

Die aus dem geltenden Recht übernommene Aufzählung wird um die Schätzungsexpertinnen und -experten erweitert. Die heutige Regelung überträgt ihnen bereits Aufgaben [Art. 12 des Ausführungsbeschlusses vom 1. Dezember 1987 zum Gesetz über die Viehversicherung], ohne sie als Organ aufzuführen. Es handelt sich also nicht um eine echte Neuerung, sondern um die Schliessung einer Lücke im alten Gesetz.

### **Art. 14 Verwaltungskommission**

#### **a) Zusammensetzung**

Artikel 14 regelt die Zusammensetzung der Verwaltungskommission und die Ernennung ihrer Mitglieder.

Die Verwaltungskommission hat weiterhin neun Mitglieder, wobei die Vorsteherin oder der Vorsteher der für die Nutztiersversicherung zuständigen Direktion und die Kantonstierärztin oder der Kantonstierarzt ihr von Amtes wegen angehören. Die restlichen sieben Mitglieder werden vom Staatsrat ernannt.

Die Kriterien für die Ernennung dieser Mitglieder wurden jedoch geändert. Im Gegensatz zum geltenden Gesetz, das die Ernennung eines Mitglieds pro Bezirk vorsieht, ist nach dem vorliegenden Entwurf darauf zu achten, dass die Regionen und die Halterinnen und Halter der versicherten Gattungen angemessen vertreten sind. Es ist nämlich wichtig, dass in der Kommission Personen mit spezifischen Kenntnissen der verschiedenen versicherten Gattungen vertreten sind.

Des Weiteren hält Artikel 14 fest, dass die zuständige Staatsrätin bzw. der zuständige Staatsrat den Vorsitz führt, dass die Kommission die Vizepräsidentin oder den Vizepräsidenten aus ihrer Mitte bezeichnet und dass das Sekretariat von der Anstalt geführt wird.

#### **Art. 15 b) Befugnisse**

In ihrer Eigenschaft als übergeordnetes Organ der Anstalt hat die Kommission eine strategische Aufgabe. Sie trifft in erster Linie die strategischen Entscheide oder nimmt dazu Stellung, wenn sie in die Zuständigkeit anderer Behörden fallen.

Die Befugnisse der Kommission wurden im Wesentlichen von Artikel 27 ViVG übernommen.

Neu im Vergleich zum geltenden Recht ist der Zusatz in Buchstabe b, wonach die Kommission Richtlinien in Bezug auf die Schätzung der Tiere der versicherten Gattungen erlässt. Der Staatsrat setzt die Höchstschatzung für diese Tiere fest (Art. 31 Abs. 2 GE). Neben diesen Höchstansätzen sollten verschiedene Kriterien festgelegt werden, um im ganzen Kanton eine möglichst einheitliche Schätzung gewährleisten zu können. Da die Praxis die Notwendigkeit solcher Richtlinien bereits gezeigt hat, handelt es sich aber hier lediglich um die Kodifizierung eines bestehenden Instruments und nicht um eine eigentliche Neuerung.

Neu ist dagegen die in Buchstabe f verankerte Befugnis der Kommission, der Verwalterin oder dem Verwalter einen Teil ihrer Befugnisse im Bereich Vermögensverwaltung zu übertragen. Der Rhythmus der Sitzungen erlaubt es ihr nämlich nicht, sich zu jedem Anlagescheid im richtigen Zeitpunkt zu äussern.

#### **Art. 16 Verwalterin oder Verwalter**

Die Verwalterin oder der Verwalter ist allgemein für die operative Führung der Anstalt verantwortlich.

Die Verwalterin oder der Verwalter wird in Übereinstimmung mit der Gesetzgebung über das Staatspersonal (Art. 8 Bst. c PersG) vom Staatsrat angestellt. Die Spezialnorm von Absatz 1 sieht vor, dass der entsprechende Entscheid auf Vorschlag der Verwaltungskommission gefällt wird. Die Befugnisse der Verwalterin bzw. des Verwalters (Abs. 2) wurden im Wesentlichen von Artikel 29 ViVG übernommen. Der Aufgabenkatalog umfasst neu die Befugnis, über Entschädigungsgesuche zu entscheiden. Da es hier darum geht, durch die Anwendung generell-abstrakter Normen auf individuell-konkrete Einzelfälle eine Vielzahl von Verfügungen zu erlassen, und weil die Entschädigungsgesuche unverzüglich beantwortet werden müssen, ist es sinnvoll, diese Aufgabe dem operativen Organ der Anstalt zu übertragen. Der Verwalter unterzeichnet diese Verfügungen infolge einer Kompetenzdelegation bereits heute, da es undenkbar ist, die Verwaltungskommission für jedes Entschädigungsgesuch zu einer Sitzung einzuberufen. Die Verfügungen der Verwalterin oder des Verwalters können übrigens im kostenlosen Verfahren der Einsprache bei der Verwaltungskommission angefochten werden (Art. 15 Bst. d und 60 Abs. 2 GE; Art. 134 VRG).

#### **Art. 17 Schätzungsexpertinnen und -experten**

Das geltende Gesetz erwähnt die Schätzungsexpertinnen und -experten mit keinem Wort, obwohl ihnen bei der Regelung der Schadenfälle eine wichtige Aufgabe zukommt.

Nach Absatz 1 ist es Sache des Staatsrats, die Zahl der Expertinnen und Experten gemäss Bedarf festzusetzen und diese dann zu ernennen. Die Gesetzgebung über die Dauer der öffentlichen Nebenämter ist auf die Expertinnen und Experten anwendbar.

Absatz 2 definiert ihren Auftrag: Sie setzen den Schätzungswert der verendeten oder zu schlachtenden Tiere auf Ersuchen der Verwalterin oder des Verwalters fest. Gestützt auf den Schätzungswert setzt die Verwalterin oder der Verwalter anschliessend in einem Entscheid im Sinne von Artikel 4 VRG die dem Tierhalter geschuldete Entschädigung fest, wobei sie oder er sich zuerst vergewissert, dass die Bedingungen erfüllt sind, und allfällige Kürzungsgründe berücksichtigt (Art. 29, 30, 33 und 34 GE).

Absatz 3 ist als Spezialnorm für die Bienenvölker zu verstehen. Bei Bienenvölkern wird der Schätzungswert nicht von den ordentlichen Expertinnen und Experten, sondern von den Bieneninspektorinnen und -inspektoren festgesetzt. Diese sind in Artikel 5 TSG und Artikel 308 TSV vorgesehen. Das Ernennungsverfahren richtet sich nach Artikel 11 des Beschlusses vom 9. Februar 1971 über den Vollzug der Bundesgesetzgebung über die Tierseuchenbekämpfung (SGF 914.10.11). Aufgrund ihrer Kenntnisse der Bienenzucht verfügen sie über das spezifische Wissen für die Schätzungsarbeit.

#### **Art. 18 Kontrollorgan**

Das geltende Gesetz sieht vor, dass der Staatsrat eine Kontrollkommission ernannt, die sich aus vier Revisoren und drei Ersatzrevisoren zusammensetzt. Zudem enthält es ein striktes System zur Erneuerung der Kommission, wonach jedes Jahr ein Revisor zurücktritt und ein Ersatzrevisor das frei gewordene Amt übernimmt.

Diese Kommission soll nun durch ein Kontrollorgan ersetzt werden, das vom Staatsrat bezeichnet wird. Auf diese Weise können gegebenenfalls professionelle Stellen beauftragt werden.

Das Kontrollorgan prüft die Rechnung der Anstalt, d.h. vergewissert sich, dass die Buchhaltung die finanzielle

Situation der Anstalt korrekt wiedergibt. Die Anstalt ist übrigens von Rechts wegen der Kontrolle des Finanzinspektors unterstellt, die sich auf die korrekte Anwendung des Rechts und die sparsame und wirtschaftliche Verwendung der Mittel erstreckt (vgl. Art. 50 Abs. 1 Bst. a und 49 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates [SGF 610.1]).

#### **Art. 19 Zeichnungsberechtigung**

Artikel 19 regelt die Vertretung der Anstalt nach aussen. Es geht darum festzulegen, wer im Namen und für Rechnung der Anstalt Rechtsgeschäfte mit Dritten abschliessen darf.

Diese Bestimmung übernimmt und präzisiert Artikel 31 ViVG. Zur rechtsgültigen Verpflichtung der Anstalt gegenüber Dritten bedarf es also der Kollektivunterschrift eines Mitglieds des übergeordneten Organs der Anstalt und eines Mitglieds des Vollzugsorgans, d.h. einerseits der Präsidentin oder des Präsidenten der Verwaltungskommission oder, falls diese(r) verhindert ist, der Vizepräsidentin oder des Vizepräsidenten und andererseits der Verwalterin oder des Verwalters oder – im Verhinderungsfall – deren bzw. dessen Stellvertreterin oder Stellvertreters.

#### **3. Finanzen**

##### **Art. 20 Rechnung**

Diese Bestimmung sieht wie das geltende Recht eine getrennte Rechnung für jede Tiergattung oder – gemäss dem erweiterten Geltungsbereich der obligatorischen Versicherung – für jede Gruppe von Tieren vor. Dabei handelt es sich um eine Finanzbuchhaltung, die der Gesetzgebung über die Staatsfinanzen entsprechen muss. Im Gegensatz zum geltenden Gesetz präzisiert die Bestimmung ferner die Rechnungsperiode und die für die Genehmigung der Rechnung zuständige Behörde.

##### **Art. 21 Mittel**

Dieser Artikel zählt die verschiedenen Einnahmequellen der Anstalt auf, die bereits im heutigen Recht aufgeführt sind.

Was die Beteiligung des Staats an den Verwaltungskosten der Anstalt betrifft, übernimmt der Entwurf die Gesetzesänderung vom 4. April 2001, mit der die Beteiligung auf 50 % reduziert wurde.

##### **Art. 22 Reservefonds**

Die Nutztierversicherung muss wie jede Versicherung über einen Reservefonds verfügen. Diese gesetzlichen Reserven sollen der Anstalt eine finanzielle Basis garantieren, die es ihr erlaubt, ihren gesetzlichen Pflichten auch bei aussergewöhnlichen Schäden nachzukommen. Das geltende Gesetz sieht vor, dass die Anstalt für jede versicherte Tiergattung einen Reservefonds in der Höhe von 2 % des Schätzungswerts der versicherten Tiere aufnet. Dieser Satz genügt aber offensichtlich nicht, um grosse Seuchenfälle zu bewältigen. Angesichts der Tatsache, dass in den Betrieben des Kantons immer mehr Tiere gehalten werden, was den Schaden bei einer Tierseuche erhöht, ist ein Mindestsatz von 5 % gerechtfertigt. Die Anstalt wird sich übrigens bemühen, diesen Mindestsatz zu überschreiten.

##### **Art. 23 Vermögen**

Dieser Artikel entspricht Artikel 35 ViVG. Er umfasst die Kriterien, an die sich die Anstalt bei der Anlage ihres Vermögens halten muss. Sie muss sich dabei nach dem Grundsatz der Sicherheit und des Ertrags richten, wobei die Sicherheit vorgeht.

Des Weiteren muss die Anstalt das Vermögen bei Schuldnern anlegen, die volle Garantie bieten, und darf bei der

Wahl der Anlage keine Personen oder Institutionen begünstigen.

#### **4. Zählung und Versicherungsperiode**

##### **Art. 24 Zählung**

Damit man die von den Halterinnen und Haltern geschuldeten Prämien erheben kann, muss man zuerst die Zahl der zu versichernden Tiere kennen. Absatz 1 schreibt daher fest, dass die Tiere der versicherungspflichtigen Gattungen jedes Jahr gezählt werden müssen. Das Vorgehen hängt von der Tiergattung ab. Bei den meisten Gattungen kann die Anstalt auf die Daten anderer Erhebungen zurückgreifen. Sie kann beispielsweise die Zahlen verwenden, die im Rahmen des Vollzugs der agrarpolitischen Massnahmen des Bundes und des Kantons (insbesondere für die Ausrichtung der Direktzahlungen) erhoben wurden, so dass sie die Tiere nicht selbst zählen muss. Bei anderen Gattungen muss die Anstalt dagegen selbst eine Erhebung vornehmen, da die Tiere, wie z.B. die Bienenvölker oder die Fische in Fischzuchten, nicht von einer anderen Behörde gezählt werden. Eine Bestimmung erteilt dem Staatsrat die Befugnis, die für die Zählung erforderlichen Einzelheiten zu regeln.

Wie bereits erwähnt, erhebt das Landwirtschaftsdepartement bei den Landwirten die notwendigen Daten, damit es die Gesuche um Direktzahlungen und andere Landwirtschaftsbeiträge in Anwendung der Bundesgesetzgebung behandeln kann, und speichert sie dann in einer elektronischen Datenbank. Wenn die Anstalt über einen kostenlosen Online-Zugriff auf diese Daten verfügt, braucht sie die Tiere nicht selbst zu zählen, was den Bürgerinnen und Bürgern und ihr selbst einen an sich überflüssigen administrativen Aufwand erspart. Gemäss dem Gesetz vom 25. November 1994 über den Datenschutz (SGF 17.1) ist ein Zugang zu Personendaten über ein Abrufverfahren, namentlich ein Online-Zugriff, nur zulässig, wenn eine Gesetzesbestimmung dies vorsieht. Dies ist der Zweck von Absatz 2 dieses Artikels, der die Bedingungen für den Online-Zugriff festschreibt: Die Anstalt darf nur auf Personendaten zugreifen, die sie für die Erfüllung der ihr durch das Gesetz zugewiesenen Aufgaben benötigt, wie die Namen und Adressen der Tierhalterinnen und -halter und den Tierbestand. Die Einzelheiten des Online-Zugriffs werden vom Staatsrat in einem Reglement festgelegt.

Absatz 3 regelt das Vorgehen für den Fall, dass sich eine Tierhalterin oder ein Tierhalter der Zählung widersetzt: Die Zählung wird von Amtes wegen auf ihre bzw. seine Kosten durchgeführt.

Absatz 4 regelt den Fall der Tierhalterinnen und -halter, für die die Versicherungspflicht erst nach dem Datum der jährlichen Erhebung wirksam wird. Es ist nur logisch, wenn sich diese unverzüglich bei der Anstalt melden müssen.

##### **Art. 25 Versicherungsperiode**

Wie diese Bestimmung vorsieht, beträgt die Versicherungsperiode ein Jahr. Der Staatsrat wird zudem beauftragt, den Beginn und das Ende der Versicherungsperiode festzulegen. Er kann also z.B. den Beginn der Versicherungsperiode auf den Stichtag der landwirtschaftlichen Erhebungen legen.

#### **5. Prämien**

##### **Art. 26 Allgemeines**

Absatz 1 enthält den Grundsatz, wonach die Halterinnen und Halter der versicherungspflichtigen Tiere der Anstalt eine Prämie zahlen müssen, die grundsätzlich auf dem bei der Zählung ermittelten Bestand beruht (Abs. 1). Die

Verwendung des Ausdrucks «grundsätzlich» erlaubt eine angemessene Lösung für bestimmte Tierarten. So kann das Ausführungsreglement für Fische aus Fischzuchten, die sich nur schwer einzeln zählen lassen, beispielsweise vorsehen, dass sich die Prämien nach der im Vorjahr produzierten Fischmenge oder nach dem Fassungsvermögen der Becken richten.

Absatz 2 sieht vor, dass die Prämie der Tierhalterinnen und -halter, deren Versicherungspflicht erst nach Beginn der Versicherungsperiode wirksam wird, im Verhältnis zur verbleibenden Periode berechnet wird.

Absatz 3 sieht vor, dass Halterinnen und Halter, die sich entgegen der Versicherungspflicht nicht bei der Anstalt versichert haben, dieser die Prämien schulden, die sie während fünf Jahren vor der Entdeckung der Widerhandlung hätten zahlen müssen.

Laut Absatz 4 zahlen die lokalen Kassen, die bei der Anstalt gegen das Risiko von ungeniessbarem Fleisch versichert sind, eine Prämie, die sich nach der Zahl der von ihnen versicherten Tiere richtet. Diese Zahl entspricht den bei der Zählung (Art. 24 GE) ermittelten Daten.

Die Absätze 5 und 6 enthalten zwei Grundsätze, an die sich der Staatsrat bei der Festsetzung der Prämien halten muss. Zunächst einmal müssen die einzelnen Risiken angemessen berücksichtigt werden. Die Risiken müssen also aufgrund der spezifischen Gefahren, insbesondere der Tierseuchen, welche die verschiedenen versicherten Gattungen bedrohen, und des Alters der Tiere, abgeschätzt werden. Auf dieser Grundlage können einige Tierkategorien definiert und Prämien für die einzelnen Kategorien erhoben werden. Zweitens muss bei der Festsetzung der verschiedenen Prämien die finanzielle Situation der Anstalt berücksichtigt werden. Dabei spielen die Schadensfälle der Vorjahre und der Stand der Reserven der Anstalt natürlich eine grosse Rolle. In Bezug auf die den lokalen Kassen angebotene Rückversicherung bedeutet dieser Grundsatz, dass der Betrag der Prämie langfristig eine selbstfinanzierte Leistung ermöglichen sollte. Da die hier erwähnten Parameter ändern können, zum Teil sogar rasch, überprüft der Staatsrat die Prämien jedes Jahr.

##### **Art. 27 Für die Viehhändlerinnen und -händler**

Diese aus dem geltenden Gesetz übernommene Bestimmung führt eine Spezialnorm ein, die der besonderen Tätigkeit der Viehhändlerinnen und -händler und den damit verbundenen Risiken Rechnung trägt. Die Viehhändlerinnen und -händler zahlen eine Prämie gemäss ihrem üblichen Viehbestand und eine andere Prämie gemäss ihrem durchschnittlichen jährlichen Tierhandel.

##### **Art. 28 Für die Bienenthalerinnen und -halter**

Diese ebenfalls aus dem geltenden Gesetz übernommene Bestimmung sieht vor, dass die Prämie für jedes Bienenvolk geschuldet wird.

#### **6. Versicherungsleistungen**

##### **Art. 29 Entschädigungsanspruch**

Artikel 29 umfasst die Bedingungen, die erfüllt sein müssen, damit ein Entschädigungsanspruch besteht.

Gemäss Absatz 1 haben die Tierhalterinnen und -halter im Schadensfall Anspruch auf Entschädigung für jedes versicherte Tier bzw. Bienenvolk. Dies bedeutet, dass Personen, die ihre Tiere entgegen ihrer Verpflichtung nach Artikel 7 nicht bei der Anstalt versichern, keinen Anspruch auf eine Entschädigung haben. Nicht massgebend ist dagegen der Ort, an dem sich der Schaden ereignet. Sobald die Halterinnen oder Halter ihre Tiere versichert haben, weil sie unter Artikel 7 fallen, haben sie

Anspruch auf eine Entschädigung, selbst wenn sich der Schaden ausserhalb des Kantons oder sogar im Ausland ereignet hat. Dies ist beispielsweise der Fall, wenn ein ausserhalb des Kantons gesömmertes Rind vom Blitz getroffen wird.

Absatz 2 umfasst die zwei Bedingungen, welche die Halterinnen und Halter nach dem Eintritt des Schadens erfüllen müssen, damit sie den Entschädigungsanspruch nicht verwirken: Der Schaden muss der Anstalt, bei Bienen der Bieneninspektorin oder dem Bieneninspektor, unverzüglich gemeldet werden (Bst. a), und die Schadensursache muss von einer Tierärztin oder einem Tierarzt, bei Bienen von der Bieneninspektorin oder vom Bieneninspektor, festgestellt werden (Bst. b).

### **Art. 30 Verlust oder Kürzung des Entschädigungsanspruchs**

Gemäss Artikel 34 TSG werden Entschädigungen nicht geleistet oder bei leichterem Verschulden herabgesetzt, wenn eine geschädigte Person die Seuche mitverschuldet, dieselbe nicht oder zu spät gemeldet oder sonstwie die seuchenpolizeilichen Vorschriften und Anordnungen nicht in allen Teilen befolgt hat.

Artikel 30 ergänzt diese Bundesbestimmung mit einer Reihe von weiteren Fällen, die einen Verlust des Entschädigungsanspruchs nach sich ziehen (Abs. 1) oder bei leichtem Verschulden zu einer Kürzung der Entschädigung führen (Abs. 2).

Buchstabe a betrifft den Fall, dass sich die Halterin oder der Halter betrügerischer Handlungen schuldig gemacht hat. Hier geht es um alle Handlungen, mit denen eine Person sich eine ungerechtfertigte Bereicherung verschaffen will, indem sie versucht, den Versicherer zu täuschen und ihn dazu zu bringen, eine Leistung auszuführen, die in Wirklichkeit gar nicht geschuldet ist. Dies ist z.B. der Fall, wenn die Halterin oder der Halter den Tod eines Tieres wissentlich herbeiführt oder den Tierarzt hinsichtlich der wahren Schadensursachen täuscht.

Buchstabe b regelt den Fall, dass die Halterin oder der Halter ihre bzw. seine Tiere von einer Person behandeln liess, die nicht zur Ausübung des tierärztlichen Berufs befugt ist, und die Behandlung zum Verlust des Tieres führt, wobei diese Bedingungen kumulativ sind. Dabei muss es sich nicht unbedingt um eine Drittperson handeln. Die Bestimmung gilt also auch, wenn der Halter selbst eine Behandlung vornimmt, zu der er nicht befugt ist.

Buchstabe c betrifft den Fall, dass die Halterin oder der Halter durch Übertretung der seuchenpolizeilichen Bestimmungen eine Krankheit eingeschleppt hat.

Buchstabe d bezieht sich auf den Fall, dass die Halterin oder der Halter die Prämie nicht fristgerecht bezahlt hat. Die Ausführungsbestimmungen können wenn nötig präzisieren, ab wann eine Halterin oder ein Halter als säumig angesehen wird und ob eine oder mehrere Mahnungen verschickt werden.

Der in Absatz 2 verwendete unbestimmte Rechtsbegriff des leichten Verschuldens gibt der Behörde einen grossen Ermessensspielraum für den Entscheid, ob in einem konkreten Fall leichtes oder grobes Verschulden vorliegt. Die Behörde kann sich nach den Grundsätzen richten, die diesbezüglich im Versicherungs- und im Haftpflichtrecht entwickelt wurden.

### **Art. 31 Schätzungswert**

Die Festsetzung des Schätzungswerts erfolgt vor der Festsetzung der Entschädigung, die der Halterin oder dem Halter definitiv ausgezahlt wird. Für die Schätzung sind die Schätzungsexpertinnen und -experten, bei Bie-

nen die Bieneninspektorinnen und -inspektoren zuständig (vgl. Art. 17 GE).

Der Schätzungswert ist ein objektiver Wert, da er die Tatsachen nicht berücksichtigt, die der Halterin oder dem Halter anzurechnen sind und gegebenenfalls zu einer Kürzung oder sogar zum Verlust des Entschädigungsanspruchs nach Artikel 30 GE führen. Der Schätzungswert beruht einzig auf der Untersuchung der Tiere, für die eine Entschädigung gefordert wird. Laut Absatz 1 wird der Schätzungswert gemäss den Kriterien des Bundes und der Anstalt festgesetzt. Der Bund erlässt in Anwendung des Bundesrechts Richtlinien für die Schätzung der Tiere. Die Anstalt wird also die objektiven Kriterien und die Schätzungsmethode genau festlegen müssen, was sie bereits mit den bisherigen Einschätzungstabellen getan hat.

Nach Absatz 2 setzt der Staatsrat jedes Jahr die Höchstansätze des Schätzungswerts fest. Wie bereits aus dem Namen hervorgeht, handelt es sich dabei um Höchstwerte, die gestützt auf die Höchstbeträge des Bundes beschlossen werden müssen (vgl. Art. 36 Abs. 1 TSG).

### **Art. 32 Entschädigung a) Grundsatz**

Wenn der Verwalter über den von den Schätzungsexpertinnen oder -experten ermittelten Schätzungswert verfügt, kann er die Höhe der Entschädigung durch eine Verwaltungsverfügung festsetzen (Art. 16 Abs. 2 Bst. d GE). Artikel 32 umfasst den Grundsatz, wonach die Entschädigung 90 % des Schätzungswerts beträgt. Aus den in Ziffer 4.2.2 ausgeführten Gründen gibt es im Gegensatz zum geltenden Recht keine nach den verschiedenen versicherten Tiergattungen abgestuften Sätze mehr.

Es versteht sich von selbst, dass der Satz von 90 % nur zur Anwendung kommt, wenn der Entschädigungsanspruch anerkannt ist (Art. 29 GE), wenn kein Kürzungsgrund im Sinne von Artikel 30 GE vorliegt und wenn die Spezialbestimmungen von Artikel 33 ff. GE nicht anwendbar sind.

### **Art. 33 b) Bei Unterversicherung**

Artikel 33 richtet sich nach Artikel 69 des Bundesgesetzes vom 2. April 1908 über den Versicherungsvertrag (VVG; SR 221.229.1).

Gemäss Absatz 1 übernimmt die Anstalt den Schaden nur bis zur Zahl der versicherten Tiere oder Bienenvölker. Die Haftung der Anstalt beschränkt sich also auf die Versicherungssumme, die laut Artikel 31 und 32 GE 90 % der Höchstschätzung aller versicherten Tiere und Bienenvölker entspricht. Es ist darauf hinzuweisen, dass die Tierzahl je nach Gattung mit der Stückzahl oder dem Gesamtgewicht der Tiere angegeben werden kann.

Absatz 2 definiert die Fälle, in denen eine Unterversicherung besteht: Eine Unterversicherung liegt vor, wenn die Zahl der versicherten Tiere oder Bienenvölker niedriger ist als die Zahl der beim Eintritt des Schadens gehaltenen Tiere oder Bienenvölker. Dies hat zur Folge, dass die Entschädigung entsprechend gekürzt wird.

### **Art. 34 c) Bei Mehrfachversicherung**

Artikel 34 übernimmt Artikel 15 VVG. Eine Mehrfachversicherung liegt vor, wenn ein Tier bei mehr als einer Versicherung gegen dasselbe Risiko und für dieselbe Zeitspanne versichert ist. Für diesen Fall sieht der Gesetzesentwurf eine Subsidiaritätsklausel zugunsten der Anstalt vor. Die Anstalt leistet nur eine Entschädigung, wenn der Schaden nicht schon durch eine andere Versicherung gedeckt ist, und nur bis zur Höhe des versicherten Schadenwerts.

#### **Art. 35 d) Verwertung**

Diese Bestimmung übernimmt den geltenden Artikel 46 ViVG. Da die Anstalt einen Verlust entschädigt, ist es sinnvoll, wenn sie die zu schlachtenden Tiere verwerten und über den allfälligen Verwertungserlös verfügen kann. Wenn der Erlös höher ist als die von der Anstalt ausgerichtete Entschädigung, muss die Differenz natürlich der Halterin oder dem Halter überwiesen werden.

Bei der Verwertung steht es der Anstalt insbesondere frei, die verwertbaren Teile des geschlachteten Tieres der Halterin oder dem Halter zu übergeben und den Wert von der Entschädigung abzuziehen.

#### **Art. 36 e) Übergang von Rechtsansprüchen**

Diese Bestimmung sieht den Übergang der Rechtsansprüche an die Anstalt vor, wenn diese eine Halterin oder einen Halter entschädigt, die bzw. der Ansprüche gegenüber Dritten infolge schuldhaften Handelns hat.

Der Verweis auf das VVG betrifft den Rückgriff des Versicherers in der Schadensversicherung (Art. 72 VVG), der gegebenenfalls als ergänzendes öffentliches Recht anwendbar ist.

#### **Art. 37 f) Rückerstattung ungerechtfertigter Entschädigungsleistungen**

Die Rückerstattung ungerechtfertigter Entschädigungsleistungen stellt einen Anwendungsfall der Bestimmungen des Obligationenrechts über die ungerechtfertigte Bereicherung (Art. 62 ff. OR) dar und unterliegt denselben Vorschriften, die auch als ergänzendes Recht vorgesehen werden können.

Die Bestimmung unterscheidet sich aber wie bereits Artikel 47 ViVG insofern vom Obligationenrecht, als sie eine Verwirkungsfrist anstelle einer Verjährungsfrist vorsieht, da es sich um öffentlich-rechtliche Ansprüche handelt. Die Frist von fünf Jahren seit dem Datum der Zahlung entspricht der bei anderen öffentlichen Versicherungen oder staatlichen Beiträgen üblichen Praxis.

#### **Art. 38 Pauschalentschädigung bei Rückversicherung**

Dieser Artikel ist neu. Er regelt die Entschädigungen, welche die Anstalt als Versicherungsleistung den lokalen Kassen ausrichtet, die bei ihr rückversichert sind. Diese Regelung löst das bisherige System der Vergütungen ab. Wie Absatz 1 festhält, betrifft diese Entschädigung genau wie die Rückversicherung nur die Tiere der Rindergattung. Die Entschädigung wird zudem nur ausbezahlt, wenn das Fleisch offiziell für ungeniessbar erklärt wurde. Sie wird in der Form einer Pauschalentschädigung pro Tier geleistet.

Absatz 2 enthält eine Kompetenzdelegation an die Anstalt. Diese ist für die Festsetzung der Pauschalentschädigung nach Tierkategorien zuständig. Als Rahmen der Kompetenzdelegation wird präzisiert, dass die Entschädigung der Rückversicherung nicht mehr als ein Drittel der Entschädigung betragen darf, welche die lokale Kasse der Halterin oder dem Halter ausrichtet. Da der Bereich der Rückversicherung selbstfinanziert sein muss und eine ausgeglichene Rechnung aufweisen muss, muss die Anstalt die Entschädigung auf die von den lokalen Kassen erhobenen Prämien abstimmen.

Absatz 3 umfasst einen Verweis auf Artikel 37 GE in Bezug auf die Verwirkungsfrist für die Rückerstattung ungerechtfertigter Pauschalentschädigungen.

### **4. KAPITEL: Lokale Rinderversicherungskassen**

#### **Art. 39 Stellung**

Die Stellung der lokalen Rinderversicherungskassen wird durch einen Verweis auf das alte Recht geregelt. Die

Kassen sind öffentlich-rechtliche Körperschaften, welche die Rechtspersönlichkeit unter dem alten Recht erlangt haben. Dies bedeutet, dass die Kassen, die ihre Tätigkeit im Rahmen der fakultativen Versicherung auf lokaler Ebene weiterführen, den öffentlich-rechtlichen Status behalten. Die bestehenden Kassen können zwar miteinander fusionieren oder aufgelöst werden und sind nicht mehr an die bisherigen Tätigkeitsgebiete gebunden, doch können keine neuen öffentlich-rechtlichen Kassen mehr gegründet werden. Damit soll sichergestellt werden, dass die lokalen Kassen langfristig gross genug sind, so dass sie über die gesetzlichen Organe verfügen und in der Lage sind, ihren Verpflichtungen nachzukommen. Die lokalen Kassen sind wie die Anstalt weiterhin nicht steuerpflichtig.

#### **Art. 40 Grundsatz der Gegenseitigkeit**

Diese Bestimmung über die Versicherung, die die lokalen Kassen gestützt auf den Grundsatz der Gegenseitigkeit anbieten können, wurde aus Artikel 52 Abs. 3 ViVG übernommen.

#### **Art. 41 Statuten**

Absatz 1 verpflichtet die Kassen, Statuten zu erlassen. Die Statuten sind ein klassisches Rechtsdokument der Körperschaften. Sie regeln einerseits die Organisation der Kasse und andererseits die Beziehungen zwischen der Kasse und ihren Mitgliedern sowie zwischen der Kasse und Dritten. Die Kassen, die ihre Tätigkeit weiterführen, müssen ihre Statuten an das System der fakultativen Versicherung anpassen. Dazu werden die kantonalen Dienststellen den lokalen Kassen neue Musterstatuten zur Verfügung stellen.

Mit der fakultativen Versicherung erhalten die lokalen Kassen mehr Autonomie. Da der Staat ihnen einen öffentlich-rechtlichen Status zuerkennt, ist es gerechtfertigt, dass sie gewisse Mindestvorschriften erfüllen müssen. In Absatz 2 werden deshalb die Bereiche aufgeführt, welche die Statuten der lokalen Kassen zwingend regeln müssen. Es steht ihnen frei, weitere Fragen zu regeln.

Die Statuten müssen unter anderem Kriterien für die Aufnahme und den Ausschluss von Mitgliedern vorsehen. Diese Bestimmung bestätigt den Grundsatz, wonach es den Kassen freisteht, neue Mitglieder aufzunehmen oder abzuweisen. Ihre Beschlüsse müssen allerdings auf objektiven Kriterien beruhen, die in den Statuten aufgeführt sind. Die Aufnahme eines neuen Mitglieds darf also nicht nur vom guten Willen der Organe der Kasse abhängen.

Als Aufnahmekriterium können die Statuten beispielsweise vorsehen, dass die neuen Mitglieder eine Aufnahmegebühr bezahlen, ihre Tiere einer Gesundheitsprüfung unterziehen oder sich bisher an die Gesetzgebung über die Tierhaltung gehalten haben. Als Ausschlusskriterien könnten die Statuten die Nichtbezahlung der Beiträge, andere Verstösse gegen die Statuten oder die schlechte Behandlung der Tiere festhalten.

Gemäss Absatz 3 sind die Statuten der lokalen Kassen und ihre Änderungen erst verbindlich, wenn sie von der Direktion genehmigt wurden. Die Prüfung durch die Direktion bezieht sich auf die Übereinstimmung der Statuten mit der Rechtsordnung.

#### **Art. 42 Organisation**

Dieser Artikel betrifft die Organisation der lokalen Kassen und nennt ihre Organe. Er lässt den lokalen Kassen einen grossen Handlungsspielraum bei der Organisation und Verwaltung. Die Bestimmung entspricht bis auf einen Punkt Artikel 59 ViVG: Damit die lokalen Kassen



über mehr Autonomie verfügen, ist der vom Staat ernannte Viehinspektor nicht mehr von Amtes wegen Sekretär-Kassier der Kasse.

#### **Art. 43 Unterbreitung der Rechnung**

Diese Bestimmung ergibt sich aus dem öffentlich-rechtlichen Status und der Steuerfreiheit. Sie gewährt dem Staat – durch die Anstalt – ein Einsichtsrecht in Bezug auf die Tätigkeit der lokalen Kassen. Sie ermöglicht es ihm insbesondere, die Entwicklung der Versicherung auf lokaler Ebene und vor allem die finanzielle Gesundheit der Kassen zu analysieren.

#### **Art. 44 Haftung**

Diese Bestimmung sieht vor, dass das Geschäftsvermögen für die Verbindlichkeiten der lokalen Kassen haftet. Die Schuldenhaftung der Mitglieder ist ausgeschlossen, sofern die Statuten nicht ausdrücklich das Gegenteil festhalten.

#### **Art. 45 Mitgliedschaft**

##### **a) Beginn**

Absatz 1 ergibt sich aus der Aufhebung der Tätigkeitskreise, auf die die lokalen Kassen heute beschränkt sind. Die Aufnahmekriterien sind wie bereits erwähnt in den Statuten geregelt. Es obliegt der entsprechenden Kasse, gestützt auf ihre Kriterien über die Beitrittsgesuche zu entscheiden. Die Statuten müssen festhalten, ob die Generalversammlung oder der Vorstand über die Gesuche entscheidet.

Absatz 2 betrifft den Fall, dass ein Versicherungsnehmer an zwei oder mehr Orten Tiere hält oder dass Tiere in einer Betriebsgemeinschaft gehalten werden. Diese Bestimmung enthält den Grundsatz der Einheit der Versicherung, um die administrative Bewältigung der Dossiers und die Überprüfungen im Schadensfall zu erleichtern.

##### **Art. 46 b) Ende**

Diese Bestimmung ergibt sich infolge der Aufhebung der Versicherungspflicht auf lokaler Ebene.

Das Ende und die Kündigungsfrist sollen es den lokalen Kassen ermöglichen, die eingegangenen Kündigungen zu bewältigen, die Beiträge für das nächste Jahr festzusetzen und im Falle von massiven Austritten die Auflösung und Liquidation der Kasse zu beschliessen.

Nach Absatz 3 verliert die Tierhalterin oder der Tierhalter mit dem Verlust der Mitgliedschaft logischerweise jeden Anspruch auf das Geschäftsvermögen. Andernfalls wäre die finanzielle Stabilität der Kassen gefährdet. Diese Bestimmung entspricht Artikel 63 Abs. 3 ViVG.

##### **Art. 47 Versicherungsbeginn und -periode**

Gemäss dieser Bestimmung legen die Statuten den Versicherungsbeginn und die Versicherungsperiode fest. Sie können also die übliche Versicherungsperiode vom 1. Januar bis 31. Dezember oder beispielsweise eine Versicherungsperiode vom 1. April bis 31. März vorsehen.

##### **Art. 48 Verkauf eines Tieres**

Wenn beim Handel mit Vieh die schriftliche Zusicherung keine Fristbestimmung enthält und es sich nicht um eine Gewährleistung für Trächtigkeit handelt, haftet der Verkäufer dem Käufer nach Artikel 202 Abs. 1 OR nur, wenn der Mangel innert neun Tagen entdeckt und angezeigt wird. Mit Artikel 48 GE ist das Tier während der Gewährleistungspflicht gemäss vorgenannter Bestimmung gedeckt. In der Praxis ist es nicht immer einfach festzustellen, welche lokale Kasse den Schaden übernehmen muss, wenn dieser während der gesetzlichen Gewährleistungspflicht eintritt. Wenn der Schaden auf einen versteckten Mangel

zurückzuführen ist, muss die Kasse des Verkäufers die entsprechende Entschädigung leisten. Wenn der Schaden dagegen durch einen Unfall verursacht wurde, muss ihn die Kasse des Käufers entschädigen.

##### **Art. 49 Mitgliederbeiträge**

Diese Bestimmung regelt die Beiträge der Mitglieder. Die Höhe der Beiträge wird von der Generalversammlung gemäss den in den Statuten festgelegten Kriterien festgesetzt. Die Statuten können beispielsweise verschiedene Beitragskategorien vorsehen, etwa je nach Alter der Tiere.

##### **Art. 50 Versicherungsleistungen**

###### **a) Entschädigungsanspruch**

Diese Bestimmung wurde aus Artikel 69 ViVG übernommen. Sie regelt die Bedingungen für das Entstehen des Entschädigungsanspruchs und die Pflichten der Halterin oder des Halters.

Der Ort, wo der Schaden eintritt, hat keinen Einfluss auf den Entschädigungsanspruch.

###### **Art. 51 b) Verlust oder Kürzung des**

###### **Entschädigungsanspruchs**

Diese Bestimmung wurde von Artikel 70 ViVG übernommen.

Ein Halter verwirkt jeden Anspruch auf Entschädigung, wenn er in der betrügerischen Absicht, eine höhere Entschädigung zu erhalten, als ihm zusteht, ein Tier für einen über dem tatsächlichen Wert liegenden Wert gegen dasselbe Risiko versichert. Ausserdem kann eine Halterin den Tod eines Tieres selbst herbeiführen oder gegen das Gesetz, z.B. die Gesetzgebung über den Viehhandel, verstossen. Auch in diesem Fall verwirkt die Halterin oder der Halter jeden Anspruch auf Entschädigung.

Bei leichtem Verschulden kann die Entschädigung herabgesetzt werden (Abs. 2). Dank dieser Bestimmung verfügen die lokalen Kassen über einen grossen Ermessensspielraum. Im Übrigen ist der Kommentar zu Artikel 30 GE in Bezug auf das leichte Verschulden hier ebenfalls gültig.

###### **Art. 52 c) Entschädigung**

###### **aa) Grundsatz**

Dieser Artikel wurde von Artikel 71 ViVG übernommen. Die lokalen Kassen setzen die Kriterien für die Berechnung der Entschädigung in den Statuten fest. Abgesehen von der zwingenden Vorschrift, eine Entschädigung von mindestens 60 % vorzusehen, wenn das Fleisch offiziell für ungeniessbar erklärt wird, sind sie dabei weitgehend autonom.

###### **Art. 53 bb) Bei Unterversicherung und**

###### **Mehrfachversicherung**

Dieser Artikel enthält einen Verweis auf die Artikel 33 und 34 GE, die sinngemäss auf die lokalen Kassen anwendbar sind. Daher wird hier auf den Kommentar zu diesen beiden Artikeln verwiesen.

###### **Art. 54 cc) Übergang von Rechtsansprüchen**

Diese Bestimmung entspricht Artikel 36 GE, der auf die Anstalt anwendbar ist. Deshalb wird hier auf den Kommentar zu diesem Artikel verwiesen.

###### **Art. 55 d) Rückerstattung ungerechtfertigter**

###### **Entschädigungsleistungen**

Diese Bestimmung ist das Pendant zu Artikel 37 GE. Daher wird hier auf den entsprechenden Kommentar verwiesen.

###### **Art. 56 Zusammenschluss lokaler Kassen**

Dieser Artikel legt fest, welches Organ zuständig ist, um einen Zusammenschluss von lokalen Kassen zu

beschliessen. Ein solcher Entscheid muss aufgrund seiner Tragweite mit dem absoluten Mehr aller Versicherten der Kasse und nicht nur mit dem absoluten Mehr der an der Generalversammlung anwesenden Versicherten gefällt werden.

Daneben präzisiert dieser Artikel, was mit dem Vermögen der fusionierten lokalen Kassen geschieht.

Im Übrigen können die lokalen Kassen die Fusionsmodalitäten frei festlegen.

Abgesehen von der Tatsache, dass keine Bewilligung des Staats mehr erforderlich ist, entspricht dieser Artikel übrigens Artikel 75 ViVG.

#### **Art. 57 Auflösung einer lokalen Kasse** **a) Gründe**

Die Gründe, die zur Auflösung einer lokalen Kasse führen, wurden aus dem geltenden Artikel 76 ViVG übernommen.

Die Aufhebung der Versicherungspflicht auf lokaler Ebene hat zur Folge, dass der Entwurf keine Bestimmung mehr enthält, wonach sich die Mitglieder einer aufgelösten Kasse einer anderen Kasse anschliessen müssen.

#### **Art. 58 b) Aufteilung des Geschäftsvermögens**

Bei der Liquidation der aufgelösten lokalen Kasse wird das Geschäftsvermögen zuerst dazu verwendet, die Gläubiger der Kasse zu befriedigen (Abs. 1). Der Rest wird anschliessend nach einem in den Statuten festgesetzten Schlüssel unter den Mitgliedern aufgeteilt. Die Statuten können einen Verteilungsschlüssel auf der Grundlage der Versicherungsdauer oder der Zahl der versicherten Tiere oder auch eine Mischlösung vorsehen. Der ausgerichtete Betrag kann gegebenenfalls zur Bezahlung der Aufnahmegebühr einer anderen Kasse verwendet werden.

Der Entwurf sieht wie schon Artikel 78 ViVG vor, dass die ehemaligen Mitglieder keinerlei Anspruch auf das Geschäftsvermögen der aufgelösten lokalen Kasse haben.

### **5. KAPITEL: Rechtsmittel**

#### **Art. 59 Grundsatz**

Diese Bestimmung wurde von Artikel 82 ViVG übernommen.

Sie regelt die Rechtsmittel unter Verweis auf das Gesetz vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG; SGF 150.1). Die in Anwendung des Gesetzes erlassenen Entscheide können grundsätzlich mit Beschwerde angefochten werden. Unter «Entscheid» sind die Entscheide zu verstehen, die der Definition von Artikel 4 VRG entsprechen.

Beschwerdeinstanz ist grundsätzlich das Verwaltungsgericht, ob sich die Beschwerde nun gegen eine Verfügung der Anstalt (Art. 114 Abs. 1 Bst. b VRG) oder einer lokalen Kasse (Art. 114 Abs. 1 Bst. d VRG) richtet. Absatz 1 behält jedoch die vorgängigen Rechtsmittel nach Artikel 60 und 61 des Gesetzesentwurfs vor.

Absatz 2 betrifft den besonderen Fall der Rückerstattung ungerechtfertigter Entschädigungsleistungen.

#### **Art. 60 Entscheide der Anstalt**

Dieser Artikel führt für zwei Arten von Entscheiden der Anstalt, die in der Praxis am häufigsten vorkommen, die vorgängige Einsprache ein: für die Prämienabrechnungen (Abs. 1) und die Entschädigungsverfügungen (Abs. 2). Die Prämienabrechnungen werden unter der Verantwortung des Verwalters der Anstalt erstellt und können innert zehn Tagen bei ihr angefochten werden. Auf diese Weise können Fehler, die beispielsweise auf einen falschen Tierbestand zurückzuführen sind, in einem einfachen,

schnellen und kostenlosen Verfahren (vgl. Art. 103 und 134 VRG) korrigiert werden.

Die Entschädigungsverfügungen werden vom Verwalter erlassen (Art. 16 Abs. 2 Bst. d GE) und können ebenfalls innert zehn Tagen an die Verwaltungskommission weitergezogen werden (Art. 15 Bst. d GE). Auch hier können mit einer Einsprache Verfügungen, die z.B. infolge mangelnder Kenntnis der Tatsachen fehlerhaft sind, einfach korrigiert werden.

Die Einspracheentscheide können schliesslich auf dem ordentlichen Beschwerdeweg beim Verwaltungsgericht angefochten werden.

#### **Art. 61 Entscheide der lokalen Kassen**

Absatz 1 sieht vor, dass die Entscheide der lokalen Kassen mit Beschwerde an die Direktion angefochten werden können, bevor die Beschwerde an das Verwaltungsgericht weitergezogen wird, um die Zahl der direkten Beschwerden an das Verwaltungsgericht möglichst gering zu halten. Dabei handelt es sich um ein ordentliches Verwaltungsbeschwerdeverfahren.

Wie dies auch für die Anstalt vorgesehen ist und aus denselben Gründen, können die Beitragsabrechnungen und die Entscheide über die Entschädigungsleistungen der lokalen Kassen mit einer Einsprache an den Vorstand angefochten werden.

### **6. KAPITEL: Strafbestimmungen**

#### **Art. 62 Übertretungen**

Die in diesem Artikel verankerte Strafbestimmung soll dafür sorgen, dass die Tierhalterinnen und -halter sich an das Gesetz halten. Sie führt eine Übertretung des kantonalen Verwaltungsrechts ein. Der Höchstbetrag der Busse entspricht dem Betrag von Artikel 90 ViVG.

Diese Bestimmung behält die Anwendung des Strafgesetzbuchs und der Spezialgesetze, insbesondere des Einführungsgesetzes vom 9. Mai 1974 zum Strafgesetzbuch (SGF 31.1), vor.

#### **Art. 63 Verfahren**

Dieser Artikel verweist für die Verfolgung und Beurteilung der Widerhandlungen gegen dieses Gesetz auf die Strafprozessordnung.

### **7. KAPITEL: Übergangs- und Schlussbestimmungen**

#### **1. Übergangsrecht**

#### **Art. 64 Lokale Kassen**

##### **a) Entscheid über die Weiterführung**

Dieser Artikel regelt das Verfahren, nach dem sich die lokalen Kassen beim Übergang von der obligatorischen zur fakultativen Regelung richten müssen (vgl. Ziff. 4.2.3).

Die sechsmonatige Frist von Absatz 1 ist eine Ordnungsfrist. Es steht den Kassen natürlich frei, sich früher zu entscheiden.

Der in Absatz 2 aufgeführte Termin soll die Durchführung der Liquidationshandlungen ermöglichen und es den Halterinnen und Haltern, die sich lokal versichern möchten, erlauben, die notwendigen Kontakte mit einer anderen lokalen Kasse zu knüpfen. Die Generalversammlung entscheidet darüber, wie das Geschäftsvermögen aufgeteilt wird. In diesem Geschäftsjahr muss die Generalversammlung Artikel 58 Abs. 3 GE nicht unbedingt anwenden.

Die Absätze 3 und 4 präzisieren, welches Recht anwendbar ist, bis der Auflösungsbeschluss wirksam wird.

Es ist zu beachten, dass die lokalen Kassen, die ihre Tätigkeit weiterführen wollen, gleichzeitig die Fusion

mit einer anderen Kasse gemäss Artikel 56 GE beschliessen können.

**Art. 65 b) Änderung der Statuten**

Diese Bestimmung betrifft die lokalen Kassen, die ihre Tätigkeit weiterführen.

**Art. 66 Mitglieder**

Dieser Artikel enthält für die Übergangsphase eine Bestimmung, die von Artikel 46 GE abweicht. Die Gründe dafür werden unter Ziffer 4.2.3 erläutert.

**2. Schlussbestimmungen**

**Art. 67 Aufhebung bisherigen Rechts**

Mit diesem Artikel wird das Gesetz aufgehoben, das der Gesetzesentwurf ablösen soll.

**Art. 68 Änderung bisherigen Rechts**

Hier geht es in erster Linie darum, den veralteten Begriff «Viehversicherung» im Ausführungsgesetz vom 22. Mai 1997 zur Bundesgesetzgebung über die Entsorgung tierischer Abfälle zu ersetzen.

Des Weiteren muss eine Ungenauigkeit dieses Gesetzes korrigiert werden. Der finanzielle Beitrag der Halterinnen und Halter zugunsten der Entsorgung der tierischen Abfälle wird zu Unrecht als finanzielle Beteiligung bezeichnet. Es handelt sich vielmehr um eine Entsorgungsgebühr. Diese Gebühr wird jedes Jahr gestützt auf die Zahl der gehaltenen Tiere, aber unabhängig von der Menge der tierischen Abfälle erhoben, welche die Halterin oder der Halter tatsächlich abgeliefert.

Wir beantragen Ihnen die Annahme des Gesetzesentwurfs über die Nutztiersversicherung.

\_\_\_\_\_

**Loi**

*du*

**sur l'assurance des animaux de rente (LAAR)**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la loi fédérale du 1er juillet 1966 sur les épizooties (LFE) et son ordonnance du 27 juin 1995 (OFE);

Vu le message du Conseil d'Etat du 24 septembre 2002;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

**CHAPITRE PREMIER**  
**Dispositions générales**

**Art. 1** Objet

La présente loi a pour objet:

- a) de régir l'assurance obligatoire contre les pertes d'animaux de rente;
- b) de réglementer l'assurance facultative au niveau local;
- c) d'organiser l'Etablissement d'assurance des animaux de rente (ci-après: l'Etablissement) ainsi que les caisses locales d'assurance du bétail bovin (ci-après: les caisses locales).

**Art. 2** Champ d'application

<sup>1</sup> La présente loi s'applique aux animaux des espèces bovine, chevaline, porcine, ovine et caprine ainsi qu'aux abeilles, à la volaille et aux poissons élevés en pisciculture.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat peut étendre ce champ d'application à d'autres espèces d'animaux:

**Gesetz**

*vom*

**über die Nutztiersversicherung (NTVG)**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf das Tierseuchengesetz vom 1. Juli 1966 (TSG) und die Tierseuchenverordnung vom 27. Juni 1995 (TSV);

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 24. September 2002;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**1. KAPITEL**  
**Allgemeine Bestimmungen**

**Art. 1** Zweck

Dieses Gesetz hat den Zweck:

- a) die obligatorische Versicherung gegen den Verlust von Nutztieren zu regeln;
- b) die freiwillige Versicherung auf lokaler Ebene zu regeln;
- c) die Nutztiersversicherungsanstalt (die Anstalt) und die lokalen Rinderversicherungskassen (die lokalen Kassen) zu organisieren.

**Art. 2** Geltungsbereich

<sup>1</sup> Dieses Gesetz gilt für Tiere der Rinder-, Pferde-, Schweine-, Schaf- und Ziegengattung, für Bienen und Geflügel sowie für Fische aus Fischzuchten.

<sup>2</sup> Der Staatsrat kann den Geltungsbereich auf weitere Tiergattungen ausdehnen, wenn:

- a) si le nombre d'animaux détenus d'une espèce est suffisant, et
- b) s'il existe un risque élevé que l'Etat doive, en application de la législation fédérale, prendre en charge des frais de lutte ou servir des indemnités consécutivement à une épizootie dont serait affectée cette espèce.

### **Art. 3** Définitions

<sup>1</sup> On entend par épizooties les maladies animales transmissibles désignées comme telles par la législation fédérale.

<sup>2</sup> On entend par détenteur ou détentrice d'un animal, en principe, la personne qui en est propriétaire. Est aussi considérée comme détenteur ou détentrice la personne qui est chargée d'élever ou d'engraisser un animal. N'est en revanche pas considérée comme détenteur ou détentrice la personne qui s'est chargée d'un animal pour l'estivage uniquement.

### **Art. 4** Assureurs et assurances

<sup>1</sup> L'Etablissement assume l'assurance obligatoire.

<sup>2</sup> Les caisses locales peuvent offrir, pour les animaux de l'espèce bovine, une assurance facultative contre les risques qui ne sont pas assurés par l'Etablissement.

<sup>3</sup> Sont réservées les assurances offertes par les assureurs privés.

### **Art. 5** Réassurance auprès de l'Etablissement

Les caisses locales peuvent réassurer auprès de l'Etablissement tous les animaux de l'espèce bovine qu'elles assurent contre le risque de viande impropre à la consommation.

### **Art. 6** Assurance complémentaire

Les animaux des espèces énumérées à l'article 2 qui ont une valeur d'élevage supérieure à la valeur maximale assurée par l'Etablissement ou les caisses locales peuvent faire l'objet d'une assurance complémentaire auprès d'un assureur privé.

- a) genügend Tiere einer Gattung gehalten werden und
- b) die Gefahr gross ist, dass der Staat bei einer Tierseuche, die diese Gattung betrifft, in Anwendung der Bundesgesetzgebung die Bekämpfungskosten übernehmen oder Entschädigungen zahlen muss.

### **Art. 3** Begriffe

<sup>1</sup> Als Tierseuchen gelten die übertragbaren Tierkrankheiten, die in der Bundesgesetzgebung als solche bezeichnet werden.

<sup>2</sup> Als Tierhalterin oder Tierhalter gilt grundsätzlich die Eigentümerin oder der Eigentümer des Tieres. Wer mit der Aufzucht oder Mast eines Tieres beauftragt ist, gilt ebenfalls als Tierhalterin oder Tierhalter. Wer ein Tier nur zur Sömmerung übernimmt, gilt hingegen nicht als Tierhalterin oder Tierhalter.

### **Art. 4** Versicherer und Versicherungen

<sup>1</sup> Die Anstalt übernimmt die obligatorische Versicherung.

<sup>2</sup> Die lokalen Kassen können für die Tiere der Rindergattung eine freiwillige Versicherung für die von der Anstalt nicht gedeckten Risiken anbieten.

<sup>3</sup> Die von privaten Versicherern angebotenen Versicherungen bleiben vorbehalten.

### **Art. 5** Rückversicherung bei der Anstalt

Die lokalen Kassen können alle Tiere der Rindergattung, die sie gegen das Risiko von ungeniessbarem Fleisch versichern, bei der Anstalt rückversichern.

### **Art. 6** Zusatzversicherung

Für Tiere der Gattungen nach Artikel 2, deren Zuchtwert höher ist als der bei der Anstalt oder den lokalen Kassen versicherte Maximalwert, kann eine Zusatzversicherung bei einem privaten Versicherer abgeschlossen werden.

## CHAPITRE 2 Assurance obligatoire

### Art. 7 Obligation de s'assurer

Les détenteurs et détentrices d'animaux des espèces énumérées à l'article 2, entretenant ces animaux de manière permanente sur le territoire cantonal, sont tenus de les assurer auprès de l'Etablissement.

### Art. 8 Couverture de l'assurance obligatoire a) Risques assurés

<sup>1</sup> L'assurance obligatoire couvre, pour les animaux énumérés à l'article 2 et dans les limites déterminées par la législation fédérale:

- a) les pertes d'animaux consécutives aux épizooties et aux mesures de prévention et de lutte contre les épizooties;
- b) les frais résultant des mesures de lutte contre les épizooties, à condition que ces mesures aient été prescrites par l'organe compétent de la police des épizooties.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat peut étendre la couverture de l'assurance obligatoire à des cas pour lesquels une indemnisation ou une prise en charge des frais de lutte ne sont pas prescrites par la législation fédérale.

<sup>3</sup> Pour les animaux de l'espèce bovine, cette assurance couvre également le risque de mortalité consécutive à l'incendie, la foudre, l'avalanche, l'éboulement ou l'inondation.

### Art. 9 b) Frais pris en charge

<sup>1</sup> S'agissant des mesures de lutte contre les épizooties, l'Etablissement couvre notamment les frais:

- a) de diagnostic, de surveillance, de fourniture de médicaments, de vaccins et de produits de désinfection;
- b) de transport et d'élimination des cadavres d'animaux atteints par une épizootie.

<sup>2</sup> Dans les cas visés à l'article 8 al. 3, l'Etablissement couvre les frais:

- a) de constat, de vérification et d'abattage;
- b) d'enlèvement, de transport et d'élimination.

<sup>3</sup> Toutefois, l'Etablissement participe aux frais d'enlèvement et de transport des animaux pérus ou abattus à la suite de la foudre. Le Conseil d'Etat fixe le montant de l'indemnité qui est due à ce titre.

## 2. KAPITEL Obligatorische Versicherung

### Art. 7 Versicherungspflicht

Die Halterinnen und Halter sind verpflichtet, die ständig auf dem Kantonsgebiet gehaltenen Tiere der Gattungen nach Artikel 2 bei der Anstalt zu versichern.

### Art. 8 Deckung der obligatorischen Versicherung a) Versicherte Risiken

<sup>1</sup> Die obligatorische Versicherung für die Tiere nach Artikel 2 deckt im Rahmen der Bundesgesetzgebung:

- a) den Verlust von Tieren infolge von Tierseuchen und von Massnahmen zu deren Vorbeugung und Bekämpfung;
- b) die Kosten der Massnahmen zur Tierseuchenbekämpfung, sofern sie vom zuständigen seuchenpolizeilichen Organ angeordnet wurden.

<sup>2</sup> Der Staatsrat kann die Deckung der obligatorischen Versicherung auf Fälle ausdehnen, für die die Bundesgesetzgebung keine Entschädigung oder Übernahme der Bekämpfungskosten vorschreibt.

<sup>3</sup> Bei Tieren der Rindergattung deckt die obligatorische Versicherung zudem den Verlust infolge von Feuer, Blitzschlag, Lawine, Erdbeben und Überschwemmung.

### Art. 9 b) Versicherte Kosten

<sup>1</sup> Im Rahmen der Massnahmen zur Tierseuchenbekämpfung deckt die Anstalt insbesondere die Kosten für:

- a) die Diagnose und die Überwachung sowie die Abgabe von Medikamenten, Impfstoffen und Desinfektionsmitteln;
- b) den Transport und die Entsorgung der infolge einer Tierseuche umgestandenen Tiere.

<sup>2</sup> In den Fällen nach Artikel 8 Abs. 3 deckt die Anstalt die Kosten für:

- a) die Feststellung, die Kontrolle und die Schlachtung;
- b) die Entfernung, den Transport und die Entsorgung.

<sup>3</sup> Die Anstalt beteiligt sich jedoch nur in beschränkter Masse an den Kosten für die Entfernung und den Transport von Tieren der Rindergattung, die infolge eines Blitzschlags verenden oder geschlachtet werden. Der Staatsrat setzt die entsprechende Entschädigung fest.

**Art. 10** c) Dommages non assurés

Ne sont notamment pas couverts:

- a) le dommage résultant de la diminution de la valeur d'un animal vivant;
- b) le dommage économique résultant d'une mise sous séquestre ou d'une autre mesure ordonnée par l'organe compétent de la police des épizooties;
- c) les frais de traitement vétérinaires et de guérison engagés avant l'intervention de l'organe compétent de la police des épizooties;
- d) les frais résultant des travaux de désinfection.

**CHAPITRE 3**

**SANIMA, Etablissement d'assurance des animaux de rente**

*1. Statut et mission*

**Art. 11** Statut

<sup>1</sup> Sous le nom SANIMA, Etablissement d'assurance des animaux de rente, il existe un établissement public, doté de la personnalité juridique.

<sup>2</sup> Il est rattaché administrativement à la Direction en charge de l'assurance des animaux de rente (ci-après: la Direction).

<sup>3</sup> Il est exempt d'impôts.

**Art. 12** Mission

L'Etablissement est chargé:

- a) d'assurer les animaux des espèces mentionnées à l'article 2 selon le principe de la mutualité et conformément aux dispositions de la loi;
- b) de favoriser les mesures de prévention et de contribuer à la lutte contre les épizooties;
- c) d'offrir aux caisses locales une réassurance contre le risque de viande impropre à la consommation;
- d) d'exécuter les tâches qui lui sont confiées par la loi d'application de la législation fédérale sur l'élimination des déchets animaux.

**Art. 10** c) Nicht versicherte Schäden

Nicht gedeckt sind insbesondere:

- a) die Verminderung des Werts eines lebenden Tieres;
- b) der Schaden, der durch eine Sperre oder eine andere vom zuständigen seuchenpolizeilichen Organ angeordnete Massnahme verursacht wird;
- c) die vor der Intervention des zuständigen seuchenpolizeilichen Organs entstandenen tierärztlichen Behandlungs- und Heilungskosten;
- d) die Arbeitskosten für Desinfektionen.

**3. KAPITEL**

**SANIMA, Nutztierversicherungsanstalt**

*1. Stellung und Auftrag*

**Art. 11** Stellung

<sup>1</sup> Die Nutztierversicherungsanstalt SANIMA ist eine öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit.

<sup>2</sup> Sie ist administrativ der Direktion zugewiesen, die für die Nutztierversicherung zuständig ist (die Direktion).

<sup>3</sup> Sie ist nicht steuerpflichtig.

**Art. 12** Auftrag

Die Anstalt ist beauftragt:

- a) die Tiere der Gattungen nach Artikel 2 entsprechend dem Grundsatz der Gegenseitigkeit und gemäss den Bestimmungen der Gesetzgebung zu versichern;
- b) vorbeugende Massnahmen zu fördern und zur Bekämpfung der Tierseuchen beizutragen;
- c) den lokalen Kassen eine Rückversicherung gegen das Risiko von ungeniessbarem Fleisch anzubieten;
- d) die ihr durch das Ausführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über die Entsorgung tierischer Abfälle übertragenen Aufgaben wahrzunehmen.

## 2. Organisation

### Art. 13 Organes

Les organes de l'Etablissement sont:

- a) la commission administrative;
- b) l'administrateur ou l'administratrice;
- c) les experts et expertes de taxation;
- d) l'organe de contrôle.

### Art. 14 Commission administrative

#### a) Composition

<sup>1</sup> La commission administrative se compose de neuf membres.

<sup>2</sup> Le conseiller d'Etat Directeur ou la conseillère d'Etat Directrice concerné/e, qui la préside, et le ou la vétérinaire cantonal/e en font partie d'office.

<sup>3</sup> Les sept autres membres sont choisis de façon à permettre une représentation équitable des régions et des détenteurs et détentrices des espèces assurées; ils sont nommés pour une période administrative par le Conseil d'Etat, sur la proposition de la Direction.

<sup>4</sup> La commission désigne en son sein le vice-président ou la vice-présidente.

<sup>5</sup> L'Etablissement assume le secrétariat de la commission.

### Art. 15 b) Attributions

La commission administrative est l'organe supérieur de l'Etablissement. Elle a notamment les attributions suivantes:

- a) elle adopte le budget et les comptes annuels;
- b) elle prévoit, à l'intention du Conseil d'Etat, le montant des primes d'assurance;
- c) elle adopte les directives relatives à l'estimation des animaux des espèces assurées;
- d) elle statue sur les réclamations contre les décisions fixant les indemnités;

## 2. Organisation

### Art. 13 Organe

Die Organe der Anstalt sind:

- a) die Verwaltungskommission;
- b) die Verwalterin oder der Verwalter;
- c) die Schätzungsexpertinnen und -experten;
- d) das Kontrollorgan.

### Art. 14 Verwaltungskommission

#### a) Zusammensetzung

<sup>1</sup> Die Verwaltungskommission besteht aus neun Mitgliedern.

<sup>2</sup> Die Vorsteherin oder der Vorsteher der zuständigen Direktion führt den Vorsitz; diese Person und die Kantonstierärztin oder der Kantonstierarzt gehören der Kommission von Amtes wegen an.

<sup>3</sup> Die übrigen sieben Mitglieder werden so gewählt, dass die Regionen und die Halterinnen und Halter der versicherten Gattungen angemessen vertreten sind. Sie werden vom Staatsrat auf Vorschlag der Direktion für eine Amtsperiode ernannt.

<sup>4</sup> Die Kommission bezeichnet die Vizepräsidentin oder den Vizepräsidenten aus ihrer Mitte.

<sup>5</sup> Die Anstalt führt das Sekretariat der Kommission.

### Art. 15 b) Befugnisse

Die Verwaltungskommission ist das übergeordnete Organ der Anstalt. Sie hat insbesondere folgende Befugnisse:

- a) Sie genehmigt das Budget und die Jahresrechnung.
- b) Sie nimmt zuhanden des Staatsrats Stellung zur Höhe der Versicherungsprämien.
- c) Sie erlässt Richtlinien für die Schätzung der Tiere der versicherten Gattungen.
- d) Sie entscheidet über die Einsprachen, die gegen die Entschädigungsverfügungen erhoben werden.



- e) elle préavise, à l'intention du Conseil d'Etat, le tarif des indemnités versées aux vétérinaires dans le cadre de l'exécution de la présente loi;
- f) elle décide du placement des fonds et peut, dans ce cadre, déléguer certaines compétences à l'administrateur ou à l'administratrice et soumet les demandes d'emprunt à l'approbation du Conseil d'Etat;
- g) elle soumet chaque année les comptes et un rapport d'activité au Conseil d'Etat, à l'intention du Grand Conseil;
- h) elle est consultée, dans la mesure du possible, sur les mesures importantes à prendre en matière de lutte contre les épizooties.

**Art. 16** Administrateur ou administratrice

<sup>1</sup> L'administrateur ou l'administratrice est engagé/e par le Conseil d'Etat, sur le préavis de la commission administrative.

<sup>2</sup> L'administrateur ou l'administratrice:

- a) dirige l'Etablissement;
- b) prépare les objets à soumettre à la commission administrative, lui fait des propositions et exécute les décisions prises;
- c) assiste aux séances de la commission administrative avec voix consultative;
- d) statue sur les demandes d'indemnités;
- e) accomplit les tâches fixées dans le cahier des charges établi par la commission administrative.

**Art. 17** Experts et expertes de taxation

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat nomme des experts ou expertes de taxation, dont il arrête le nombre, sur la proposition de la Direction.

<sup>2</sup> A la demande de l'administrateur ou de l'administratrice, les experts et expertes de taxation fixent les valeurs estimatives des animaux périssables ou à abattre.

<sup>3</sup> La valeur estimative des colonies d'abeilles à indemniser est fixée par les inspecteurs et inspectrices des ruchers.

**Art. 18** Organe de contrôle

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat désigne un organe de contrôle.

- e) Sie nimmt zuhanden des Staatsrats Stellung zum Tarif der Entschädigungen, die den Tierärztinnen und -ärzten im Rahmen des Vollzugs dieses Gesetzes ausgerichtet werden.
- f) Sie bestimmt über die Anlage des Vermögens, wobei sie der Verwalterin oder dem Verwalter gewisse Befugnisse übertragen kann, und unterbreitet die Anleihensbegehren dem Staatsrat zur Genehmigung.
- g) Sie unterbreitet dem Staatsrat jedes Jahr zuhanden des Grossen Rats die Jahresrechnung und einen Tätigkeitsbericht.
- h) Sie wird soweit wie möglich zu den wichtigen Massnahmen für die Tierseuchenbekämpfung angehört.

**Art. 16** Verwalterin oder Verwalter

<sup>1</sup> Die Verwalterin oder der Verwalter wird vom Staatsrat auf Vorschlag der Verwaltungskommission angestellt.

<sup>2</sup> Die Verwalterin oder der Verwalter:

- a) leitet die Anstalt;
- b) bereitet die Geschäfte vor, die der Verwaltungskommission zu unterbreiten sind, stellt ihr Antrag und führt die gefassten Beschlüsse aus;
- c) nimmt mit beratender Stimme an den Sitzungen der Verwaltungskommission teil;
- d) entscheidet über die Entschädigungsgesuche;
- e) nimmt die Aufgaben wahr, die in dem von der Verwaltungskommission erstellten Pflichtenheft aufgeführt sind.

**Art. 17** Schätzungsexpertinnen und -experten

<sup>1</sup> Der Staatsrat ernennt Schätzungsexpertinnen und -experten; er legt ihre Zahl auf Antrag der Direktion fest.

<sup>2</sup> Die Schätzungsexpertinnen und -experten setzen den Schätzungswert der verendeten oder zu schlachtenden Tiere auf Ersuchen der Verwalterin oder des Verwalters fest.

<sup>3</sup> Der Schätzungswert der Bienenvölker wird bei einem Schaden von den Bieneninspektorinnen und -inspektoren festgesetzt.

**Art. 18** Kontrollorgan

<sup>1</sup> Der Staatsrat bezeichnet ein Kontrollorgan.

<sup>2</sup> Cet organe vérifie les comptes annuels de l'Etablissement adoptés par la commission administrative et adresse son rapport au Conseil d'Etat, à l'intention du Grand Conseil.

#### **Art. 19** Signature sociale

L'Etablissement est valablement engagé envers les tiers par la signature collective des personnes suivantes:

- a) d'une part, le président ou la présidente ou le vice-président ou la vice-présidente de la commission administrative;
- b) d'autre part, l'administrateur ou l'administratrice ou son adjoint ou adjointe.

### *3. Finances*

#### **Art. 20** Comptes

<sup>1</sup> Des comptes sont tenus séparément pour chaque espèce ou groupe d'animaux assurés.

<sup>2</sup> Ils sont arrêtés au 31 décembre de chaque année et sont remis au Conseil d'Etat qui les transmet au Grand Conseil pour approbation.

#### **Art. 21** Ressources

<sup>1</sup> Les ressources financières de l'Etablissement sont:

- a) les primes versées par les détenteurs et détentrices;
- b) les primes versées par les caisses locales;
- c) les primes dues par les marchands et marchandes de bétail;
- d) le produit de la mise en valeur des animaux abattus;
- e) le produit de ses placements;
- f) la contribution cantonale au sens de l'alinéa 2.

<sup>2</sup> L'Etat participe à raison de 50 % aux pertes dues à une épizootie et aux frais de lutte contre les épizooties ainsi qu'à raison de 25 % aux frais administratifs de l'Etablissement.

<sup>2</sup> Das Kontrollorgan prüft die von der Verwaltungskommission angenommene Jahresrechnung der Anstalt und unterbreitet dem Staatsrat ihren Bericht zuhanden des Grossen Rats.

#### **Art. 19** Zeichnungsberechtigung

Zur rechtsgültigen Verpflichtung der Anstalt gegenüber Dritten bedarf es der Kollektivunterschrift der folgenden Personen:

- a) der Präsidentin bzw. des Präsidenten oder der Vizepräsidentin bzw. des Vizepräsidenten der Verwaltungskommission;
- b) und der Verwalterin oder des Verwalters oder deren bzw. dessen Stellvertreterin oder Stellvertreter.

### *3. Finanzen*

#### **Art. 20** Rechnung

<sup>1</sup> Für jede versicherte Tiergattung oder Gruppe von Tieren wird getrennt Rechnung geführt.

<sup>2</sup> Die Rechnungen werden jeweils am 31. Dezember abgeschlossen und dem Staatsrat übergeben; dieser unterbreitet sie dem Grossen Rat zur Genehmigung.

#### **Art. 21** Mittel

<sup>1</sup> Die finanziellen Mittel der Anstalt sind:

- a) die von den Tierhalterinnen und -haltern bezahlten Prämien;
- b) die von den lokalen Kassen bezahlten Prämien;
- c) die von den Viehhändlerinnen und -händlern geschuldeten Prämien;
- d) der Erlös aus der Verwertung der geschlachteten Tiere;
- e) der Ertrag der Vermögensanlagen;
- f) der Kantonsbeitrag nach Absatz 2.

<sup>2</sup> Der Staat beteiligt sich zu 50 % an den durch eine Tierseuche entstandenen Verlusten und an den Kosten der Tierseuchenbekämpfung sowie zu 25 % an den Verwaltungskosten der Anstalt.

#### **Art. 22** Fonds de réserve

En vue de faire face à des sinistres importants, l'Etablissement constitue, pour chaque espèce ou groupe d'animaux assurés, un fonds de réserve atteignant au minimum 5 % de la valeur estimative des animaux assurés (art. 31).

#### **Art. 23** Placements

<sup>1</sup> Les placements de l'Etablissement sont effectués compte tenu des principes de la sécurité et de la rentabilité. La sécurité prime la rentabilité.

<sup>2</sup> Les placements sont effectués auprès de débiteurs présentant toute garantie.

<sup>3</sup> Le choix de placements favorisant des personnes ou des institutions est interdit.

#### *4. Recensement et période d'assurance*

#### **Art. 24** Recensement

<sup>1</sup> Les animaux des espèces assujetties à l'assurance obligatoire sont recensés annuellement. Le Conseil d'Etat arrête les dispositions nécessaires à ce recensement.

<sup>2</sup> Pour permettre à l'Etablissement d'exécuter les tâches que lui attribue la loi, le service compétent lui concède un accès en ligne aux données qu'il recense dans le cadre du relevé des données agricoles. Toutefois, l'Etablissement ne peut avoir accès qu'aux données personnelles qui lui sont nécessaires, tels les noms et adresses des détenteurs et détentrices et l'effectif des animaux. Le Conseil d'Etat arrête les dispositions nécessaires à cet accès.

<sup>3</sup> Si le détenteur ou la détentrice s'oppose au recensement, il y est procédé d'office et à ses frais, sans préjudice des pénalités prévues par la loi.

<sup>4</sup> Tout détenteur ou toute détentrice dont l'assujettissement à l'assurance ne commence qu'après la date du relevé annuel est tenu/e de s'annoncer immédiatement auprès de l'Etablissement.

#### **Art. 25** Période d'assurance

La période d'assurance s'étend sur une année. Le Conseil d'Etat en détermine le début et la fin.

#### **Art. 22** Reservefonds

Um ihren Verpflichtungen auch bei grossen Schadenereignissen nachkommen zu können, eröffnet die Anstalt für jede versicherte Tiergattung oder Gruppe von Tieren einen Reservefonds von mindestens 5 % des Schätzwerts der versicherten Tiere (Art. 31).

#### **Art. 23** Vermögen

<sup>1</sup> Das Vermögen der Anstalt ist gemäss den Erfordernissen der Sicherheit und des Ertrags anzulegen. Sicherheit geht vor Ertrag.

<sup>2</sup> Das Vermögen ist bei Schuldnern anzulegen, die volle Garantie bieten.

<sup>3</sup> Es ist verboten, bei der Wahl der Anlage Personen oder Institutionen zu begünstigen.

#### *4. Zählung und Versicherungsperiode*

#### **Art. 24** Zählung

<sup>1</sup> Die Tiere der zu versichernden Gattungen werden jedes Jahr erfasst. Der Staatsrat erlässt die für die Zählung erforderlichen Bestimmungen.

<sup>2</sup> Damit die Anstalt die ihr durch das Gesetz zugewiesenen Aufgaben wahrnehmen kann, gewährt ihr das zuständige Amt einen Online-Zugriff auf die Daten, die im Rahmen der Erhebung der landwirtschaftlichen Daten erhoben werden. Der Zugriff der Anstalt beschränkt sich jedoch auf die Personendaten, die sie zur Erfüllung ihrer Aufgaben benötigt, wie die Namen und Adressen der Tierhalterinnen und -halter und den Tierbestand. Der Staatsrat erlässt die für den Zugriff erforderlichen Bestimmungen.

<sup>3</sup> Widersetzen sich Tierhalterinnen oder Tierhalter der Zählung, so wird diese von Amtes wegen auf ihre Kosten durchgeführt; die in der Gesetzgebung vorgesehenen Strafen bleiben vorbehalten.

<sup>4</sup> Die Tierhalterinnen und -halter, die erst nach der jährlichen Erhebung versicherungspflichtig werden, müssen sich unverzüglich bei der Anstalt melden.

#### **Art. 25** Versicherungsperiode

Die Versicherungsperiode beträgt ein Jahr. Der Staatsrat legt den Beginn und das Ende der Versicherungsperiode fest.

## 5. Primes

### Art. 26 En général

<sup>1</sup> Les détenteurs et détentrices d'animaux assujettis à l'assurance sont redevables à l'Etablissement d'une prime annuelle qui se fonde en principe sur l'effectif résultant du recensement.

<sup>2</sup> La prime due par les détenteurs et détentrices dont l'assujettissement à l'assurance ne commence qu'après le début de la période annuelle d'assurance est calculée au prorata de la période restant à couvrir.

<sup>3</sup> Les détenteurs et détentrices qui ne se sont pas annoncés auprès de l'Etablissement en violation de l'article 7 sont redevables envers l'Etablissement des primes qu'ils auraient dû verser durant les cinq dernières années précédant la découverte de l'infraction.

<sup>4</sup> Les caisses locales réassurées auprès de l'Etablissement contre le risque de viande impropre à la consommation versent une prime qui est fonction du nombre d'animaux qu'elles assurent.

<sup>5</sup> Le montant de la prime tient compte équitablement des risques.

<sup>6</sup> Le Conseil d'Etat fixe chaque année le montant des diverses primes en tenant compte de la situation financière de l'Etablissement.

### Art. 27 Pour les marchands et les marchandes de bétail

Les marchands et marchandes de bétail versent une prime fondée sur l'effectif du bétail qu'ils possèdent habituellement et une autre fondée sur les transactions qu'ils effectuent en moyenne annuellement.

### Art. 28 Pour les détenteurs et détentrices de colonies d'abeilles

Les détenteurs et détentrices de colonies d'abeilles versent une prime pour chaque colonie.

## 6. Prestations d'assurance

### Art. 29 Droit à l'indemnité

<sup>1</sup> Le détenteur ou la détentrice a droit à l'indemnité en cas de sinistre pour tout animal ou toute colonie d'abeilles assurés, quel que soit le lieu où le sinistre s'est produit.

<sup>2</sup> L'indemnité n'est due que si les conditions suivantes sont réunies:

## 5. Prämien

### Art. 26 Allgemeines

<sup>1</sup> Die Halterinnen und Halter der zu versichernden Tiere zahlen der Anstalt eine Jahresprämie, die grundsätzlich auf dem bei der Zählung ermittelten Tierbestand beruht.

<sup>2</sup> Die Prämie der Tierhalterinnen und -halter, die erst nach dem Beginn der jährlichen Versicherungsperiode versicherungspflichtig werden, wird im Verhältnis zur verbleibenden Versicherungsperiode berechnet.

<sup>3</sup> Die Halterinnen und Halter, die sich bei der Anstalt entgegen Artikel 7 nicht angemeldet haben, schulden der Anstalt die Prämien, die sie während fünf Jahren vor der Entdeckung der Widerhandlung hätten zahlen müssen.

<sup>4</sup> Die lokalen Kassen, die bei der Anstalt gegen das Risiko von ungeniessbarem Fleisch rückversichert sind, zahlen eine Prämie entsprechend der Zahl der von ihnen versicherten Tiere.

<sup>5</sup> Bei der Festsetzung der Prämien werden die einzelnen Risiken angemessen berücksichtigt.

<sup>6</sup> Der Staatsrat setzt die Höhe der Prämien jedes Jahr unter Berücksichtigung der finanziellen Situation der Anstalt fest.

### Art. 27 Für die Viehhändlerinnen und -händler

Die Viehhändlerinnen und -händler zahlen eine Prämie gemäss ihrem üblichen Viehbestand und eine Prämie gemäss ihrem durchschnittlichen jährlichen Tierhandel.

### Art. 28 Für die Bienenhalterinnen und -halter

Die Halterinnen und Halter von Bienenvölkern zahlen eine Prämie für jedes Volk.

## 6. Versicherungsleistungen

### Art. 29 Entschädigungsanspruch

<sup>1</sup> Die Tierhalterin oder der Tierhalter hat im Schadensfall für jedes versicherte Tier oder Bienenvolk Anspruch auf Entschädigung, ungeachtet des Ortes, wo sich der Schaden ereignet hat.

<sup>2</sup> Die Entschädigung wird nur ausbezahlt, wenn:

- a) le sinistre a été annoncé immédiatement à l'Etablissement ou, s'il s'agit d'abeilles, à l'inspecteur ou à l'inspectrice des ruchers;
- b) la cause du sinistre a été constatée par un ou une vétérinaire ou, s'il s'agit d'abeilles, par l'inspecteur ou l'inspectrice des ruchers.

**Art. 30** Perte ou réduction du droit aux prestations

<sup>1</sup> Outre les cas prévus par la législation fédérale sur les épizooties, le détenteur ou la détentrice est déchu/e de tout droit à l'indemnité si:

- a) il ou elle s'est rendu/e coupable de manœuvres frauduleuses;
- b) il ou elle a fait traiter ses animaux par une personne non autorisée à exercer l'art vétérinaire, et qu'ainsi le traitement soit la cause de la perte de l'animal;
- c) il ou elle a importé une maladie en violant les règles imposées par la police des épizooties;
- d) il ou elle n'a pas payé sa prime dans le délai fixé.

<sup>2</sup> En cas de faute légère, l'indemnité peut être réduite.

**Art. 31** Valeur estimative

<sup>1</sup> La valeur estimative est fixée selon les critères définis par la Confédération et par l'Etablissement.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat fixe annuellement, pour les animaux des différentes espèces assurées, les montants maximaux de cette valeur estimative.

**Art. 32** Indemnité

- a) Principe

L'indemnité est de 90 % de la valeur estimative.

**Art. 33** b) En cas de sous-assurance

<sup>1</sup> L'Etablissement ne répond du dommage que jusqu'à concurrence du nombre d'animaux ou de colonies d'abeilles assurés.

<sup>2</sup> Si le nombre d'animaux ou de colonies assurés est inférieur au nombre d'animaux ou de colonies détenus lors du sinistre (sous-assurance), l'indemnité est proportionnellement réduite.

- a) der Schaden unverzüglich der Anstalt, bei Bienen der Bieneninspektorin oder dem Bieneninspektor, gemeldet wurde und
- b) die Schadensursache von einer Tierärztin oder einem Tierarzt, bei Bienen von der Bieneninspektorin oder vom Bieneninspektor, festgestellt wurde.

**Art. 30** Verlust oder Kürzung des Entschädigungsanspruchs

<sup>1</sup> Neben den in der Tierseuchengesetzgebung des Bundes vorgesehenen Fällen verirken Tierhalterinnen und Tierhalter jeden Anspruch auf Entschädigung, wenn sie:

- a) sich betrügerischer Handlungen schuldig gemacht haben;
- b) ein Tier von einer Person behandeln liessen, die nicht zur Ausübung des tierärztlichen Berufs befugt ist, und die Behandlung zum Verlust des Tieres führte;
- c) durch Übertretung der tierseuchenpolizeilichen Bestimmungen eine Krankheit eingeschleppt haben;
- d) die Prämie nicht fristgerecht bezahlt haben.

<sup>2</sup> Bei leichtem Verschulden kann die Entschädigung herabgesetzt werden.

**Art. 31** Schätzungswert

<sup>1</sup> Der Schätzungswert wird gemäss den Kriterien des Bundes und der Anstalt festgesetzt.

<sup>2</sup> Der Staatsrat setzt jedes Jahr für alle versicherten Tierarten den Höchstbetrag des Schätzungswerts fest.

**Art. 32** Entschädigung

- a) Grundsatz

Die Entschädigung beträgt 90 % des Schätzungswerts.

**Art. 33** b) Bei Unterversicherung

<sup>1</sup> Die Anstalt übernimmt den Schaden nur bis zur Zahl der versicherten Tiere oder Bienenvölker.

<sup>2</sup> Ist die Zahl der versicherten Tiere oder Bienenvölker niedriger als die Zahl der beim Eintritt des Schadens gehaltenen Tiere oder Bienenvölker (Unterversicherung), so wird die Entschädigung entsprechend gekürzt.

**Art. 34 c) En cas de cumul d'assurances**

Lorsque le même animal ou la même colonie d'abeilles est assuré contre le même risque et pour le même temps par plus d'un assureur, une indemnité n'est due que subsidiairement par l'Etablissement et jusqu'à concurrence de la valeur du dommage assuré.

**Art. 35 d) Mise en valeur**

L'Etablissement pourvoit à la mise en valeur des animaux à abattre et dispose de son produit, à concurrence du montant de l'indemnité allouée.

**Art. 36 e) Subrogation**

<sup>1</sup> Les prétentions que l'ayant droit peut avoir contre des tiers en raison d'un fait illicite passent à l'Etablissement, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée.

<sup>2</sup> Les dispositions de la loi fédérale sur le contrat d'assurance sont applicables par analogie.

**Art. 37 f) Restitution d'indemnités versées à tort**

La restitution d'indemnités versées à tort peut être exigée dans un délai de cinq ans à compter de la date du versement.

**Art. 38 Indemnité forfaitaire en cas de réassurance**

<sup>1</sup> Pour les animaux de l'espèce bovine, l'Etablissement verse aux caisses locales réassurées auprès de lui une indemnité forfaitaire par pièce de bétail, à la condition que la viande soit déclarée officiellement impropre à la consommation.

<sup>2</sup> L'Etablissement détermine le montant de cette indemnité. Elle ne peut pas excéder le tiers de l'indemnité allouée par la caisse locale.

<sup>3</sup> Le délai de péremption figurant à l'article 37 pour la restitution des indemnités est applicable à la restitution des indemnités forfaitaires.

**Art. 34 c) Bei Mehrfachversicherung**

Ist dasselbe Tier oder Bienenvolk bei mehr als einer Versicherung gegen dasselbe Risiko und für dieselbe Zeitspanne versichert, so ist die Anstalt nur subsidiär und nur bis zur Höhe des versicherten Schadens zur Entschädigungsleistung verpflichtet.

**Art. 35 d) Verwertung**

Die Anstalt sorgt für die Verwertung der Tiere, die geschlachtet werden müssen, und verfügt über den Verwertungserlös bis zum Betrag der ausgerichteten Entschädigung.

**Art. 36 e) Übergang von Rechtsansprüchen**

<sup>1</sup> Die Ansprüche der berechtigten Person gegenüber Dritten, die schuldhaft gehandelt haben, gehen bis zum Betrag der bezahlten Entschädigung auf die Anstalt über.

<sup>2</sup> Die Bestimmungen des Bundesgesetzes über den Versicherungsvertrag gelten sinngemäss.

**Art. 37 f) Rückerstattung ungerechtfertigter Entschädigungsleistungen**

Die Rückerstattung ungerechtfertigter Entschädigungsleistungen kann innert fünf Jahren nach der Zahlung verlangt werden.

**Art. 38 Pauschalentschädigung bei Rückversicherung**

<sup>1</sup> Für Tiere der Rindergattung überweist die Anstalt den bei ihr rückversicherten lokalen Kassen eine Pauschalentschädigung pro Tier, sofern das Fleisch offiziell für ungeniessbar erklärt wurde.

<sup>2</sup> Die Anstalt setzt den Betrag dieser Entschädigung fest, die höchstens ein Drittel der von der lokalen Kasse ausgerichteten Entschädigung beträgt.

<sup>3</sup> Die Verjährungsfrist für die Rückerstattung von Entschädigungsleistungen nach Artikel 37 ist auf die Rückerstattung der Pauschalentschädigungen anwendbar.

## CHAPITRE 4

### Caisses locales d'assurance du bétail bovin

#### Art. 39 Statut

<sup>1</sup> Les caisses locales d'assurance du bétail bovin (ci-après: les caisses locales) sont des corporations de droit public qui ont acquis la personnalité juridique sous l'empire de l'ancien droit.

<sup>2</sup> Elles sont exemptes d'impôts.

#### Art. 40 Principe de la mutualité

L'assurance que peuvent offrir les caisses locales selon l'article 4 al. 2 se fonde sur le principe de la mutualité.

#### Art. 41 Statuts

<sup>1</sup> Chaque caisse locale se donne des statuts.

<sup>2</sup> Les statuts doivent contenir des dispositions concernant notamment:

- a) le but, le siège et l'organisation;
- b) les risques assurés;
- c) les ressources financières;
- d) les critères d'admission et d'exclusion;
- e) le recensement;
- f) les critères utiles à la fixation des cotisations, de la valeur estimative et des indemnités;
- g) le mode d'indemnisation.

<sup>3</sup> Les statuts des caisses locales et leurs modifications n'ont force obligatoire qu'après avoir été approuvés par la Direction.

#### Art. 42 Organisation

<sup>1</sup> La caisse locale s'organise elle-même, dans les limites de la loi.

<sup>2</sup> Ses organes sont:

- a) l'assemblée générale;
- b) le comité;
- c) la commission d'estimation;

## 4. KAPITEL

### Lokale Rinderversicherungskassen

#### Art. 39 Stellung

<sup>1</sup> Die lokalen Rinderversicherungskassen (die lokalen Kassen) sind öffentlich-rechtliche Körperschaften, die unter dem bisherigen Recht Rechtspersönlichkeit erlangt haben.

<sup>2</sup> Sie sind nicht steuerpflichtig.

#### Art. 40 Grundsatz der Gegenseitigkeit

Die Versicherung, die die lokalen Kassen nach Artikel 4 Abs. 2 anbieten können, beruht auf dem Grundsatz der Gegenseitigkeit.

#### Art. 41 Statuten

<sup>1</sup> Jede lokale Kasse gibt sich Statuten.

<sup>2</sup> Die Statuten müssen insbesondere Bestimmungen enthalten über:

- a) den Zweck, den Sitz und die Organisation;
- b) die versicherten Risiken;
- c) die finanziellen Mittel;
- d) die Kriterien für die Aufnahme und den Ausschluss von Mitgliedern;
- e) die Zählung;
- f) die für die Festsetzung der Beiträge, des Schätzwerts und der Entschädigungen erforderlichen Kriterien;
- g) die Art und Weise der Entschädigung.

<sup>3</sup> Die Statuten der lokalen Kassen und ihre Änderungen sind erst verbindlich, nachdem sie von der Direktion genehmigt wurden.

#### Art. 42 Organisation

<sup>1</sup> Die lokale Kasse organisiert sich im Rahmen des Gesetzes selbst.

<sup>2</sup> Ihre Organe sind:

- a) die Generalversammlung;
- b) der Vorstand;
- c) die Schätzungskommission;

d) les vérificateurs et vérificatrices des comptes.

<sup>3</sup> Les attributions des organes sont fixées par les statuts.

#### **Art. 43** Transmission des comptes

A la fin de chaque exercice annuel, les comptes des caisses locales sont transmis à l'Etablissement, pour information.

#### **Art. 44** Garantie

<sup>1</sup> Les engagements des caisses locales sont garantis par l'avoir social.

<sup>2</sup> Les statuts peuvent toutefois prévoir la responsabilité personnelle et solidaire des affilié-e-s en garantie de crédits obtenus.

#### **Art. 45** Affiliation

##### a) Début

<sup>1</sup> Tout détenteur ou toute détentrice d'un animal de l'espèce bovine peut demander son affiliation auprès d'une caisse locale de son choix.

<sup>2</sup> Un détenteur ou une détentrice ne peut s'affilier qu'auprès d'une seule caisse.

#### **Art. 46** b) Fin

<sup>1</sup> Tout ou toute affilié/e peut démissionner de la caisse locale, pour la fin d'une année comptable et moyennant le respect du délai de résiliation déterminé par les statuts. Il ou elle doit en outre verser les cotisations supplémentaires prévues à l'article 49 al. 2.

<sup>2</sup> Au surplus, la perte de la qualité d'affilié/e est déterminée par les statuts.

<sup>3</sup> En perdant la qualité d'affilié/e, le détenteur ou la détentrice perd tout droit à l'avoir social.

#### **Art. 47** Début et période de l'assurance

L'assurance facultative déploie ses effets aux conditions fixées par les statuts. Ceux-ci déterminent également la période d'assurance.

#### **Art. 48** Vente d'un animal

En cas de vente d'un animal assuré, celui-ci reste assuré auprès de la caisse locale pendant les neuf jours du délai légal de garantie (art. 202 al. 1 CO).

d) die Rechnungsrevisorinnen und -revisoren.

<sup>3</sup> Die Befugnisse der Organe werden in den Statuten festgesetzt.

#### **Art. 43** Unterbreitung der Jahresrechnung

Am Ende jedes Geschäftsjahres werden die Jahresrechnungen der lokalen Kassen der Anstalt zur Information unterbreitet.

#### **Art. 44** Haftung

<sup>1</sup> Für die Verbindlichkeiten der lokalen Kassen haftet das Geschäftsvermögen.

<sup>2</sup> Die Statuten können jedoch vorsehen, dass die Mitglieder persönlich und solidarisch für Verbindlichkeiten aus erhaltenen Krediten haften.

#### **Art. 45** Mitgliedschaft

##### a) Beginn

<sup>1</sup> Alle Halterinnen und Halter eines Tieres der Rindergattung können um die Aufnahme in die lokale Kasse ihrer Wahl ersuchen.

<sup>2</sup> Eine Tierhalterin oder ein Tierhalter darf nur einer Kasse beitreten.

#### **Art. 46** b) Ende

<sup>1</sup> Jedes Mitglied kann unter Beachtung der in den Statuten festgesetzten Kündigungsfrist auf das Ende eines Rechnungsjahres aus der lokalen Kasse austreten. Es muss zudem die Zusatzbeiträge nach Artikel 49 Abs. 2 zahlen.

<sup>2</sup> Im Übrigen wird der Verlust der Mitgliedschaft in den Statuten geregelt.

<sup>3</sup> Mit dem Verlust der Mitgliedschaft verliert die Tierhalterin oder der Tierhalter jeden Anspruch auf das Geschäftsvermögen.

#### **Art. 47** Versicherungsbeginn und -periode

Die freiwillige Versicherung wird zu den in den Statuten festgesetzten Bedingungen wirksam. Die Statuten regeln auch die Versicherungsperiode.

#### **Art. 48** Verkauf eines Tieres

Wird ein versichertes Tier verkauft, so bleibt es während der gesetzlichen Gewährleistungsfrist von neun Tagen bei der lokalen Kasse versichert (Art. 202 Abs. 1 OR).



**Art. 49** Cotisations des affilié-e-s

<sup>1</sup> Le montant des cotisations des affilié-e-s est fixé par l'assemblée générale, conformément aux critères définis par les statuts.

<sup>2</sup> Le cas échéant, tous les affilié-e-s sont tenus de verser des cotisations supplémentaires pour couvrir le déficit au bilan.

**Art. 50** Prestations d'assurance

a) Droit à l'indemnité

<sup>1</sup> Le détenteur ou la détentrice a droit à l'indemnité en cas de sinistre pour tout animal assuré.

<sup>2</sup> L'indemnité n'est due que si le sinistre a été annoncé conformément aux statuts.

**Art. 51** b) Perte ou réduction du droit aux prestations

<sup>1</sup> Le détenteur ou la détentrice est déchu/e de tout droit à l'indemnité:

a) en cas de sur-assurance due à une intention frauduleuse;

b) si la perte de l'animal est due à une faute ou à une infraction.

<sup>2</sup> En cas de faute légère, l'indemnité peut être réduite.

**Art. 52** c) Indemnité

aa) Principe

<sup>1</sup> L'indemnité est fixée selon les critères déterminés par les statuts.

<sup>2</sup> Si la viande est officiellement déclarée impropre à la consommation, l'indemnité est de 60 % au moins de la valeur estimative de l'animal péri ou abattu.

**Art. 53** bb) En cas de sous-assurance et de cumul d'assurance

Les articles 33 et 34 sont applicables par analogie en cas de sous-assurance et de cumul d'assurance.

**Art. 49** Mitgliederbeiträge

<sup>1</sup> Die Mitgliederbeiträge werden von der Generalversammlung gemäss den in den Statuten festgelegten Kriterien festgesetzt.

<sup>2</sup> Gegebenenfalls sind die Mitglieder gehalten, Zusatzbeiträge zur Deckung des Bilanzfehlbetrags zu entrichten.

**Art. 50** Versicherungsleistungen

a) Entschädigungsanspruch

<sup>1</sup> Die Tierhalterin oder der Tierhalter hat im Schadensfall Anspruch auf Entschädigung für jedes versicherte Tier.

<sup>2</sup> Der Entschädigungsanspruch besteht nur, wenn der Schaden den Statuten gemäss gemeldet wurde.

**Art. 51** b) Verlust oder Kürzung des Entschädigungsanspruchs

<sup>1</sup> Tierhalterinnen und Tierhalter verwirken jeden Anspruch auf Entschädigung, wenn:

a) sie in betrügerischer Absicht eine Überversicherung abgeschlossen haben;

b) der Verlust des Tieres auf schuldhaftes oder strafbares Handeln zurückzuführen ist.

<sup>2</sup> Bei leichtem Verschulden kann die Entschädigung herabgesetzt werden.

**Art. 52** c) Entschädigung

aa) Grundsatz

<sup>1</sup> Die Entschädigung wird gemäss den in den Statuten festgelegten Kriterien festgesetzt.

<sup>2</sup> Wird das Fleisch offiziell für ungeniessbar erklärt, so beträgt die Entschädigung mindestens 60 % des Schätzwerts des verendeten oder geschlachteten Tieres.

**Art. 53** bb) Bei Unterversicherung und Mehrfachversicherung

Bei Unterversicherung und Mehrfachversicherung gelten die Artikel 33 und 34 sinngemäss.

**Art. 54** cc) Subrogation

<sup>1</sup> Les prétentions que l'ayant droit peut avoir contre des tiers en raison d'un fait illicite passent à la caisse locale, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée.

<sup>2</sup> Les dispositions de la loi fédérale sur le contrat d'assurance sont applicables par analogie.

**Art. 55** d) Restitution d'indemnités versées à tort

La restitution d'indemnités versées à tort peut être exigée dans un délai de cinq ans à compter de la date du versement.

**Art. 56** Fusion de caisses locales

<sup>1</sup> La décision de fusion doit être prise par l'assemblée générale de chaque caisse locale séparément et à la majorité absolue des affilié-e-s.

<sup>2</sup> La fortune des caisses locales est acquise à celle qui est née de la fusion.

**Art. 57** Dissolution d'une caisse locale

a) Causes

Une caisse locale est dissoute:

a) par une décision de l'assemblée générale prise à la majorité absolue de tous les affilié-e-s;

b) par décision de la Direction si la caisse locale est insolvable ou si, de toute autre manière, elle n'est plus en mesure d'atteindre son but ou de faire face à ses obligations.

**Art. 58** b) Sort de l'avoir social

<sup>1</sup> L'avoir social répond des prétentions justifiées qui seraient formulées à l'encontre de la caisse dissoute.

<sup>2</sup> Le solde est attribué aux affilié-e-s selon une répartition fixée par les statuts.

<sup>3</sup> Les anciens affilié-e-s n'ont aucun droit à l'avoir social de la caisse locale dissoute.

**Art. 54** cc) Übergang von Rechtsansprüchen

<sup>1</sup> Die Ansprüche der berechtigten Person gegenüber Dritten, die schuldhaft gehandelt haben, gehen bis zum Betrag der bezahlten Entschädigung auf die lokale Kasse über.

<sup>2</sup> Die Bestimmungen des Bundesgesetzes über den Versicherungsvertrag gelten sinngemäss.

**Art. 55** d) Rückerstattung ungerechtfertigter Entschädigungsleistungen

Die Rückerstattung ungerechtfertigter Entschädigungsleistungen kann innert fünf Jahren nach der Zahlung verlangt werden.

**Art. 56** Zusammenschluss lokaler Kassen

<sup>1</sup> Der Zusammenschluss muss von der Generalversammlung jeder lokalen Kasse einzeln und mit dem absoluten Mehr ihrer Mitglieder beschlossen werden.

<sup>2</sup> Das Vermögen der lokalen Kassen wird von der neuen Kasse übernommen.

**Art. 57** Auflösung einer lokalen Kasse

a) Gründe

Eine lokale Kasse wird aufgelöst:

a) durch einen mit dem absoluten Mehr aller Mitglieder gefassten Beschluss der Generalversammlung;

b) durch einen Entscheid der Direktion, wenn die Kasse zahlungsunfähig ist oder aus einem anderen Grund nicht mehr in der Lage ist, ihren Zweck zu erfüllen oder ihren Verpflichtungen nachzukommen.

**Art. 58** b) Aufteilung des Geschäftsvermögens

<sup>1</sup> Das Geschäftsvermögen haftet für rechtmässige Forderungen, die gegenüber der aufgelösten Kasse geltend gemacht werden.

<sup>2</sup> Der Überschuss wird nach einem in den Statuten festgesetzten Schlüssel auf die Mitglieder verteilt.

<sup>3</sup> Die ehemaligen Mitglieder haben keinerlei Anspruch auf das Geschäftsvermögen der aufgelösten lokalen Kasse.

## **CHAPITRE 5**

### **Voies de droit**

#### **Art. 59** Principe

<sup>1</sup> Les décisions prises en application de la présente loi sont sujettes à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative. Sont réservées les voies de droit préalables prévues aux articles 60 et 61.

<sup>2</sup> Les prétentions fondées sur les articles 37, 38 al. 3 et 55 peuvent faire l'objet d'une action administrative conformément audit code.

#### **Art. 60** Décisions de l'Etablissement

<sup>1</sup> Les décomptes de primes de l'Etablissement peuvent faire l'objet d'une réclamation écrite adressée à celui-ci dans les dix jours.

<sup>2</sup> Les décisions fixant les indemnités peuvent faire l'objet d'une réclamation écrite adressée à la commission administrative dans les dix jours.

<sup>3</sup> La réclamation doit être brièvement motivée et contenir les conclusions du réclamant.

#### **Art. 61** Décisions des caisses locales

<sup>1</sup> La Direction connaît des recours contre les décisions des caisses locales.

<sup>2</sup> Toutefois, les décomptes de cotisations et les décisions relatives aux indemnités peuvent faire l'objet d'une réclamation écrite préalable adressée au comité dans les dix jours.

<sup>3</sup> La réclamation doit être brièvement motivée et contenir les conclusions du réclamant.

## **CHAPITRE 6**

### **Sanctions pénales**

#### **Art. 62** Contraventions

<sup>1</sup> Est punie de l'amende jusqu'à 10 000 francs la personne qui:

a) étant détenteur ou détentriche d'un animal assujetti à l'assurance obligatoire ne l'annonce pas;

## **5. KAPITEL**

### **Rechtsmittel**

#### **Art. 59** Grundsatz

<sup>1</sup> Die in Anwendung dieses Gesetzes erlassenen Entscheide können mit Beschwerde gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege angefochten werden. Die vorgängigen Rechtsmittel nach den Artikeln 60 und 61 bleiben vorbehalten.

<sup>2</sup> Ansprüche, die sich auf die Artikel 37, 38 Abs. 3 und 55 stützen, können mit einer verwaltungsrechtlichen Klage gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege geltend gemacht werden.

#### **Art. 60** Entscheide der Anstalt

<sup>1</sup> Gegen die Prämienabrechnungen der Anstalt kann innert 10 Tagen schriftlich Einsprache bei ihr erhoben werden.

<sup>2</sup> Entschädigungsverfügungen können innert 10 Tagen mit einer schriftlichen Einsprache an die Verwaltungskommission angefochten werden.

<sup>3</sup> Die Einsprache muss eine kurze Begründung und die Begehren der Einsprecherin oder des Einsprechers enthalten.

#### **Art. 61** Entscheide der lokalen Kassen

<sup>1</sup> Die Direktion entscheidet über die Beschwerden gegen Entscheide der lokalen Kassen.

<sup>2</sup> Abrechnungen der Mitgliederbeiträge und Entscheide über Entschädigungsleistungen können jedoch vorgängig innert 10 Tagen mit einer schriftlichen Einsprache an den Vorstand angefochten werden.

<sup>3</sup> Die Einsprache muss eine kurze Begründung und die Begehren der Einsprecherin oder des Einsprechers enthalten.

## **6. KAPITEL**

### **Strafbestimmungen**

#### **Art. 62** Übertretungen

<sup>1</sup> Mit einer Busse bis zu 10 000 Franken wird bestraft, wer:

a) als Halterin oder Halter ein Tier, das versichert werden muss, nicht anmeldet;

b) en dépit d'un avertissement donné par la Direction, surveille ou soigne mal ses animaux assurés et crée ainsi un risque élevé de perte.

<sup>2</sup> Dans les cas de peu de gravité, le ou la juge peut renoncer à toute peine.

<sup>3</sup> Demeurent réservées les dispositions du code pénal et des lois spéciales.

#### **Art. 63** Procédure

La poursuite et le jugement des infractions à la présente loi ont lieu conformément au code de procédure pénale.

### **CHAPITRE 7**

#### **Dispositions transitoires et finales**

##### *1. Droit transitoire*

#### **Art. 64** Caisses locales

##### a) Poursuite de leurs activités

<sup>1</sup> Dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la loi, les assemblées générales de chacune des caisses locales existantes se prononcent sur la dissolution de la caisse ou la poursuite de son activité sous la forme d'une assurance facultative au sens de l'article 4 al. 2.

<sup>2</sup> Pour le cas où l'assemblée générale se prononce en faveur de la dissolution, celle-ci devient effective au 30 juin ou au 31 décembre qui suit la décision de l'assemblée générale. L'assemblée générale décide du mode de répartition de l'avoir social; ce mode de répartition doit être équitable.

<sup>3</sup> Jusqu'au terme précité, les dispositions du chapitre III de la loi de 1985 demeurent applicables.

<sup>4</sup> Les litiges nés avant la date découlant de l'application de l'alinéa 2 sont régis par l'ancienne législation.

#### **Art. 65** b) Révision des statuts

Les caisses locales qui poursuivent leurs activités disposent d'un délai de deux ans, dès l'entrée en vigueur de la loi, pour adapter leurs statuts aux nouvelles exigences légales et les faire approuver par la Direction.

b) trotz einer Mahnung der Direktion seine versicherten Tiere schlecht überwacht und behandelt und dadurch ein hohes Verlustrisiko schafft.

<sup>2</sup> In leichten Fällen kann die Richterin oder der Richter von einer Strafe absehen.

<sup>3</sup> Die Bestimmungen des Strafgesetzbuchs und der Spezialgesetze bleiben vorbehalten.

#### **Art. 63** Verfahren

Widerhandlungen gegen dieses Gesetz werden nach der Strafprozessordnung verfolgt und beurteilt.

### **7. KAPITEL**

#### **Übergangs- und Schlussbestimmungen**

##### *1. Übergangsrecht*

#### **Art. 64** Lokale Kassen

##### a) Entscheid über die Weiterführung

<sup>1</sup> Die Generalversammlungen der bestehenden lokalen Kassen entscheiden innert sechs Monaten seit dem Inkrafttreten des Gesetzes darüber, ob die Kasse aufgelöst oder in der Form einer freiwilligen Versicherung im Sinne von Artikel 4 Abs. 2 weitergeführt werden soll.

<sup>2</sup> Beschliesst die Generalversammlung die Auflösung, so wird diese auf den 30. Juni oder 31. Dezember wirksam, der auf den Entscheid der Generalversammlung folgt. Die Generalversammlung entscheidet über die Aufteilung des Geschäftsvermögens; diese muss gerecht sein.

<sup>3</sup> Bis zu diesem Datum bleiben die Bestimmungen des III. Kapitels des Gesetzes von 1985 anwendbar.

<sup>4</sup> Für Streitigkeiten, die vor dem Datum nach Absatz 2 entstanden sind, gilt die bisherige Gesetzgebung.

#### **Art. 65** b) Änderung der Statuten

Die lokalen Kassen, die ihre Tätigkeit weiterführen, müssen ihre Statuten innert zwei Jahren seit dem Inkrafttreten des Gesetzes den neuen gesetzlichen Anforderungen anpassen und sie von der Direktion genehmigen lassen.

#### **Art. 66** Affilié-e-s

<sup>1</sup> Les affilié-e-s à une caisse locale qui poursuit son activité peuvent démissionner de celle-ci la première fois pour le lendemain de la décision prévue à l'article 64 al. 1. La démission doit être communiquée par écrit.

<sup>2</sup> Jusqu'à cette date, leur affiliation obligatoire demeure.

#### *2. Dispositions finales*

#### **Art. 67** Abrogation

La loi du 22 novembre 1985 sur l'assurance du bétail (RSF 914.20.1) est abrogée.

#### **Art. 68** Modifications

La loi du 22 mai 1997 d'application de la législation fédérale sur l'élimination des déchets animaux (RSF 914.10.6) et modifiée comme il suit:

##### **Art. 11 al. 3**

*Remplacer* «l'assurance du bétail» *par* «l'assurance des animaux de rente».

##### **Art. 13 al. 1, 2 et 4**

<sup>1</sup> L'Etablissement d'assurance des animaux de rente prélève une prime d'élimination auprès de détenteurs d'animaux de rente qui sont assurés obligatoirement auprès de lui. Cette prime doit couvrir 50 % des frais d'infrastructure, d'exploitation et d'élimination assumés par l'Etablissement.

<sup>2</sup> *Remplacer* «participation financière» *par* «prime d'élimination».

<sup>4</sup> *Remplacer* «participations» *par* «primes d'élimination».

#### **Art. 69** Exécution et entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi, dont il fixe la date d'entrée en vigueur.

#### **Art. 66** Mitglieder

<sup>1</sup> Die Mitglieder einer lokalen Kasse, die ihre Tätigkeit weiterführt, können das erste Mal auf den Tag, der dem Entscheid nach Artikel 64 Abs. 1 folgt, aus der Kasse austreten. Der Austritt muss schriftlich mitgeteilt werden.

<sup>2</sup> Bis zu diesem Zeitpunkt bleibt die Versicherungspflicht bestehen.

#### *2. Schlussbestimmungen*

#### **Art. 67** Aufhebung bisherigen Rechts

Das Gesetz vom 22. November 1985 über die Viehversicherung (SGF 914.20.1) wird aufgehoben.

#### **Art. 68** Änderung bisherigen Rechts

Das Ausführungsgesetz vom 22. Mai 1997 zur Bundesgesetzgebung über die Entsorgung tierischer Abfälle (SGF 914.10.6) wird wie folgt geändert:

##### **Art. 11 Abs. 3**

«Viehversicherung» *ersetzen durch* «Nutztiersversicherung».

##### **Art. 13 Abs. 1, 2 und 4**

<sup>1</sup> Die Nutztiersversicherungsanstalt verlangt von den Haltern von Nutztieren, die obligatorisch bei ihr versichert sind, eine Entsorgungsprämie. Diese Prämie muss 50 % der von der Nutztiersversicherungsanstalt übernommenen Infrastruktur-, Betriebs- und Entsorgungskosten decken.

<sup>2</sup> *Den Ausdruck* «finanzielle Beteiligung» *durch* «Entsorgungsprämie» *ersetzen*.

<sup>4</sup> *Den Ausdruck* «Beteiligung» *durch* «Entsorgungsprämie» *ersetzen*.

#### **Art. 69** Vollzug und Inkrafttreten

Der Staatsrat wird mit dem Vollzug dieses Gesetzes beauftragt. Er bestimmt den Zeitpunkt des Inkrafttretens.